

Frauenfragen / Questions au féminin / Problemi al femminile

3/87

	Seite
Quoten - Reizwort oder Wundermittel. Eine Tagung zur Frauenförderungsmassnahme 'Quotierung' in Politik und Arbeitswelt	2
Martine Keller:	
Les femmes âgées- vieillir au féminin	3-17
Aelter-werden als Frau. Zusammenfassung	18-19
Invecchiare al femminile. Riassunto	20-21
Cecilia Yul Brons:	
Zur Aesthetik weiblichen Aelterseins	22-28
De l'esthétique de la femme âgée. Résumé	29
Appunti sull'estetica della vecchiaia al femminile. Riassunto	30
Julia Onken:	
Auftakt in eine neue Lebensphase	31-35
Un nouveau départ dans la vie. Résumé	36-37
Preludio di una nuova fase esistenziale. Riassunto	38-39
Marthe Kellerhals:	
Condition de la femme: une lutte permanente	
Laure Wyss:	
Vergesst den Zorn nicht, Schwestern!	44-46
N'oubliez pas votre colère, mes soeurs! Résumé	47
Non scordate la vostra rabbia, sorelle! Riassunto	47
Bibliographie - neuere Literatur seit 1980	51-52
Jeanne DuBois:	
Zur Revision des Pornografieartikels	53-56
Révision du droit pénal en matière sexuelle; l'article sur la pornographie. Résumé	57-58
Note riguardanti la revisione dell'articolo concernente la pornografia. Riassunto	59-60
Gesetzesartikel zu Pornographie	61-62
La législation concernant la pornographie	61-62
Danielle Limacher:	
Pornographie - Die öffentliche Regelung persönlicher Verkehrsformen	63-67
De la pornographie et de la difficulté à régler les relations intimes. Résumé	68
Pornografia - regolamentazione pubblica di rapporti privati. Riassunto	69
Elisabeth Kästli:	
Chronik der laufenden Ereignisse, Februar bis Juli 1987	70-74
Martine Chaponnière:	
L'actualité au féminin, février - mi-juillet 1987	75-82
Uebersicht über die Verhandlungen der Bundesversammlung	
Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale	82-94
Passagen: Simone de Beauvoir: 'La vieillesse 1+2', Editions Gallimard, 1970.	48-50
(deutsche Uebersetzung: 'Das Alter', Rowohlt, 1977.	



Frauenfragen
Questions au féminin
Problemi al femminile

10. Jahrgang, Nr. 3
September 1987

herausgegeben von der Eidgenössischen
Kommission für Frauenfragen. Bundesamt
für Kulturpflege, Thunstrasse 20.
3006 Bern, Tel. 031/61.92.75

Redaktion: Käthi Belser, Claudia
Kaufmann, Verena Laedrach-Feller

Abdruck der Beiträge nach Rücksprache
mit der Redaktion und unter genauer
Quellenangabe erwünscht. Belegsexemplare
sind willkommen

Die in diesem Heft erscheinenden
Beiträge sollen unterschiedliche
Meinungen zum Ausdruck bringen,
die zu kennen und zu diskutieren
sich lohnt, die sich aber nicht
mit jenen der Eidg. Kommission
für Frauenfragen zu decken brauchen

Aelterwerden, Altern - ist ein auch in
Frauenkreisen noch weitgehend tabuisier-
tes Thema. (Die zahlreichen, mehrheit-
lich von Männern verfassten sog. "Rat-
geber" zum Klimakterium der Frau, oft
peinlich und ärgerlich zugleich, bilden
keine Ausnahme. Im Gegenteil, sie tragen
auf ihre Weise zu dieser Verdrängung
bei).

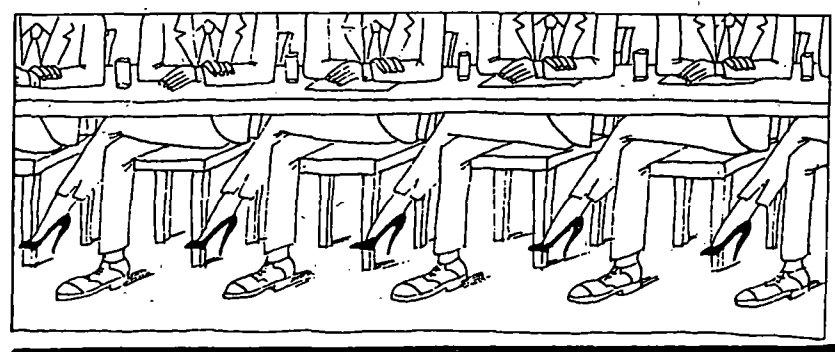
Vor rund einem Jahr befassten wir uns zum
ersten Mal mit der aktuellen Revision
des Sexualstrafrechts, speziell mit dem
Tatbestand der Vergewaltigung. Wir führen
diese Diskussion heute fort mit zwei Bei-
trägen zur Pornographie, zu der in der
Oeffentlichkeit bisher eine ausführliche
Debatte - noch - ausblieb.

In mehreren Beiträgen dieses Bulletins
wird die Relativität des Alterungspro-
zesses betont. Dies ist sicherlich rich-
tig. Und trotzdem spürten wir jüngeren
Frauen bei der Konzeption des Heftes
Barrieren und Hemmungen vor dem uns noch
Unbekannten: Mit (zu) grossem Respekt
nähernten wir uns dem Thema, das natürlich
nicht umfassend behandelt werden kann,
wagten wir nur mit ungewohnter Behutsam-
keit, ältere Kolleginnen um Artikel an-
zufragen. Laure Wyss' Aufforderung,
"vergesst den Zorn nicht, Schwestern",
erfüllt daher eine doppelte Funktion.

Claudia Kaufmann

Quoten – Reizwort oder Wundermittel ?

Eine Tagung zur Frauenförderungsmassnahme
'Quotierung' in Politik und Arbeitswelt



Datum: 31. Oktober 1987

Ort: Bern

Organisation: Botschaft der Bundesrepublik Deutschland,
Bern und
Dienst für Frauenfragen im Bundesamt für
Kulturpflege, Bern

Referentinnen: Prof. HEIDE PFARR, Vizepräsidentin der
Universität Hamburg, Professorin für
Arbeitsrecht

EVA RÜHMKORF, Staatsrätin, Leitstelle
Gleichstellung der Frau, Hamburg

Hauptpunkte der Diskussion aus deutscher und schweizerischer Sicht werden Vor- und Nachteile der verschiedenen Quotensysteme, rechtliche Aspekte zur Quotierung sowie die Folgerungen aus den Hamburger Erfahrungen zur Quotierung sein. Die Frage nach tauglichen Quotierungskonzepten (Voraussetzungen, Anwendungsbereiche, Folgerungen für sonstige Gleichstellungsmassnahmen) stellt sich sowohl in der Politik wie auch in der Arbeitswelt.

Das Tagungsprogramm inkl. Anmeldeformular kann ab 10. September 1987 angefordert werden beim Bundesamt für Kulturpflege, Dienst für Frauenfragen, Thunstrasse 20, Postfach, 3006 Bern.

Les femmes âgées - vieillir au féminin

par Martine Keller

A Irma Siegenthaler, 81 ans
Pour sa sereine acceptation
de "la loi de la vie".

Mais dans le fond qu'entend-on par femmes âgées? Une femme est jeune ou vieille, jeune et vieille, vieille hier, jeune aujourd'hui... selon le point de vue choisi: sociétal, biologique, individuel ou encore historique...

Une femme, vieille selon les institutions de ce pays, à 62/63 ans, n'en a pas moins devant elle près d'un quart de sa vie, 20 ans, une courte vie, mais une vie quand même.

Pourtant "la vieille dame indigne" ou encore "Harold et Maud" n'est-ce pas l'éternelle jeunesse! Cependant sa vieillesse une femme ne l'a-t-elle pas déjà éprouvée bien avant cet âge aussi fatidique qu'arbitraire, lors de la ménopause, son horloge biologique, appelée aussi non sans raison "première mort"? Ou bien, pour la mère, après le départ des enfants, alors qu'elle se retrouve dans un "nid vide"? Ou encore sa vieillesse lui est peut être tombée dessus.. bien avant, comme une chape de plomb, lorsqu'un possible employeur lui répond qu'il n'engage personne ayant dépassé 30 ans chrono, que son expérience lui avait montré la difficulté de tels individus à collaborer avec des équipes considérablement plus jeunes ou... bien après, lors d'un vœu, d'une séparation.

Chacun sait que le maximum des performances physiques - des deux sexes - est atteint vers l'âge de 17 ans. Déclin donc dès ce jeune âge, avant même à certains égards. Qu'est-ce à dire? Que toutes les facultés

déclinent inexorablement, linéairement, simultanément? Non, bien sûr, certaines augmentent, d'autres restent stables.

La femme n'arrête pas de vieillir, comme l'homme du reste, mais à la différence près qu'elle vieillit de surcroît aux yeux de l'homme dont elle tire toujours le plus gros morceau de son identité. "Il est l'essentiel, elle est l'autre" écrivait Simone de Beauvoir. "L'homme mûrit, la femme vieillit": ce n'est pas si sûr M. Sacha Guitry, mais votre bon mot d'homme recèle une part de vérité. Pourtant cette éternelle vieillissante qu'est la femme, si dépendante de l'aune masculine à laquelle on la/elle se mesure n'est-elle pas toujours autant cette éternelle enfant, éternelle mineure?

Dans ce grand jeu de l'oise qu'est la vie, c'est un peu comme si les femmes n'arrivaient pas à se déterminer: à la merci des éléments, en retard d'une (au moins) étape, déchirées entre des aspirations à la similitude - mettre leurs pas dans les traces laissées par les hommes - et des aspirations isolationnistes à la différence - "les chantages de la féminité". Mais de toute façon rarement capables de reconnaître leurs atouts et moins encore d'en faire une force.

Ce sont ces perspectives, différentes qui seront examinées ci-après. Différentes, différentielles aussi selon les sexes, puisque dans ce domaine - tout comme en physique où la position de l'observateur modifie l'objet d'étude - la vision de l'homme ne peut elle non plus être complètement neutralisée! Une perspective pourtant traverse l'histoire de nos corps, celle de nos familles, de l'environnement dans lequel nous vivons: c'est la perspective générationnelle.

Le vieillissement historique - vieillir au ralenti

C'est bien connu, on ne se sent pas vieillir; le piège du ralenti? En partie mais pas seulement. Car si le temps s'accélère, le vieillissement, lui décélère. De nos jours, un homme, une femme de 70 ans sont en meilleure santé que leurs parents à cet âge ou même plus jeunes. Il n'y a pas "d'âge égal" pour des générations séparées par quelques décennies (Evelyne Sullerot, (32)).

Mais, paradoxalement, si l'individu biologique repousse les limites de son vieillissement, si l'âge des incapacités et des déficiences recule, l'individu-personne n'en a pas encore pleinement pris conscience. Bien sûr, chacun ou presque sait que l'âge de la/sa séduction s'est allongé. "Le barbon quadragénaire" de Molière et la "Femme de trente ans" de Balzac font aujourd'hui des ravages sur nos plages..." (Evelyne Sullerot, (32)). Il n'empêche que nos modes de pensée, d'action sont démodés. C'est pire encore au niveau des institutions: les modèles d'organisation sociale sont vieillot, surannés. Le "feedback" n'a pas opéré. En un mot, l'habit est presque toujours étriqué.

Des faits nouveaux mais têtus

"C'est précisément dans la différence qu'on peut considérer comme la plus irréductible entre l'homme et la femme: leur rôle dans la reproduction, que les progrès des sciences biologiques ont entraîné le plus de changements:

- La baisse de la mortalité maternelle à l'accouchement a apporté aux femmes occidentales une longévité plus grande qu'aux hommes. Jusqu'au siècle dernier, elles mouraient avant eux.
- Du fait de la baisse de l'âge à la puberté (de 17 à 12 ans), la maturité sexuelle est plus précoce. La femme d'aujourd'hui connaît une période féconde allongée.
- Au lieu des 15-20 enfants qu'elle pourrait théoriquement engendrer au cours de sa vie féconde, de nos jours, elle ne passe guère plus de 5 ans à

en mettre 2 au monde.

- Se marier pour la vie? En moyenne, la vie commune s'est allongée de 20 à 50 ans. Cette constatation n'entraîne pas que des conséquences quantitatives. Séparées autrefois par la mort (cf. "la marâtre"), les familles le sont aujourd'hui et de façon croissante par le divorce. Dans les conditions de divortialité du moment, un mariage sur trois se terminerait par un divorce.
 - En fait, 90% des enfants mineurs vivent au sein d'une famille ayant à sa tête un couple, c'est dire que les familles mono-parentales sont loin d'être une majorité. Oui, mais c'est oublier qu'il s'agit là d'un "instantané". Le film des événements manque: famille unie aujourd'hui, famille morcelée demain et après-demain? On estime qu'aux Etats-Unis, un enfant sur deux passera quelques années de sa vie auprès d'un parent seulement (Martine Keller (22), Pierre Gilliard (17) (18)).
 - De lieu privilégié du travail, la famille est devenue un refuge contre l'aliénation du travail, une "association pour soirées et week-ends seulement" (Peter Laslett in: (9)).
 - L'homme et la femme se retrouvent à l'âge "normal" de la retraite avec respectivement $\frac{1}{5}$ et $\frac{1}{4}$ de leur vie devant eux. Pour la femme, cela signifie, parfois de surcroît - une existence matérielle précaire mais presque à coup sûr la perte du conjoint, voire la solitude. Parmi les femmes âgées vivant seules, une sur trois se trouve dans cette situation depuis 20 ans au moins (Coll (7)).
 - Mais il n'y a pas que la famille: une femme sur 5 seulement de 18 ans et plus est mariée avec enfants, 40% environ des femmes ne sont pas/plus mariées. Du reste, près de 30% des ménages hétérosexuels ne comportent qu'une seule personne, 9 fois sur 10 une femme.
- Ose-t-on parier que le dernier bastion de femmes est sur le point de céder? L'égalité à portée de main? Les manipulations génétiques et les embryons in vitro consacreront-ils l'ultime défaite ou la victoire finale des femmes sur leur biologie...

Par ailleurs, la diminution de la mortalité due au contrôle de certains grands facteurs risque (travail, etc.) commence d'être compensé par l'accroissement du nombre de morts écologiques. Les femmes vont peut-être perdre tout ou partie de leur sur-gain en espérance de vie en "rat-trapant" les hommes sur le chemin de certaines toxicomanies ou maladies de "civilisation".

Des attitudes ancrées et tout aussi têtues

Que nos aîné(e) n'aient pas tous/tes ajusté(e)s leur comportement, leur vie à leurs récentes possibilités, quoi de plus normal. Au cours de leur vie tout à la fois longue et courte, ils/elles auront passé par plus de chambardements que n'en a connu l'humanité dans toute son histoire.

Pour les plus jeunes pour lesquels "la tradition de la nouveauté" (selon l'expression du critique d'art Harold Rosenberg), est devenue synonyme de vie ("Quoi de neuf?"), cela peut paraître plus étonnant:

- On continue à penser en termes non seulement de femme mariée mais, de mère de famille avec, de surcroît, des enfants en bas âge. Presque une étrangeté.
- La vision existentielle des femmes reste celle du mariage, de l'amour romantique; mais "être amoureuse n'est pas une occupation à plein-temps", comme l'écrivaient Alva Myrdal et Viola Klein en 1956 déjà (29).
- Au moment du mariage ou après la naissance de leur premier enfant, les femmes suisses arrêtent leur activité lucrative plus souvent que dans d'autres pays (Commission fédérale pour les questions féminines (12)). Pourquoi? Il y a certaines évidences, inculquées aux femmes dès leur plus jeune âge et qu'à leur tour elles transmettent.
- "Ici, on ne produit pas (ou plus). On reproduit, on régénère, on socialise" (Commission fédérale pour les questions féminines (12)). Pas longtemps, cependant. Le nid d'amour (s'il existe encore) se retrouve vide bien avant - plus de 20 ans - que la vie conjugale ne prenne fin! Mais c'est un peu comme si ces évidences jetaient une lumière trop aveuglante pour que l'on ouvre les yeux et la regarde en

face. Depuis que les femmes sont engouffrées dans l'éducation en en faisant leur territoire, elles y ont borné leur horizon. Mais que reproduit-elle, à quoi socialise-t-elle? A la même division de l'univers entre deux sexes au berceau déjà: douceur et affectivité d'un côté; intellect, affirmation et projection de soi de l'autre; en gros, toute la différence qu'il y a entre valeurs publiques et un état d'esprit presque totalement privé qui engendre tant d'impasses, d'incommunication, de maladies.

La socialisation au changement et à l'adaptation n'est assurément pas favorisée par des femmes repliées sur le foyer; en proie au doute, à la rumination, en perte d'identité sociale.

Alors qu'elles ont un horizon de vie possible de près de 80 ans, les femmes continuent de le borner à celui de 25 ans, l'âge moyen du mariage, et de faire leurs choix en conséquence. Formations au rabais, métiers paradoxaux, refus de positions de visibilité sociale. "Nous les femmes on sait que l'on peut toujours se replier et se faire entretenir", dit cette femme cadre, brillante et affirmée qui a pourtant refusé à plusieurs reprises des postes de numéro un. Toujours cette même façon occulte, privée, familiale d'exercer le pouvoir. Cet état d'esprit, il convient d'ajouter, n'est pas limité aux seules femmes mariées! "Il y a des trains à ne pas manquer", dit l'homme. "On ne rate que les trains que l'on veut prendre" réplique la femme. "On ne saura ce que les femmes sont que lorsqu'on arrêtera de leur prescrire ce qu'elles doivent être" (Rosa Mayreder)... mais aussi quand elles sauront qui elles sont, ce qu'elles veulent être.

D'emblée les hommes font leurs choix en fonction d'une vie active qui les mène au moins jusqu'à l'âge de 60-65 ans... à l'impasse de la retraite, "la névrose du dimanche" (selon l'expression de Ferenczi). Leur vision n'est donc plus suffisante non plus.

Les femmes de surcroît doivent songer:

- que leur vie est plus longue que celle des hommes

- qu'elle se déroulera avec un/plusieurs hommes mais aussi - fort vraisemblablement, en partie du moins - sans hommes. Il faut donc apprendre à vivre avec eux, sans eux, non plus (trop) à travers eux!
- et faire l'effort tout particulier de s'assumer comme individu non assisté avant tout, qui puisse marcher sur ses 2 jambes que sont: l'indépendance financière et l'autonomie affective. Ce qui nécessite un bon bagage de départ et tout au cours de la route conversions et formations. Ce qui exclut des interruptions de la vie sociale pour de longues durées, mais... Ce qui permet aussi une meilleure préparation à l'âge de la retraite ou - plus justement - au dernier quart de l'existence. Il n'est pas prudent de penser que le rythme du changement technique va décroître.

Le niveau sociétal - la vieillesse institutionnelle.

Les assurances sociales: à 62/3/5 ans, on est vieux au regard de la société. Qui est vieux? Et avec quels moyens?

Les ressources:

La seule enquête menée à ce jour en Suisse remonte à 1976. Des disparités considérables de revenus - et a fortiori de fortune - avaient été mises en exergue et illustrées de portraits choquants (Pierre Gilliland (15), (16)).

Dans l'ensemble, la situation des rentiers ne se révélait pas - et de loin - aussi mirobolante que l'on aurait pu le croire et l'attendre en Suisse: la moitié des femmes seules, hommes seuls et couples vivaient d'un revenu mensuel de respectivement 1200, 1400, 2400 francs, soit 15% au désavantage des femmes seules par rapport aux hommes et au net avantage des couples.

Qu'en est-il quelque 10 ans plus tard? Aucune comparaison stricte n'est possible. La statistique officielle (1984) permet seulement de donner quelques idées, des ordres de grandeur.

- Entre 1969 et 1984, le nombre des rentes extraordinaires a diminué des 2/3, au profit des rentes ordinaires. Il y a là une constatation réjouissante, affectant directement les femmes, puisque 2/3 de ces rentes leur sont servies et le montant mensuel en est le plus souvent situé entre 600-700 francs.
- Sur l'ensemble des rentes vieillesse, ordinaires et extraordinaires, 60% sont versées à des femmes (40% à des hommes). Cette proportion s'élève à 70% à l'âge de 80 ans et au-delà (OFAS, 30)).

Dans le partage du gâteau "rentes vieillesse" (voir tabl. ci-dessous) les couples reçoivent la part d'une personne et demie environ (rappelons que la rente AVS pour couples consiste en une rente simple à laquelle s'ajoutent 50% pour l'épouse, soit 150% en tout), les hommes seuls une tranche légèrement émiettée et les femmes seules un morceau diminué d'une bouchée! (OFAS (30)).

	Bénéficiaires	Montants
Couples	28,5%	40,75%
Femmes	53,0%	43,25%
Hommes	18,5%	16,00%
	100 %	100 %

Les rentes ordinaires de vieillesse se montent respectivement, en moyenne, à:

- 1'128.- (hommes)
- 1'070.- (femmes) soit 95% d'une rente d'homme
- 1'868.- (couples)

70% des rentes des hommes (60% de celles des femmes) sont comprises entre 1'000.- et 1'400.- Près de 30% (40% chez les femmes) leur sont inférieures. Pratiquement aucune n'y est supérieure. Chez les couples, un peu plus de la moitié des rentes sont de 2'000.- et plus. Ressassement relatif donc, ce qui est précisément la raison d'être d'un système redistributif comme l'AVS.

L'analyse des revenus annuels globaux fait naturellement état de plus de contrastes:

Le revenu moyen des
se monte à...

hommes seuls	femmes seules	couples
40'000.-	34'000.-	50'000.-

et 2/3 revenus soit
l'écart-type sont compris entre....

20-60'000.-	15-55'000.-	30-70'000.-
-------------	-------------	-------------

En moyenne, les revenus des femmes seules (35'000.-) sont de 15% inférieurs à ceux des hommes seuls (40'000.-). En 8 ans, la situation des rentiers s'est sans nul doute substantiellement améliorée. Entre 1976 et 1984, l'augmentation du coût de la vie a été de 30% (moyenne suisse). Ce fait est plausible pour 2 raisons en tout cas:

- 1) La généralisation de la prévoyance-vieillesse, l'amélioration des prestations complémentaires et l'essor pris par le 2ème pilier.
- 2) Les plus défavorisé(e)s de 1976, qui étaient les plus vieux, surtout les plus vieilles, sont mort(e)s.

Il n'empêche qu'aujourd'hui encore, plus de 10% des femmes à la retraite (4% des hommes, 0,2% des couples) ont des revenus annuels inférieurs à 8'280.- (moins de 700.- par mois), presque 25% des femmes vivent de moins de 1'300.- par mois.

Pourquoi? Nous n'en savons rien. Une enquête s'impose. Investiguer qualitativement aussi - au moins les 2-3 classes de revenus les plus basses. Car il n'y a pas de rentier/ère moyen(ne). Peut-être vivote-t-on, et encore, de 700 - par mois à la Chaux-du-Milieu mais on ne vit certainement pas avec 1'300.- par mois à Genève.

Les "mécanismes"

La situation relativement privilégiée des rentiers actuels pourrait bien apparaître comme une sorte d'âge d'or. Sur le plan du processus même de constitution des rentes, du point de vue des femmes, rien n'est encore réglé. De façon générale, en Suisse, les assurances sociales restent fondées sur le principe causal et non sur la nature du risque assuré. Un homme est uniquement retraité. Une femme l'est de multiples façons. A chaque cause, un calcul de rente différent. On

distingue dans l'AVS:

- La retraitée-célibataire (22,6% des rentes simples versées à des femmes mais 19,5% des montants) qui a effectué impeccablement son parcours, comme un homme, en payant sans interruption ses cotisations.
- La veuve (62,8% des bénéficiaires de rentes simples touchent 68,8% des montants). Veuves récentes - après l'âge de la retraite - pour lesquelles c'est essentiellement la situation du mari qui détermine le niveau actuel de la rente. Veuves de plus longue date ou plus actives professionnellement, ayant elles-mêmes contribué à la formation de la rente? Ou encore la veuve-divorcée déclarée non coupable lors du jugement de divorce et bénéficiant - sous certaines conditions - d'une rente de veuve à la mort de l'ex-mari?
- La divorcée (7,1% des bénéficiaires de 6,5% des montants). Que recouvre ce terme? Telle femme divorcée depuis 20-30 ans, et qui a pu se constituer une prévoyance-vieillesse, comme une célibataire; telle autre, divorcée de fraîche date et qui se retrouve dans une situation critique.

Si les femmes restaient mariées, se contentaient de devenir de simples veuves, elles jouiraient jusqu'à la fin de leur vie de la protection enviable - quoique discutable - reconnue à ce statut. C'est de moins en moins le cas et les incidences institutionnelles de chaque changement d'état civil sont peu prévisibles. Les situations déjà complexes (plusieurs bénéficiaires pour un seul cotisant) sont appelées à se complexifier encore. Que dire des divorces multiples? Seules des enquêtes ad hoc accompagnées d'une honnête réflexion pourraient cerner ces problèmes et y apporter des solutions réalistes.

Les femmes sont et resteront marginales dans le 2ème pilier. Fondé essentiellement sur la notion de vie professionnelle salariée continue, il n'a pas été fait pour elles. Il exclut même, de droit, bon nombre de salariés, surtout des salariées,

travaillant à temps très partiel ou dans des emplois mal payés n'atteignant pas le montant du "salaire coordonné" minimum (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse (26)). A-t-il du reste été conçu pour une majorité? La vision linéaire du travail, de la carrière, le salariat même, perdent leur caractère d'évidence. Ils sont mis en question comme norme unique pour l'avenir. Généralisation du salariat, non. Disparition du salariat, pas non plus, mais plutôt son aménagement: temps plein, temps partiel, à la tâche, au mandat; l'alternance, voire la coexistence de différentes formes d'activités: salariées, un peu, rémunérées pécuniairement, pas toutes... Une certaine forme de travail se raréfie, souvent du reste dans des emplois occupés par les femmes. Par ailleurs, l'idée du bénévolat fait son retour en force. N'est-ce pas un signe que le travail est devenu trop coûteux et la carrière un concept rigide pâlisant au firmament du 21ème siècle. Il devient de plus en plus nécessaire de valoriser tout ce travail du secteur informel.

La traduction du nouveau droit de la famille dans la prévoyance sociale a déjà fait couler beaucoup d'encre. Pourtant le problème reste entier. La question de la rente autonome, le partage entre conjoints des droits aux prestations acquises pendant la durée du mariage, c'est plus encore qu'une affaire d'égalité, c'est une affaire de logique, de cohérence, voire de viabilité de l'édifice. Peut-on continuer de fonder un système dit de prévoyance sur le sexe qui n'en est pas le principal bénéficiaire? Mais c'est presque devenu une revendication minimale. Il faut voir au-delà et inventer des solutions permettant de "donner des garanties minimales à tous, indépendamment de la nature de leur travail et étendre la couverture des assurances sociales aussi aux personnes qui s'occupent d'autres personnes" (Commission fédérale pour les questions féminines (12)). C'est-à-dire trouver les moyens de reconnaître socialement le travail socialement utile et d'assurer à tous/toutes "un filet de sécurité" (Commission fédérale pour les questions féminines (12)). Sans oublier qu'il est

difficile de trouver une valorisation suffisante d'une activité non lucrative même pour une femme entretenue par son mari.

L'emploi

"Rien n'est jamais acquis à l'homme..." encore moins aux femmes. Celles-ci représentent un tiers seulement de la population active, mais presque la moitié des chômeur/euse(s) déclaré(e)s. Les formations dans lesquelles se sont engouffrées les femmes - comme le secrétariat - deviennent largement obsolètes. Aux alentours de la quarantaine, bien des femmes se retrouvent sur le marché du travail dégagées du plus gros de leurs obligations familiales, "moins dupes des jeux professionnels" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)) plus libres, plus fortes et avec 20 ans ou plus de vie professionnelle devant elles.

Comment se comportent les femmes face à ce "diktat" de l'âge, à l'âge-numéro? Que sait-on des stratégies respectives des employeurs et des demandeuses d'emploi? Peu de choses, tout reste à faire! Certains choisissent d'engager une femme d'âge "mûr" qu'ils estiment plus motivée, plus stable. Selon d'autres observations, quel que soit plus malléable, moins menaçante, meilleure marché. Mais... employée ou cadre supérieure, commente cette jeune fondée de pouvoir, "une femme reste une femme, trop grosse, trop maigre, trop ridée, trop de seins, pas assez"...

Une chose est sûre: l'âge de l'état-civil ne renseigne guère sur les facultés des travailleurs/euses et c'est une aberration que d'en faire le critère clé d'embauche/débauche, promotion, formation ou non formation.

Pourtant, dans l'ensemble, les pratiques sommaires en gestion du personnel surprennent. Peu de méthode, peu de planification et encore moins d'originalité.

Il en est des recherches sur le vieillissement comme de toute autre chose, elles répondent à des modes. Dans des sociétés du type "Allemagne hitlérienne" valorisant la force brute, le déclin dès l'âge de

17 ans des capacités physiques sera mis en évidence. Dans les sociétés orientales, où le respect de la sagesse et de l'expérience accumulée prévalent (masculines tout au moins), liberté et prestige au cours de l'existence suivent une courbe en U. C'est exactement selon une courbe inverse que l'on pourrait représenter la vie humaine sous nos latitudes. Gageons, cependant, que cette vision va chez nous aussi se modifier sous la pression de la nécessité, conduisant à une saine réorganisation de nos schèmes de pensée, de conduite.

D'après les recherches les plus récentes en matière de vieillissement, fort peu de capacités varient de manière simple et univoque en fonction de l'âge. Or ces travaux demeurent largement inconnus (Evelyne Sullerot (32)). Pour la plupart des capacités importantes, comme l'intelligence, le degré d'instruction, le niveau de compétence au début de la vie professionnelle, les efforts faits pour l'accroître au cours de celle-ci importent grandement pour le pronostic de vieillissement. On apprend pratiquement à tout âge de la vie; mais on enseigne différemment des enfants et des adultes. La pédagogie des adultes, si elle existe bien comme discipline académique, l'andragogie, n'a dans les faits que très peu filtré dans les programmes de formation et encore moins chez les formateurs! Les adultes se révoltent contre un enseignement standardisé, ne tenant aucun compte de leur expérience diverse, variée, en un mot individuelle.

Les facteurs de réussite déterminants ont été analysés par E. Sullerot dans le cadre des programmes "Retravailler": "L'état psychologique est capital. L'âge, en somme, est relativement secondaire. Sauf si la femme s'en fait une idée fixe et justifie par là une conduite d'échec. A travers tests et exercices, sur près de 30'000 femmes, nous avons découvert des femmes de 28 ans rouillées et incapables d'apprendre et des quinquagénaires qui retrouvent à toute allure attention, logique, esprit pratique, expression, mémoire" (Evelyne Sullerot (32)).

Développement personnel, et créativité: un état d'esprit, un champ plus ou moins cultivé mais... défrichable à tout âge!

Niveau de départ et formation continue alliée à la motivation, voilà qui doit interpeller chaque femme et faire réfléchir les employeurs, comme les institutions de formation. Les nécessaires et larges réorganisations dans les modes de travailler pourraient cette fois bénéficier aussi aux femmes - en leur permettant comme aux hommes de se tailler "un habit sur mesure", en n'exigeant pas de sacrifier toute vie personnelle sur l'autel de la carrière. L'éducation à l'éducation permanente, au cours d'une longue vie, pour une longue vie, un réflexe à inculquer aux bambin(es) déjà. Relativiser la carrière mais développer un large éventail d'activités, cela aussi facilite les transitions vitales.

Niveau social: vieillissement, classes sociales, styles de vie

Disons le d'emblée, il n'y a pas de modèle satisfaisant des stades, des étapes de la vie. Pour ne donner qu'un exemple, on enregistre un écart de 15 ans autour du moment auquel se situe "la force de l'âge" (Brain Mishara et Robert Riedel (27)), tant les éléments individuels, biologiques, sociaux sont imbriqués et indissociablement liés à l'effet de génération.

Les inégalités sociales face à la vie, à la santé sont relativement bien documentées, mais, fait significatif, en termes de catégorie socio-professionnelle... de l'homme. Il existe en gros une différence d'espérance de vie de 10-15 ans entre ouvriers et cadres supérieurs, les premiers contribuant ainsi à payer la retraite des seconds!

"Les lignes entretenues des corps des unes ne peuvent se comparer à celles des corps usés par le travail ou le surnombre des maternités des autres. Certaines vivent au faîte de leur carrière, les autres n'en finissent pas de répéter les mêmes gestes qui engourdissent leurs dons et leurs désirs" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)). Etre mince, c'est être jeune... "Ayez le courage, lorsque vous êtes fatiguée, vidée de corps et de tête, de renoncer à ce supplément de vin, de charcuterie ou de sucrerie qui vient compenser affectivement et mus-

CONSEILS A MA FILLE





culairement la dépense de vous-même" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)). Le fitness, les régimes minceur, la responsabilité envers sa propre vie, sa santé, le développement personnel, il ne faut pas se leurrer, ce sont encore des valeurs largement élitaires dont sont porteuses les classes aisées.

Les femmes, le sexe fort? L'avantage considérable de longévité des femmes - qui peut atteindre 10 ans dans certains pays - n'est pas tout bénéfique. La médaille a son revers: les femmes sont moins "mortelles" mais plus malades...

- A l'âge mûr et dans la vieillesse, elles souffrent plus souvent que les hommes - à âge égal - d'incapacité et de troubles (rhumatismes, hypertension, allergies, tumeurs bénignes) qui - sans être fatals - n'en sont pas moins invalidants et restreignent l'autonomie vitale (Commission fédérale pour les questions féminines (13)).

- Tout au long de l'existence, c'est bien connu, les femmes sont plus grosses consommatrices de soins médicaux et indiquent plus de troubles de santé que ne le font les hommes. Ces troubles - contrairement à ce qui se passe chez les hommes - croissent régulièrement avec l'âge, mais - comme pour ces derniers - varient inversement avec le degré de formation, signe significatif et supplémentaire d'inégalité sociale.

"Les femmes se sentent moins bien que les hommes" (Commission fédérale pour les questions féminines (13)), phénomène psychologique mais social aussi. Les arrangements traditionnels ne donnent que peu aux femmes la possibilité de protester de manière socialement acceptable; leurs comportements de déviance s'expriment donc de façon hautement privée (Piven Francis et Cloward Richard (8)).

Aux hommes la violence, les homicides, les suicides; aux femmes, les maladies physiques et mentales, les tentatives de suicide, la dépression. C'est en termes d'implosion que les femmes, éduquées pour la passivité et la dépendance, règlent leurs dissensions avec le monde et les hommes. La maladie, c'est acceptable.

VIOLENCE - DEPRESSION, les réponses négatives typiques de l'un et l'autre sexe; mais pourquoi ne dirait-on pas leur versant positif que sont (la bonne) AGRESSIVITE - INTIMITE et POLYCHRONIE...

Les valeurs traditionnellement féminines qui s'appellent introversion, émotion, intimité, capacité d'écoute, d'empathie sont loin d'être toutes négatives mais elles sont peu valorisées par les femmes elles-mêmes parce que le plus souvent inadaptées, sans importance dans un monde où, constamment, il faut affronter les difficultés, faire preuve d'initiative, bander muscles et volonté, en une lutte incessante qui épuise les uns et décourage les autres. Pourtant, dans certaines situations réputées difficiles psychologiquement, on recourt de préférence à des couples ou à des femmes seules, presque jamais aux hommes seuls. Les femmes sont en général mieux à même de supporter l'isolement, les privations affectives. Plus que les hommes "elles acceptent de mettre en péril leurs certitudes, leurs habitudes (peut-être moins les structures sociales, les institutions) pour aller à la découverte d'horizons neufs" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)).

Les hommes plus souvent que les femmes, de par l'organisation du travail, ne font qu'une chose à la fois. Leur réalité, c'est l'horaire; le temps, un long ruban. Or, ce mode rigide d'organisation devient très problématique dans un monde condamné voué à l'adaptation, au changement, à la créativité, typiquement non linéaires. Les femmes peuvent là se faire un atout d'une situation pour elles banale: jongler, penser différentes activités simultanément (Edward Hall (21)).

Une longue vie - dont une partie au moins sinon solitaire du moins sans les hommes - ne peut s'accommoder de tant de dépendance. Hélas, on ne passe pas par un coup de baguette magique de la résignation à l'agression... ajoute Alzon (Claude Alzon 1)).

Les femmes qui exercent une activité lucrative sont doublement exploitées mais leur dépendance est bien moindre (Claude Alzon 1)). La dépression nerveuse frappe

surtout les femmes au foyer. Jessie Bernard (4) en 1950 avait déjà relevé que le mariage de l'homme n'est pas celui de la femme, que celle-ci en fait le but en soi de sa vie, alors que l'intégrité de sa personne a le plus à en souffrir. Mais il y a la séduction, souvent un piège, et l'immense attrait - qui lui est partiellement lié - de la consommation. Consommer - même en volant - une façon marginale d'exister, de se donner une identité?

Comment générer cette confiance en soi et cette robuste agressivité? Voilà ce qui pourrait constituer l'ambitieux programme d'une instruction pour les deux sexes tout au long d'une vie ayant moins pour but de préparer à une hypothétique carrière, miroir aux alouettes, que de faire des citoyens/yennes à part entière (Claude Alzon (1)). Pourrait-on, de même, imaginer les hommes incitant les femmes à se mesurer plus activement au monde, à se conduire véritablement en adultes et les femmes montrant aux hommes combien leurs solutions sont souvent peu originales, leurs vues à court terme, et que leur existence manque d'audace?

Le vieillissement individuel

Est-on vieux avant d'être âgé ou inversément? (Brain Mishara et Robert Riedel (27)). Que signifie l'âge pour chacun/e? Quand pour la première fois ne se sent-on pas immortel/le? Quand s'accepte-t-on comme vieux? "On est les vieux"?

La retraite chez la plupart des hommes marque plus que pour les femmes l'entrée dans la vieillesse, parfois leur mort sociale. Entre la retraite - libération et la retraite - contrainte, le balancier penche différenciellement selon les classes sociales. Contrainte au bas et au haut de l'échelle sociale, libération, semble-t-il, pour les classes moyennes (Christian Lalive d'Epinau, Jean Kellerhals, Alain Christie E. (25)).

Le phénomène relativement bien analysé de la retraite chez l'homme (perte de l'estime de soi, diminution de la valeur sociale, etc.) n'a donné lieu à ce jour qu'à peu de travaux pour les femmes. Les

hommes prennent-ils donc leur retraite seuls? Non, pour la plupart. Mais alors peut-on parler de la réorganisation de son existence à lui, sans même mentionner les réaménagements qu'elle occasionne chez elle et au niveau du couple?

D'autre part, comment les jeunes retraitées, actives plus ou moins toute leur vie entrent-elles dans ce nouvel âge? Est-ce différent selon qu'elles vivent seules, en couple?

Retraite, mort sociale, la première mort masculine? En est-on si sûr? L'homme, typiquement, ne parle pas de ses deuils privés. D'ailleurs, ses fragilités, il peut mieux y parer en prenant une plus grande part aux activités socio-professionnelles. "Une vie efficace, disait Merleau-Ponty, dans l'ordre politique et idéologique par exemple, peut s'accompagner d'une sexualité délabrée, elle peut même bénéficier de ce délabrement" (Maurice Merleau-Ponty (27)).

Les femmes connaissent-elles des pertes, des deuils, plus graduels tout au long de leur vie que les hommes? Peut-être. Mais cela les rend-il plus faciles, plus acceptables pour autant? Cels deuils, à caractère privé, précisément, on n'en parle guère, on les nie. La cinquantaine... "Pour les femmes, plus qu'un anniversaire, c'est un seuil, un face à face avec l'âge et une réalité sévère: la ménopause. Un avant-goût de retraite avant l'heure... La ménopause, c'est un mot qui ne se prononce qu'entre femmes... Cela porte un nom de rides, de vapeurs, de stérilité obligatoire et d'abandons. Une affaire de "ventre", de "nerfs" et de ridicules!" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)). Plus acceptable, voire. Beaucoup de femmes ne peuvent ou n'imaginent pas se jeter 'à corps perdu' dans une vie active (professionnelle, militante, sportive etc.). Les enfants, eux, sont partis et c'est tant mieux pour eux! Quels recours ont-elles?

Le vieillissement dans notre société est envisagé principalement en termes de perte, de "moins quelque chose". C'est vrai mais insuffisant. "Parler de déclin quand la vie bat son plein, sachant que 'sera long le chemin qui va de la force

de l'âge à l'âge où les forces vous manquent', n'est-ce pas inacceptable?" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)). En somme, fort peu d'individus voudraient revenir en arrière; recommencer sa vie en incorporant l'expérience acquise, oui, simplement recommencer, non.

LIMITATIONS sur certains plans... de celles qui permettent de réorganiser sa vie sans encombre ("je sais que les nuits blanches, c'est fini!"), limitations graduellement - ou soudainement - plus dures jusqu'aux limitations fonctionnelles majeures interférant de plus en plus sévèrement avec l'autonomie vitale. Les gens âgés, faut-il le préciser, ne sont PAS une population de grabataires. 5% seulement d'entre eux sont en institution, bien moins encore impotents. Mais il y a aussi les limitations que l'on s'impose, les abdications en quelque sorte. "On remise ses sourires, on abandonne ce corps à son sort, le laissant figer dans un masque de raideur et de tristesse. La vieillesse a été convoquée avant l'heure, elle est prête à s'installer si nous la laissons faire" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)).

...OUVERTURES, GAINS sur d'autres. Vieillir, c'est aussi découvrir d'autres HORIZONS, déplacer ailleurs ses centres d'intérêts, les élargir parfois. Aller à l'essentiel, ce "noyau permanent qui assure notre continuité pendant que s'effeuillent les formes, les rôles anciens et dépassés et que s'élaborent les contours de notre avenir" (Michèle Thieriet, Suzanne Kepes (33)).

L'AGE C'EST POUR LES AUTRES ou "je ne veux pas vieillir". "L'âge en soi, je n'y pense pas, mais quand je réalise que je vais avoir 46 ans, ça me fait un choc. Je ne me sens pas 46 ans, je ne suis pas une dame, comme était ma mère..." (c'est une célibataire qui parle menant une vie professionnelle active et une vie émotionnelle riche). "Quand j'ai vu cet ami l'autre soir avec sa nouvelle compagne, je me suis dite: 'Il est avec une vieille'; peu après, j'ai réalisé que cette vieille avait mon âge..."

L'âge chronologique, cette catégorie sociale récente est devenu un de nos tiroirs mentaux,

une façon commode d'ordonner notre monde. Une part de nous l'accepte de force - trop vieille pour ceci, trop jeune pour cela. Pourtant, une autre part de nous-même se rebelle féroce contre cette fiction qu'est l'âge-numéro.

On ne se voit pas vieillir, les changements de notre corps-image sont infinitésimaux, imperceptibles et pourtant... les rides d'expression deviennent rides tout court, le sourire, le rire laissent des traces de plus en plus longues au pourtour des yeux, la nuit imprime sa marque sur le visage. "Tout d'un coup, maintenant, j'ai réalisé qu'il fallait que je vieillisse bien," dit cette femme dans la trentaine, après avoir fait disparaître ses premiers cheveux gris. Image de soi, pression du monde, de ses filles grandissantes?

Qu'en est-il du corps vécu? Dès 17 ans, les performances physiques baissent. En a-t-elle conscience cette femme de 19 ans, qui a "la vie devant elle" comme le réoètent ses aînés? En fin de compte, on ne perd qu'environ 10% de sa force musculaire entre les âges de 30 et 60 ans, ce qui est fort peu. Du reste, la sous-utilisation manifeste de nos corps-outils atteste de l'importance très relative de cet aspect. D'autre part, certains gains en santé sont bien réels. Mais...

LE SENTIMENT DE L'AGE CHEZ UNE FEMME
C'EST AUSSI CELUI QUE LUI DONNE L'AUTRE.
Est-elle toujours belle et désirable?

"Il est l'essentiel, elle est l'autre". L'autre a de ce fait de la peine à se forger sa propre image, qui ne soit pas uniquement un reflet de celle que lui renvoie cet 'autre si essentiel"! "Vieillir ne me fait pas peur" dit cette femme de 47 ans, en pleine activité professionnelle mais récemment remariée à un homme de son âge, très en vue socialement et de surcroît fort séduisant.

Si les pertes sont plus diffuses chez la femme, parce que moins objectivables, moins sociales, il en est une - majeure - qui revêt le double caractère privé et public, le veuvage. Celui-ci n'est pas limité à la vieillesse, bien sûr. Il

croît régulièrement dès les plus jeunes âges, mais c'est entre 70-80 ans que l'on observe l'intensité maximale du phénomène (36%), 60% des veuages féminins ont lieu après 70 ans (Commission fédérale pour les questions féminines (12)).

Perte de statut, baisse de revenu, privation d'une présence, d'une aide, d'un être à soigner, le veuvage exprime sans doute pour beaucoup l'ensemble de toutes les pertes significatives qu'un être humain peut subir avant sa propre mort. Pas plus au privé que dans les institutions sociales, le veuf n'est le symétrique de la veuve! Les avantages prévus pour cette dernière (AVS et 2ème pilier) n'existent pas encore pour lui. Par contre, socialement, sa situation est tellement plus enviable. Plus il avance en âge et plus le déséquilibre démographique joue en sa faveur. D'autre part, c'est l'homme, de par sa position qui, plus souvent que la femme, ordonne le réseau de relations amicales et sociales. Traditions et inertie, de lourdes montagnes que les femmes - surtout mariées - devront soulever afin de garder/se constituer/enrichir leur propre cercle de relations durables. Précieux à tout moment de l'existence, d'un prix rare dans la vieillesse.

Préface à une nouvelle vie

La vieillesse n'est pas un état "détachable", comme un coupon en quelque sorte, des autres états, des autres âges de la vie. La vieillesse, c'est notre affaire, parce que c'est notre vie; la vieillesse, en tant qu'époque distincte de la vie humaine, son dernier quart, cinquième plutôt que sa fin, c'est bien la création la plus récente de nos sociétés: après la découverte de l'enfance, la création de l'adolescence, vint la vieillesse. L'âge adulte étant encore à ce jour relativement indifférencié, sommairement, c'est l'âge de l'activité: 24-45 ans.

Les femmes âgées, les oubliées du féminisme? (Pierre Gilliland (15)). Oui et non.

Oui, dans le sens où pendant longtemps la prévoyance-vieillesse, la retraite se limitaient à une affaire d'hommes. Comment

peut-on continuer de dissocier vieillissement démographique et féminisme, alors que 2 vieillards sur 3 de 80 ans et plus sont des femmes? L'autonomie que chacun/e peut se donner, aussi à l'âge de la retraite, dépend cruciallement de la possibilité de prévoir, d'anticiper quels seront ses moyens d'existence. Pour les femmes autres que célibataires, cela demeure une chimère.

Non, car on vit, en partie du moins sa vieillesse comme on a vécu sa vie. Dans ce sens, les acquis généraux du féminisme profitent/teront aussi aux femmes plus âgées. Mais au-delà des soutiens institutionnels indispensables, le sens de sa vieillesse est l'affaire de sa propre vie. Les itinéraires personnels évoqués dans ce numéro en sont une illustration. L'autonomie que chaque femme a su prendre; les étapes, les deuils qu'elle a négociés. Certaines saisissent plus tard que d'autres cette possibilité et ne réalisent leur autonomie qu'à la vieillesse, faisant d'une perte, d'un seuil de leur existence l'occasion d'un nouveau départ: à 60 ans, 1/4 de son existence devant soi; certain(es), tard dans la vie, saisissent, étirent cette chance. Il est rarement trop tard.

"Emma Stern (1878-1969) vécut des jours heureux, réussissant en affaires et formant des projets d'avenir, jusqu'à ce que l'état nazi la force à se réfugier à Paris où une nouvelle vie devait commencer pour elle. Pendant l'occupation, la terreur et la mort affreuse de son fils en chambre à gaz lui ôtèrent le goût de vivre. Pourtant, après la libération, elle voulut repartir à zéro. Elle avait 70 ans lorsqu'elle se mit à manier l'aquarelle et les pastels presque par hasard, pour meubler son ennui et tromper sa lassitude. Elle y prit plaisir, et c'est ainsi que, dans sa vieillesse, Emma Stern entama une nouvelle vie" (Coll (10)). Ses oeuvres comptent parmi les trésors les plus recherchés de l'art naïf. Il y a dans sa palette toute l'intensité de la vie, dans ses sujets la fraîcheur et l'émerveillement de la découverte.

Vieillir, c'est aussi savoir vieillir et l'accepter tout au long du chemin. C'est découvrir des horizons nouveaux et insoupçonnés, mais c'est parallèlement apprendre à accepter les deuils, les "jamais plus", les renoncements. Les femmes, dont les pertes sont peut-être plus graduelles que celles des hommes sont-elles mieux à même que ceux-ci de se préparer aux dégagements successifs? La vieillesse, c'est avec une urgence plus grande, la préparation à l'ultime dégagement, celui de sa propre vie.

"Une personne en passe des années à devenir elle-même, à développer ses talents, ses dons bien à elle, à porter avec discernement des jugements sur le monde, à élargir ses vues, aiguïser ses appétits, à apprendre à surmonter les déceptions, à acquérir cette maturité "juste à point", bref à devenir cette créature unique, se tenant sur ses deux jambes, dignement et avec grandeur et transcendant la condition animale; une créature qui n'est plus poussée de toutes parts, qui a cessé d'être un pur réflexe, le produit d'un quelconque moule. C'est alors que surgit le vrai drame... 60 ans d'effort et d'incroyables souffrances pour fabriquer un si splendide individu et il n'est plus bon qu'à mourir" (traduit librement d'Ernest Becker in: Judith Viorst (34)).

Vieillir au féminin, serait-ce de: Mettre ses atouts au service d'une stratégie personnelle avec pour horizon une longue vie de femme adulte, autonome et responsable. Les développer - avec l'aide des hommes - en usant d'une bonne agressivité, en prise directe sur le monde, modeler ses institutions rigides, se tailler une société plus à sa convenance, pas de confection, mais "sur mesure".

Apprendre à vieillir, à bien vieillir, en trouvant à son propre rythme, sa dialectique personnelle entre découvertes et renoncements.

Bibliographie

- 1) ALZON Claude: Femme mythifiée, femme mystifiée. Paris, PUF, 1978.
 - 2) BACKES Gertrud: Frauen im Alter. AJZ Druck und Verlag, Bielefeld, 1981.
 - 3) BADINTER Elisabeth: L'un est l'autre. Ed. Odile Jacob, Paris, 1986.
 - 4) BERNARD Jessie: The future of marriage. Pelican books, London, 1976.
 - 5) BORKOWSKY Anna/KAESTLI Elisabeth/LEY Katharina/STRECKEISEN Ursula: Zwei Welten ein Leben. Unionsverlag, Zürich, 1985.
 - 6) CLEMENCE Alain: Préserver l'identité des individus in: Uni-Lausanne no 48, 1986/3 "Vieillir".
 - 7) COLL: Die soziale Lage alleinstehender älterer Frauen in Grossstädten aus drei westeuropäischen Ländern. European University Studies, Peter Lang, Frankfurt, 1982.
 - 8) COLL/Francis Piven & Richard Cloward: Die unsichtbare Auflehnung: Steuerung der Innovationskraft und des Widerstandspotential der Frau in: Die Armen Frauen - Frauen und Sozialpolitik, herausgegeben von Ilona Kickbusch & Barbara Riedmüller, Suhrkamp, Frankfurt, 1984.
 - 9) COLL: sous la direction d'Evelyne Sullerot: Le fait féminin. Centre de Royaumont pour une science de l'homme, Fayard, Paris, 1978.
 - 10) COLL: Encyclopédie mondiale de l'art naïf. Bibliothèque des Arts, Edita, Lausanne, 1984.
- Commission fédérale pour les questions féminines:
- 11) Questions au féminin No 2/87 "Révision du droit du divorce".
 - 12) Femmes et hommes: Faits, perspectives, utopies, Berne, 1987.
 - 13) Questions au féminin No 3/85 "Femmes et Santé".
 - 14) Questions au féminin No 1/87.
 - 15) GILLIAND Pierre (travaux réunis par): Vieillir aujourd'hui et demain. Editions Réalités sociales, Lausanne, 1982.

- 16) GILLIAND Pierre et al.: Rentiers AVS une autre image de la Suisse. Editions Réalités sociales, Lausanne, 1983.
- 17) GILLIAND Pierre (travaux réunis par): Population et familles: Familles en rupture, pensions alimentaires et politique sociale. Editions Réalités sociales, Lausanne, 1984.
- 18) GILLIAND Pierre/SCHAUB Christine/STUCKI Geneviève: Pensions alimentaires - pratiques et enjeux. Edition Réalités sociales, Lausanne, 1985.
- 19) GROSSENBACHER Silvia: Familien, Politik und Frauenfrage in der Schweiz. Rüegger Verlag, Ruesch, 1987.
- 20) GROULT Benoîte: Le féminisme au masculin. Denoël/Gonthier, Paris, 1977.
- 21) HALL Edward: La danse de la vie - temps culturel, temps vécu. (trad. fr.) Seuil, Paris, 1981.
- 22) KELLER Martine: Les familles mono-parentales. Etude non publiée, 1985.
- 23) KOHLER Nathalie: La situation de la femme dans l'AVS. Editions Réalités sociales, Lausanne, 1986.
- 24) KOPPENBURG Helga: LPP: une femme prévoyante n'en vaut pas deux. In: Femmes suisses, no spécial Prévoyance, 1987.
- 25) LALIVE D'EPINAY Christian/KELLERHALS Jean/CHRISTIE E, CLEMENCE Alain: Diverses retraites. Classes sociales, enjeux et significations de la retraite. In: Loisirs et Société, vol. 6 no 2, 1983.
- 26) Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) du 25 juin 1982 (état ler juillet 1984).
- 27) MERLEAU-PONTY Maurice: La phénoménologie de la perception (ed. orig. NRF 1945) coll. TEL, Gallimard, Paris, 1976.
- 28) MISHARA Brain/RIEDEL Robert: Le vieillissement, PUF, Paris, 1985.
- 29) MYRDAL Alva/KLEIN Viola: Women's two roles. Routledge and Kegan Paul, London, 1970.
- 30) OFAS: Les rentes AVS et AI sous l'angle de la statistique - 1983 et 1984. Résultats des enquêtes mensuelles, Berne, 1985.
- 31) SCRIS: Visages du troisième âge. Etude réalisée sous la direction de Marc Diserens et Yves Amman, Service Cantonal de Recherche et d'Information statistique, Lausanne, 1987.
- 32) SULLEROT Evelyne: L'âge de travailler. Centre européen Travail & Société, Fayard, Paris, 1986.
- 33) THIERIET Michèle/KEPES Suzanne: Femmes à 50 ans. Seuil, Paris, 1981.
- 34) VIORST Judith: Necessary losses. Ballantine books, New York, 1986.

Älter-werden als Frau. Zusammenfassung

von Martine Keller

Alte Frauen - was ist darunter zu verstehen? Eine Frau ist jung oder alt, jung und alt, gestern alt, heute jung... je nachdem, ob sie aus biologischer, gesellschaftlicher, individueller oder historischer Sicht betrachtet wird. Mit 62/63 gilt eine Frau "offiziell" als alt, obwohl sie noch fast einen Viertel ihres Lebens vor sich hat. Zwanzig Jahre, ein kurzer Lebensabschnitt zwar, aber immerhin - ein Teil des Lebens.

Heutzutage sind Männer und Frauen mit 70 Jahren bei besserer Gesundheit als es ihre Eltern im gleichen Alter oder sogar in jüngeren Jahren waren. Es gibt keine "Gleichheit des Alters" zwischen Generationen, die ein paar Jahrzehnte auseinander liegen. Denn in dieser historischen Entwicklung spielt die Geschichte unserer Körper wie auch die unserer Familien und der Umwelt, in der wir leben, eine wichtige Rolle.

Auch für die Geschlechter sieht das Altern unterschiedlich aus: Die Frau altert wie der Mann auch, aber sie altert noch zusätzlich in den Augen der Männer, von denen sie noch immer einen Grossteil ihrer Identität bezieht. "Er ist das Eigentliche, sie ist das Andere" (Simone de Beauvoir).

Die Frauen haben ihre Zukunftsperspektiven noch kaum der verlängerten Lebenserwartung angepasst: während sich die Männer mehr oder weniger in ihrer Lebensplanung auf ein aktives Leben bis 60 oder 65 einstellen (was bereits eindeutig ungenügend ist), endet die Lebensplanung der meisten Frauen mit der Heirat. Darauf richten sie ihre Entscheidungen aus. Tatsächlich sind aber 40% der erwachsenen Frauen nicht oder nicht mehr verheiratet und kaum 15% der

Frauen haben kleine Kinder. Das zeigt, wie überholt unsere Denkmuster sind und wie sehr die Norm zur Ausnahme geworden ist. Verliebt sein...ist das eine Vollzeitbeschäftigung?

Die 30-35jährige Frau, die mitten in der Scheidung steht, die Frau in den vierzigern, die ihre Kinder grossgezogen hat, 'stürzen sich auf den Arbeitsmarkt, ungenügend vorbereitet, mit veralteten Qualifikationen, mit einem Selbstvertrauen, das durch den allzu langen Rückzug aus dem öffentlichen Leben (nicht nur aus der Erwerbsarbeit) stark angeschlagen ist. Kurz - zu wenig, um sogar die traditionell weiblichen Trümpfe zu nutzen, nämlich eine gewisse Flexibilität, die Fähigkeit, "à la carte" zu arbeiten, mal dies-mal das, sowie gleichzeitig mehrere Tätigkeiten patch-work-artig unter einen Hut zu bringen. Das alles sind Qualitäten, deren Wert in einer vielschichtigen, pluralistischen und in ständigem Wandel begriffenen Welt anerkanntermassen zunimmt.

Es gibt nicht vollzeitliche Lohnarbeit für alle, aber es gibt überall viel zu tun. Bedeutet die Rückbesinnung auf die Freiwilligenarbeit nicht auch, dass die Lohnarbeit zu teuer geworden ist und dass die berufliche Karriere eine Vorstellung ist, die im 21. Jahrhundert an Gewicht und Attraktivität verlieren wird?

Hoffen wir, dass die Vorsorgeeinrichtungen diese Entwicklung voraussehen und ihr bei der Art und Weise, wie Renten begründet werden können, Rechnung tragen. Ueber den eigenständigen Rentenanspruch der Frau hinaus müssen Lösungen gefunden werden, die die gesellschaftlich nützliche Arbeit anerkennen und für alle ein Netz der sozialen Sicherheit garantieren.

Die Karriere wird also relativiert werden, während sich eine breite Palette von Tätigkeiten entwickelt, die den Uebergang von einem Lebensabschnitt in den andern leichter machen.

Für die eigenen materiellen Bedürfnisse aufzukommen ist ein Problem, das sich allen stellt. Das Alleinsein im Alter trifft besonders die Frauen. Die Medaille hat auch eine Kehrseite: Dass die Frauen länger leben, bedeutet nicht, dass sie auch besser leben. Geringere Sterblichkeit heisst auch mehr Einsamkeit und mehr Krankheit. Frauen nehmen bekanntlich mehr medizinische Betreuung in Anspruch. Männer reagieren mit Gewalt, Frauen mit Depression, mit physischen und psychischen Krankheiten. Mit dem Prinzip der Implosion regeln die Frauen ihre Probleme mit der Welt und den Männern - wurden sie doch jahrelang zu Passivität und Abhängigkeit erzogen.

Aber ein langes Leben - davon mindestens ein Teil, wenn nicht allein, so doch ohne Männer - darf sich nicht in ständigen Selbstzweifeln noch in einem resignierten Rückzug auf sich selbst erschöpfen. Die privaten Trümpfe der Frauen wie etwa die Fähigkeit, ein Gefühl der Nähe zu schaffen und Dinge eher intuitiv zu begreifen, müssen durch eine gesunde Aggressivität ergänzt werden, welche das Selbstvertrauen stärkt und eine Oeffnung nach aussen ermöglicht. Könnte man sich nicht vorstellen, dass die Männer die Frauen ermuntern, sich aktiver an der Welt zu engagieren und sich endlich wie Erwachsene zu betragen und auf der andern Seite die Frauen den Männern zeigen, wie banal ihre Lösungen sind, wie kurzsichtig ihre Entwürfe und wie wenig mutig ihr eigenes Leben...?

Lebt die Frau ihr Alter so wie sie ihr Leben gelebt hat? Nein und ja. Nein, denn die Frauen sehen sich - wie reich und aktiv ihr Leben auch immer gewesen sein mag - mit 62 oft hart bestraft durch die Altersvorsorge. Die Unabhängigkeit, die sich jede einrichten kann, auch im Ruhestand, hängt jedoch ganz entscheidend von ihren finanziellen Mitteln ab.

Ja - und die persönlichen Lebenswege, die in dieser Nummer dargestellt werden, illustrieren dies - denn der Umgang mit dem ei-

genen Alter ist Ergebnis des ganzen Lebens: der Unabhängigkeit, die jede Frau sich in dessen Verlauf erwerben konnte, der Etappen und Neuanfänge, die sie bewältigt hat. Manche ergreifen die Gelegenheit später als andere. Mit 60, zuweilen noch später, beginnen sie ein neues Leben.

Alt werden heisst auch, im Verlauf des ganzen Lebens älter werden lernen und dies zu akzeptieren. Es bedeutet, neue und unerwartete Horizonte zu entdecken, aber gleichzeitig auch Trauer annehmen, Unwiederbringliches aufgeben lernen, verzichten. Sind die Frauen, deren Verluste regelmässiger und abgestufter eintreten als die der Männer, dadurch besser in der Lage, sich auf die Ablösung vorzubereiten? Zweifellos ist ja das Alter die Vorbereitung auf die letzte Ablösung - vom eigenen Leben.

Aelter und alt werden als Frau könnte bedeuten: Die eigenen Vorzüge für eine persönliche Strategie nutzen, welche auf ein langes Leben als erwachsene, eigenständige und selbstverantwortliche Frau ausgerichtet ist. Diese Vorzüge weiterentwickeln - mit Hilfe der Männer - unter Beizug einer guten Portion Aggressivität, in der direkten Teilnahme an der Welt; deren starre Institutionen umgestalten, sich eine Gesellschaft auf die eigenen Bedürfnisse zuschneiden, nicht von der Stange, sondern auf Mass geschneidert. Aelter werden lernen, auf gute Art altern und dabei den eigenen Rhythmus finden, das persönliche Wechselspiel zwischen Entdeckung und Verzicht.

(Uebersetzung: Katharina Belser)

Invecchiare al femminile.

Riassunto

par Martine Keller

Che cosa intendiamo per donne anziane?

La donna è giovane o vecchia, giovane e vecchia, vecchia ieri e giovane oggi... secondo il punto di vista assunto: biologico, sociologico, individuale, storico... La donna "istituzionalmente" anziana a 62/63 anni ha ancora davanti a sé un quarto della sua vita. 20 anni: una vita breve, ma pur sempre una vita.

Ai nostri giorni, un uomo o una donna di 70 anni godono di una salute migliore che non i loro genitori alla stessa età o anche in età più giovane. Ma di fatto non esiste una "stessa età" per generazioni divise da alcuni decenni. Ciò significa che questa prospettiva storica attraversa la storia dei nostri corpi, delle nostre famiglie, dell'ambiente in cui viviamo.

Prospettive diverse, ma anche differenziate secondo il sesso: se la donna invecchia - come d'altronde invecchia l'uomo - essa invecchia inoltre anche agli occhi degli uomini, dai quali trae tuttora buona parte della propria identità. "Lui è l'essenziale, lei è l'altra" annotava Simone de Beauvoir. Le donne non hanno ancora adeguato il loro modo di vedere alla lunga realtà che è oggi l'esistenza umana: se gli uomini progettano più o meno la loro vita nell'ottica di una "durata attiva" di 60-65 anni (un lasso di tempo nettamente insufficiente), gran parte delle donne non mirano oltre il matrimonio e limitano le loro scelte di conseguenza. Ora, il 40% delle donne adulte non sono mai state o non sono più coniugate, e solo un 15% ha bambini in tenera età. In parole povere, i nostri schemi sono sorpas-

sati e l'eccezione sta diventando la regola. Essere innamorate... un'occupazione a tempo pieno?

La donna di 30-35 anni alle prese con un divorzio, la donna sulla quarantina coi figli ormai cresciuti si confrontano con il mercato del lavoro avendo una preparazione insufficiente, delle qualifiche obsolete, una fiducia nelle proprie capacità sminuita dalla lunga assenza dalla vita pubblica in genere e non solo da quella salariata. In breve, non possono neppure sfruttare le qualità tradizionalmente femminili quali la capacità di adattarsi e arrangiarsi, di lavorare qua e là secondo le necessità, di combinare simultaneamente varie attività per ricavarne un armonioso patchwork - insomma tutte le qualità di cui si dice che il mondo multidimensionale, policromo e in costante trasformazione avrà un crescente bisogno. Non c'è lavoro remunerato a tempo pieno per tutti, ma dovunque c'è molto da fare. Il ritorno al volontariato non dimostra forse che il lavoro è diventato troppo costoso e la carriera un fenomeno che va sbiadendosi all'orizzonte del 21° secolo? Scommettiamo che le istituzioni previdenziali sapranno anticipare gli eventi e tenerne conto per stabilire le rendite. Oltre alla rendita autonoma per le donne bisognerà trovare il modo di riconoscere socialmente il lavoro d'utilità sociale e garantire a tutti e a tutte un minimo di sicurezza. Occorrerà inoltre relativizzare la carriera sviluppando un ampio ventaglio di attività atte ad agevolare le transizioni vitali.

Sovvenire ai propri bisogni materiali rientra nei compiti individuali. Colmare il vuoto lasciato dalla solitudine è un problema con il quale si dibattono soprattutto le donne. Ogni medaglia ha il suo rovescio: le donne vivono più a

lungo; ma vivono anche meglio? Sono meno "mortalì", e pertanto più facilmente destinate alla solitudine. Sono anche più malate e, in quanto tali, le maggiori consumatrici di cure sanitarie. Agli uomini la violenza; alle donne la depressione, le malattie fisiche e mentali. Educate alla passività e alla dipendenza, le donne risolvono i loro problemi con il mondo e gli uomini ricorrendo a modalità di carattere implosivo. Ma la lunga vita - di cui una parte se non proprio solitaria perlomeno senza gli uomini - non consente che ci si arrovelli nel dubbio né che ci si ripieghi timidamente su sé stesse. I punti forti delle donne - il loro senso dell'intimità, una comprensione spesso assai intuitiva - devono appaiarsi a una giusta dose di sana aggressività, generatrice di fiducia in sé e propizia a maggiore apertura. Oseremmo immaginare uomini che incitano le donne a misurarsi in modo più attivo con il mondo, a comportarsi da vere adulte; e donne che mostrano agli uomini quanto siano banali le loro soluzioni, quanto meschine le loro visioni e quanto poco audace la loro vita...?

La donna vive la vecchiaia come ha vissuto la sua vita? No e sì. No, perché le donne, indipendentemente da quanto piena e attiva sia stata la loro vita, si ritrovano a 62, e ora a 63 anni spesso duramente penalizzate dalla previdenza per la vecchiaia. E ben sappiamo che l'autonomia che ciascuna può concedersi al momento del pensionamento è inescindibilmente legata ai suoi mezzi di sussistenza. Sì - e gli itinerari personali evocati in questo numero ne sono la prova - perché il senso della propria vecchiaia è legato alla propria vita: l'autonomia che ciascuna donna ha saputo assumersi, le tappe e le nuove partenze che ciascuna ha saputo negoziare. Certe approfittano più tardi che non altre di questa possibilità. A 60 anni ci si ritrova a volte sulla soglia di una nuova vita. Invecchiare è saper invecchiare accettando questa realtà lungo tutto il percorso. E' pure scoprire orizzonti nuovi e insospettati. Ma è anche imparare ad accettare i lutti, i "mai più", le rinunce. Le donne, per le quali le perdite sono indubbiamente più

regolari e graduali che non per gli uomini, sono meglio equipaggiate di costoro per prepararsi alla separazione? La vecchiaia, ovviamente, è anche la preparazione all'ultimo distacco, il distacco dalla propria vita.

Invecchiare al femminile potrebbe significare: Mettere le proprie capacità al servizio di una strategia personale nell'ottica di una lunga vita di donna adulta autonoma e responsabile. Sviluppare tali capacità - con l'aiuto degli uomini - sfoderando una buona aggressività, a contatto diretto con il mondo, per modellare le sue istituzioni rigide, crearsi una società più confacente, non di confezione ma "su misura". Imparare a invecchiare, a invecchiare bene, trovando il proprio ritmo, la propria dialettica personale tra scoperte e rinunce.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)

Zur Aesthetik weiblichen Aelterseins

Dargestellt am Beispiel aus der Animationsarbeit mit FuF (Frauen um Fünfzig) während acht Jahren in sieben Städten der deutschsprachigen Schweiz.

von Cecilia Yul Brons

1. Das Anliegen meiner Arbeit - Rahmenbedingungen

Das Anliegen meiner praktischen und theoretischen Arbeit ist, schon jüngeren Frauen deutlich zu machen, dass eine einseitige Orientierung auf die Familie und ein Abschirmen von ausserfamiliären Kontakten und Interessen ihre Situation im Alter erschwert und ihre Lebenstüchtigkeit als 80 oder 85jährige Witwe oder Alleinstehende in Frage stellt.

Jüngere Frauen, darunter subsumiere ich "Frauen um Fünfzig", vorrangig Haus-Frauen und "pensionierte Mütter". Ich "fand" diesen Adressatinnenkreis innerhalb des SBMG (Schweizer Bund Migros Genossenschaftlerinnen). In ihm sind gesamtschweizerisch 11'000 Frauen organisiert. Mit 280 Frauen konnte ich Bildungsarbeit leisten. Die jüngste Teilnehmerin des Bildungs-Angebotes war 39, die älteste 81 Jahre.

Das Pilot-Projekt dauerte in der Aufbau-phase vier Jahre, die bereits durchmischt waren mit Bildungsarbeit für den Ueberbau (Mediatorinnen-Ausbildung für die Diskussionsgruppen). Die am längsten bestehende Gesprächsgruppe ist heute, im Jahre 1987, acht Jahre alt. Finanziell getragen wurde das Bildungs-Projekt durch die Abteilung "Kulturelles und Soziales" im MGB Zürich.

Die Beispiele zur Aesthetik des weiblichen Aelterseins stammen bis auf eines aus meiner Animationsarbeit mit den FuF. Näheres

zur Arbeits-Praxis lässt sich nachlesen in "Frauen und Therapie", 1985, Junfermann-Verlag, Paderborn, Seiten 207-225.

2. Definition des Begriffes "Aesthetik"

In meinem Aufsatz ist die Rede von einer Aesthetik, die alle Lebensregungen umfasst. Es ist die Betrachtung aus der Lebens-Position von mir, einer Frau "in der Mitte des Lebens" (G. Sheehy). Sie ist geprägt durch meine persönliche Erfahrung im Elternhaus (Beispiel der leiblichen Mutter), erweitert durch meine beruflichen Erfahrungen mit "Frauen um Fünfzig" und in Beziehung gesetzt mit TeilnehmerInnen in Seminaren zur "Vorbereitung auf die Pensionierung".

Das Wertmass der in dieser Arbeit beschriebenen Aesthetik setzt in dem Punkt an, wo die Erziehung durch Eltern, ErzieherInnen und Vorgesetzte aufhört und Selbsterziehung beginnt. Selbsterziehung ist die Schwester der Eigenverantwortung.

Selbsterziehung ist zu werten als Prozess der Selbst-Kreation: Nicht, was die Eltern mit mir taten, sondern was ich mit dem tue, was mit mir getan wurde (sinn-gemäss nach Brecht), zählt in diesem Prozess. Es ist die Aufforderung, mit "mir", also mit sich selbst das zu tun, was mit mir durch die andern noch nicht getan wurde: Die Eltern fördern jeweils Eigenschaften und Qualitäten, die sie "kennen", d.h. die ihnen wichtig sind. Es sind tradierte "Güter" einer mehr oder minder langen Tradition. Sie ist kultur-gebunden. Als mählich erwachsener Mensch sehe ich es als eine Verpflichtung gegenüber sich selbst, Eigenschaften in mir zu fördern und zu entwickeln, die nur ich, also jeder aus sich selbst, erahnt. Diesem Ahnen sind wir alle auf der Spur - jeder ist auf der Suche nach dem Selbst, ist sich auf der Spur.

Durch all die Jahre beruflichen Lebens musste und durfte ich erkennen, dass Frauen der Prozess der Selbst-Kreation wichtiger ist als Männern. Das bedeutet nicht, dass Männer zu einem derartigen Prozess nicht oder kaum in der Lage sind - bei Männern setzt, wenn überhaupt, dieser Prozess der Selbsterziehung erst ein, wenn sie bereits pensioniert sind.

Frauen sind früher pensioniert: Frauen gebären Kinder, erziehen sie und werden "entlassen", bevor sie es so recht realisiert haben - zumindest in der Generation unserer leiblichen Mütter, die zwischen den beiden Weltkriegen geboren wurden und/oder aufwuchsen. Viele Frauen richten dann ihre Erziehungsabsichten auf den Ehemann. Beiden bekommt das in der Regel nicht gut. Nur wenige wagen es, ihren Interessen, Neigungen und verborgenen Fähigkeiten nachzuspüren und sie zu entwickeln.

Denjenigen, die sich nachspüren, sich entdecken, sich erschaffen, diesen Frauen gilt das Interesse des Aufsatzes: Schön sei, den älteren weiblichen Menschen in den Mittelpunkt zu stellen als vielschichtiges gesellschaftsgeformtes und gesellschaftsgestaltendes, frei von Unterdrückung sein wollendes und Unterdrückung ganz bewusst nicht weitertreibendes Wesen (Hensel).

3. Beispiele zur Aesthetik weiblichen Aelterseins

31 Ein Anti-Beispiel: Der "Tschibi-Effekt"

Frau A. ist 57 Jahre und mit ihrer Ehe zufrieden. Sie hat nur noch einen ganz innigen Wunsch: Einmal möchte sie die Schweiz für zwei oder drei Wochen verlassen und nach Schweden fahren. Sie möchte die hellen Seen erleben und die klare Luft der Weite. "Aber das geht ja nicht. Wenn ich allein dorthin fahre, dann sagen alle in der Nachbarschaft: Sie hat Krach mit ihrem Mann". Innerhalb der acht Wochen, die ein Kursus bei mir dauert, wurde sie "kühn genug", zumindest ihren Mann zu fragen. Der fand ihre Idee ganz in Ordnung. Er ging nächsten tags zur Bank und gab ihr angemessenes Geld.

Frau A. fuhr aber nicht. "Ernst hat sich das Geld für die Erneuerung unseres Daches gespart. Das kann ich doch nicht annehmen, dass ich das nun für eine Reise wieder ausbebe". Sie beachtet nicht, dass "Ernst" jedes Jahr mit seinen Sportkollegen allein für eine oder zwei Wochen in die Ferien gefahren ist, all die 30 Ehejahre.

"Ich bleibe!" verkündete Frau A. stolz, "und Sie hätten mal sehen sollen, wie Ernst sich darüber gefreut hat! Das ist halt echte Liebe, auf etwas verzichten, was man sich sehnlichst wünscht, alle Zeit des Lebens", kommentiert Frau A. selber ihren Daheimbleibeentschluss.

Ich hatte einen Kanarienvogel. Der zirpte kläglich, wenn seine Käfigtüre geschlossen war. Er flog gegen die Gitterstäbe und manchmal blieb er wie tot auf dem Boden des Gehäuses liegen. Wenn ich dann die Türe seines Gefängnisses öffnete, blieb er ruhig auf der Stange sitzen. Er verliess nie den Käfig. Mein Kanarienvogel hiess Tschibi.

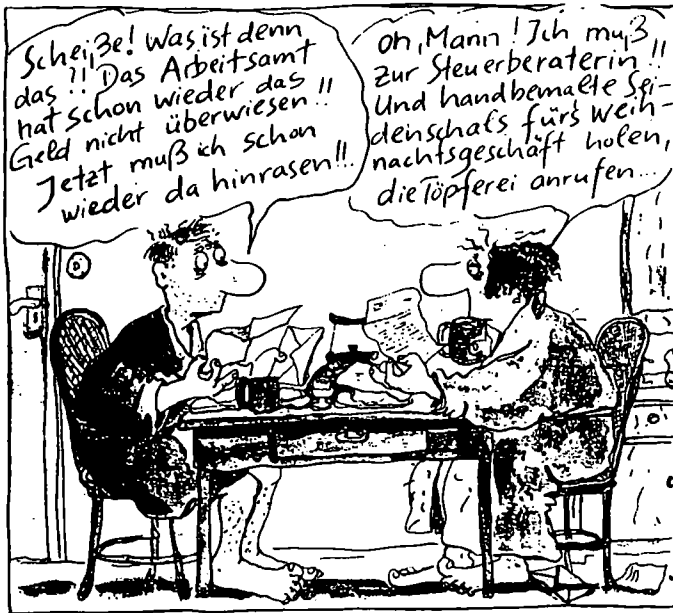
32 Ein persönliches Beispiel

Meine Mutter ist eine kluge Frau. Uns beeindruckte, von ihr zu hören: "Kinder sind nicht das Eigentum der Eltern!" Mir scheint, Mutters Aussage war für uns sechs eine Art Freispruch: Wir tröpfelten aus dem Haus und begannen ein eigenes Lebens. Kurz nachdem der Jüngste fort war, sah Mutter alt aus und wurde krank. 57 Jahre alt war sie und litt unter Herzrasen, Schweissausbrüchen, Schwindelanfällen und grotesken Angstzuständen. Wir erkannten in der Kranken unsere schöne, starke, stolze Mutter nicht wieder. Vater war ratlos.

"Das ist alles psychisch!" diagnostizierte ihr Arzt, "organisch sind Sie kerngesund!" Wütend und zugleich hilflos fühlten wir uns.

Da kam ein befreundeter Arzt und bat Mutter, seinen 91jährigen, bettlägerig gewordenen Vater zu pflegen. Aufgrund ihrer Ausbildung hätte sie das gekonnt. Gemütmässig war sie aus der Fassung: "Ich bin krank. Ich kann das nicht". Das waren Worte, die früher in ihrem Vokabular

KLARA



ERSTE HILFE



Was ist denn jetzt los ?? Warum hast du denn den Laden abgeschlossen?

Schschsch !! Duck dich! Das ist Armin! Wenn der erstmal drin ist bleibt er Stunden! Den wirste nie wieder los !!



Tachchen, Hella !! Mit Hella war ich 1975 im Frauenzentrum, Mutti! ..

Hallo, Klara! Bin total eilig! Hab die ganze Nacht im OP gestanden mit zwei grenzdebilen Assistenzärzten! Na, ich kann dir sagen, ein Knochen-Job! ..



Jetzt muß ich schnell ein Mikrokirchen halten zum drei Uhr hab ich ein Tennismatch mit dem Chef der Pathologie und dem um achtzehn Uhr ab nach Toronto! Ich flieg zum internationalen Chirurgen-Kongress!

Hella ist nämlich Oberärztin in der Universitäts-Chirurgie.



Schick doch bitte wieder ein nettes Teepaket an die Schwestern der Intensiv-Station! So, jetzt wird's aber höchste Zeit!

Ach dann laß ich mich von Hella gleich ein Stück mitnehmen. Tschöli, Mutti! Frohes Schaffen! Ich ruf später an!



Weißt du, ich tu meiner Mutter gerne mal den Gefallen, daß sie im Laden helfen darf. Sie ist ja seit der Scheidung doch ziemlich allein! Da tut's ihr schon gut, wenn sie ab und zu unter Menschen kommt !!



Hallo, Iselde !! Aus dem Volleyball heute wird nichts! Mußte mal wieder bei einer Tochter im Laden einspringen. Das Kind wird auch nie Selbständig! Naja, als Mutter mußte herhalten... S!

nicht existiert hatten. Die seltsame Art aber, mit der sie diesen Satz wiederholte; machte Vater stutzig. Er hörte was ganz anderes: "Lass nicht locker! Insistiert!" schien die Kranke sagen zu wollen. Vater "verbündete" sich mit dem Arzt. Als der zum vierten Mal vorsprach, sagte er: "Frau Brons, wenn Sie die Pflege nicht übernehmen, muss mein Vater in ein Pflegeheim. Bitte, helfen Sie uns! Sie sind wirklich seine letzte Rettung!" Da willigte Mutter versuchs halber ein. Nach einem viertel Jahr war die Kranke nicht wiederzuerkennen. Sie blühte auf, hatte strahlende, lachende Augen und viel Ähnlichkeit mit der Mutter, die wir von "früher" kannten.

33 Frau Lütt

Frau Lütt reist leidenschaftlich gern. Ihr Mann nicht, obwohl er Zeit dazu hätte, denn er ist bereits pensioniert. Eine Freundin hat Frau Lütt nicht. Sie sagt: "Dazu habe ich doch nie Zeit gehabt, als die drei Kinder noch da waren!"

Wie also reisen, denn reisen will sie: Irgendwo schnappt sie die Information auf, dass ein privates Reiseunternehmen eine Köchin sucht für die Ferienhäuser. Frau Lütt bewirbt sich, weil sie überzeugt ist, dass eine Frau, die fünf Menschen satt gekriegt hat, auch zwanzig zufriedienstellend bekochen kann.

Sie bekommt die Stelle und macht die Ferien-Kocherei nun im sechsten Jahr. Ihr Mann begleitet sie seit drei Jahren und geht ihr in und ausserhalb der Küche zur Hand: Sie sind ein gefragtes Team und beliebt bei den mehrheitlich jungen ReiseteilnehmerInnen. Es macht Freude, mit den inzwischen Siebzigjährigen zusammenzusein. Sie erzählen mit einem Feuer von ihren Erlebnissen, dass ich selber Lust kriege, mitzumachen.

34 Noch ein ANTI-Beispiel

Dieses ist eine Zwillingsgeschichte zu den Interessen der Frau Lütt - nur die Vorzeichen sind umzudrehen: Frau Walser, 65jährig, reist gerne. Ihr Mann nicht.

Frau Walser hat eine gute Freundin, mit der ist sie auch schon in Kur gewesen. Da hat es ihr aber nicht gefallen, "weil die Leute alle so blöd und langweilig waren". Mit der Freundin will sie auch nicht mehr verreisen: "Wofür habe ich denn einen Mann! Der trifft sich jeden Freitagabend mit seinen Sportkollegen, da ist es wohl nicht zuviel verlangt, dass er ab und zu mit mir verreist, oder dass er einmal im Monat auch mit mir ausgeht". Herr Walser tut das ungern. Er verträgt schlecht das Mäkeln seiner Frau.

35 Frau Giger

Sie ist 57 und Mutter dreier Söhne. Zwei sind noch daheim. Frau Giger möchte im Senioren-Klub der Kleinstadt einen Nachmittag organisieren. "Das kannst Du doch gar nicht!" sagt ihr Ehemann. "Versuchs doch mal", sagt der Jüngste, "das wäre doch poppig, Du da vorne auf der Bühne am Rednerinnenpult und erzählst den Alten, was sie Dir nachmachen sollen!" Der zweite schüttelt bloss verächtlich sein schon allzuweises Haupt: Seine Mutter spinnt auf ihre "alten Tage". Sie soll bleiben, wohin Frauen gehören: In die Küche!

Frau Giger gestaltet einen köstlichen Senioren-Nachmittag und ist engagiert als "Entertainerin". Nach etwa einem halben Jahr merken die Kinder, dass sie eine "ganz neue Mutter" haben. Leider lässt sie sich nun nicht mehr "alles" gefallen. Die Jungen suchen sich erstmal eine Freundin und der Vater brummt, wenn er auf das Abendessen warten muss.

Eines Tages war es "den Männern" denn doch zu bunt: Sie taten sich zusammen und als Frau Giger heimkam, stand ein einfaches, doch schmackhaftes Menü auf dem Tisch und rundherum schmunzelten drei Gesichter, die gelobt werden sollten.

Ich freue mich mit Frau Giger, dass sie "davonfliegt wie eine wilde Taube" und von andern Dingen "sattgefressen" heimkehrt in ihre häusliche Umgebung, wo sie zufriedener als je zuvor "gurr".

4. Zusammenfassung und Konsequenzen aus dieser Animationsarbeit

Der Artikel berichtet von Beispiel aus den Gesprächsgruppen von "Frauen um Fünfzig" - FuF. Sie existieren in Aarau, Baden, Basel, Bern, St. Gallen, Luzern und Winterthur.

Die Frauen treffen sich einmal im Monat für zwei bis drei Stunden. Immer ist ein Thema dran: Woher schöpfe ich meine Kraft im Alltag? Was macht mich stark, was schwächt mich? Behinderungen im Alltag - wie gehe ich damit um? Wie kann ich Freude schenken, wie empfangen?

Frauen um Fünfzig, die in diese Dialoggruppen gehen, haben gemerkt, dass die Tür der Wohnung/des Hauses von ihnen selber und von innen aufgemacht werden kann - und muss, wenn ihnen das berühmte Dach nicht auf den Kopf fallen soll.

Sich in Kleingruppen treffen, miteinander Alltagsthemen besprechen, das finde ich ein intelligentes und mutiges Vorgehen. Wer sich entwickeln will, braucht andere Menschen als Spiegelbild. Es muss nicht körperliche Arbeit sein, es kann auch etwas mehr in eine Richtung gehen, in der unsere Mütter sich nicht allzusehr geübt haben - in die, die den Intellekt anstrengt. Es kann Arbeit sein an sich selbst: Leben lernen als Frau in der Mitte oder gegen Ende des Lebens, entsprechend eigener Ideen, Wünsche und Vorstellungen.

Was haben unsere Mütter, was haben wir zu verlieren? "Freedom ist just another word for nothing else to lose..." heisst es bei Janis Joplin. Das war in den Sechzigern.

Was wir zu verlieren haben: Unsere Angst vorm eigenen Glück. Unsere Angst, den eigenen Schatten zu durchwaten, wie in der Jugend den kleinen Bach. Ein "Für mich" heisst niemals: "Gegen den andern". Es kann heissen: "Ohne den andern", wie in dem Beispiel der Frau Lütt, bis dass der Ehemann mit einstieg in ihre Aktivitäten.

Was Frauen ab und um Fünfzig auch zu "verlieren" haben: Das Negativ-Image der Senioren, wie Beckett es in seinem "Endspiel"

beschreibt: Zwei Alte, Nag und Nell, werden in zwei Abfalleimern aufbewahrt. Die stehen auf der Bühne. Die Unterhaltung zwischen Nag und Nell dreht sich immer wieder darum, dass sie ihre Zähne, ihre Haare, ihre Frische, ihre Ideale verlieren, dass ihr Augenlicht und ihr Gehör abgenommen haben und dass ihnen kalt ist. Nag ist nicht mehr imstande, sich den Rücken zu kratzen, weil seine Beweglichkeit abgenommen hat. "Gestern, da war das noch möglich". - "Weinst Du schon wieder?" - "Muss ich jetzt meine Pillen nehmen?"... Der Sohn Ham ist selber schon Senior. Er überlegt, ob er den Deckel der Mülleimer, in denen seine Eltern hausen, vernieten lassen soll...

Was Frauen gewinnen können, beschreibt Brecht sehr anschaulich und aufmüpfig in "Die unwürdige Greisin": Eine "alte" Frau von gegen Ende Sechzig wird Witwe. Zeit Ihrer Ehe war sie treusorgende Gattin und darüberhinaus beköstigte sie die Gesellen des Mannes. Nach dem Tode des Mannes wurde sie "wunderlich": Sie ging zum Essen ins Gasthaus, sie ging ins Kino und nahm dahin auch noch die Taubstumme des Dorfes mit und sie ging zum Schuster mit einer Flasche Wein unterm Arm, dort wurde diskutiert. Der Sohn der "Greisin" kommt, aufgescheucht von diesen seltsamen Geschichten aus der Stadt angefahren und stellt seine Mutter "zur Rede". Sie lässt ihn reden - und stehen und geht ihrer Wege. Der Sohn fährt unverrichteter Dinge wieder fort.

Ein wenig gleichen die aus der Animationsarbeit stammenden Beispiele dem der "unwürdigen Greisin". Bei ihr wird sich sicherlich das finden, was ich bei diesen Frauen sehen lernte: Ein Leuchten, das von Innen kommt. Ich nenne es das "Mona-Lisa-Leuchten". Es gibt in der Schweiz schon viele "Mona-Lisas"... Es gibt sie auch, die einst domestizierten Vögel, die davonstieben wie wilde Tauben und nach reichlicher Nahrungsaufnahme zufrieden zurückkehren, an einen Herd, wo noch ganz andere Süppchen gekocht werden:

Frauen, die sich draussen "zurechtfinden", sind plötzlich interessante und ernstzunehmende Gesprächspartnerinnen, denen die Kochrezepte weniger wichtig sind als die Frage, ob die Schweiz nun der UNO

beitreten soll oder nicht... Frauen, die sich einen eigenen Rahmen geschaffen haben, die ihren Ehemann nicht brauchen, damit er ihnen die leere Zeit füllt, Frauen, die miteinander etwas anfangen können und das auch noch nach Hause tragen, können auch besser mit ihren Runzeln und Falten im Gesicht und am Hintern umgehen. Eine Aesthetik des Alterns zeigt sich in gestählter Weichheit des Herzens, in einem Glühen von innen heraus, in: einer ganz anderen Attraktivität als die der glatten Haut ungerührter Jugend, als die unsinnige Attraktivität, Sexual-"Partnerinnen" zu sein. Frauen um Fünfzig entfalten ihr Sein und nicht mehr ihr Haben.

Es ist Vorleben für andere: Frauen um Fünfzig sind Pioniere in einer neuen Zeit, wie einst Einwanderer in ein fremdes Land: Niemand weiss, auf was sie sich einlässt. Keine kennt die Anforderungen, die an sie gestellt werden, wenn sie den Fluss über die eigene Türschwelle setzt.

Zum Vorwärtsgehen gehört Mut. Doch Mut ist oft nichts anderes als die Tatsache, Dinge zu tun, von denen Frau meinte, sie nicht tun zu können.

Zum Vorwärtsgehen gehört auch Neugierde, Begeisterungsfähigkeit. Frauen in der Mitte des Lebens, "pensionierte Mütter", haben genau diese Eigenschaften.

Und sie haben Zeit.

Und sie gehört ihnen.

Die Entscheidung, sie endlich auch für sich selber zu nutzen, liegt bei jeder Frau selbst.

Literaturangaben

- ALERAMO, S.: Una Donna. Die Geschichte einer Frau, Neue Kritik, 1973.
- BRECHT, B.: Die unwürdige Greisin. Ges. Werke, Bd. 11, Suhrkamp, 1967.
- BRONS, Y.: Frauen und Therapie. Junfermann-Verlag, 1985.
- CARROL, L.: Alice im Wunderland. Insel, 1963.
- FESTERHEIM, F.: Sag nicht Ja; wenn Du Nein sagen willst. Mosaik, 1977.
- GMELIN, O.: Märchen für tapfere Mädchen. Schlott, 1978.
- HAUG, E.: Kritik der Rollentheorie, Fischer, 1972.
- PHELBS, St.: Die selbstbewusste Frau, Bastei Lübbe, 1978.
- SHEEHY, G.: In der Mitte des Lebens, Fischer, 1978.
- TWEEDIE, I.: Die sogenannte Liebe. Rowohlt, 1982.
- MITSCHERLICH, M.: Die Zukunft ist weiblich, Pendo, 1987.

De l'esthétique de la femme âgée.

Résumé

Illustré par le travail d'animation réalisé par "FuF" (Frauen um Fünfzig) pendant huit ans, dans sept villes de Suisse alémanique

par Cecilia Jul Brons

Cet article fait référence aux réunions organisées par des groupes de "Frauen um Fünfzig" (FuF, Femmes dans la Cinquantaine.) qui se sont implantés à Aarau, Baden, Bâle, Berne, St-Gall, Lucerne et Winterthour.

Ces groupes se retrouvent une fois par mois pendant deux ou trois heures. Ils traitent à chaque fois d'un thème: où puis-je trouver la force d'affronter la vie de tous les jours? Qu'est-ce qui me donne de la force, qu'est-ce qui m'en prend? Comment faire face aux difficultés de la vie quotidienne? Comment faire plaisir, comment donner, recevoir?

Les Femmes dans la Cinquantaine qui se réunissent ainsi ont remarqué qu'elles peuvent ouvrir (d')elles-mêmes la porte de leur maison, qu'elles doivent d'ailleurs passer par là pour éviter que le toit ne leur tombe sur la tête.

Se voir dans de petits groupes, parler de problèmes de la vie courante, c'est à mon avis agir avec courage et intelligence. Car chacun a besoin, pour se développer, du miroir que lui tend autrui. Il ne faut pas forcément se lancer dans un travail physique; on peut très bien pousser une activité que nos mères n'ont guère eu l'occasion d'approfondir, à savoir l'activité intellectuelle. On peut travailler sur soi-même, apprendre à vivre en tant que femme qui a vécu la

moitié, voire les trois quarts de sa vie, apprendre à avoir ses propres idées, ses propres rêves et projets. Qu'est-ce que nos mères ont à perdre, qu'avons-nous à perdre? "Freedom ist just another word for nothing else to lose..." nous chantait Janis Joplin. Dans les années soixante.

Ce que nous avons à perdre, c'est la peur de notre propre bonheur. La peur de traverser le ruisseau: Dire "pour moi" n'implique jamais que l'on est "contre l'autre"; cela peut signifier que l'on est "sans l'autre", jusqu'au moment où l'on a, par exemple, entraîné son mari dans ses activités.

Ce que les femmes dans la cinquantaine ont également à perdre, c'est l'image négative que l'on a des personnes âgées, comme le décrit Beckett dans sa pièce "Fin de partie".

Les femmes dans la cinquantaine sont les pionnières d'une ère nouvelle, elles ressemblent à ces colons arrivant sur des terres inconnues. Personne ne sait sur quelle voie elles s'engagent, personne ne connaît les obstacles qu'elles rencontrent à partir du moment où elles franchissent le seuil de leur porte. Pour avancer, il faut du courage. Et souvent, avoir du courage ne signifie rien d'autre qu'entreprendre quelque chose qui jusque-là avait paru inaccessible aux femmes.

Pour avancer, il faut aussi de la curiosité, de l'enthousiasme. Or les femmes d'âge moyen, les "mères à la retraite", ont justement ces qualités-là.

Et elles ont du temps.

Du temps qui leur appartient.

A chaque femme de décider si elle veut enfin faire quelque chose de ce temps qui lui appartient.

(Traduction: Lise Knöpfel)

Appunti sull'estetica della vecchiaia al femminile. Riassunto

Esemplificazioni basate sul lavoro di animazione svolto da "FuF" sull'arco di otto anni in sette città della Svizzera tedesca

di Cecilia Yul Brons

L'articolo fornisce un resoconto dei gruppi di discussione animati da "FuF" (Frauen um Fünzig" - Donne sulla cinquantina) esistenti ad Aarau, Baden, Basilea, Berna, Lucerna, San Gallo e Winterthur. Le donne si riuniscono una volta il mese per due o tre ore. Ogni seduta è dedicata a un determinato argomento: Dove prendere le forze per reggere alla sfida del quotidiano? Che cosa ci rende forti, che cosa ci rende deboli? Affrontare con degli handicap - la vita d'ogni giorno - come tenerli in scacco? Procurare gioia agli altri - come accettare che gli altri procurino gioia a noi?

Le donne sulla cinquantina che partecipano a tali incontri hanno capito che il famoso primo passo spetta a loro farlo se non vogliono autoescludersi dalla vita. Ritrovarsi insieme in piccoli gruppi, discutere su argomenti riguardanti la vita d'ogni giorno è un modo intelligente e coraggioso di affrontare le cose. Chi vuole sviluppare il proprio potenziale ha bisogno degli altri quale proiezione di sé stesso. Allo scopo non è necessariamente richiesto del lavoro fisico. L'attività può anche essere diversa da quella cara alle nostre madri; magari un'attività più impegnativa per lo spirito. Potrebbe trattarsi di un lavoro che svolgiamo su noi stesse: imparare a vivere in quanto donna di mezz'età o donna che va incontro al tramonto; imparare a vivere in armonia con le proprie idee e le pro-

prie aspirazioni. Che cosa avevano da perdere le nostre madri; che cosa abbiamo da perdere noi? A questo proposito Janis Joplin cantava: "Libertà e semplicemente un'altro modo di dire che non abbiamo nulla da perdere...". Si era negli anni cinquanta.

Da perdere abbiamo forse la paura di fronte alla nostra felicità; la paura di andare oltre la nostra stessa ombra. Fare qualcosa "per sé stesse" non significa affatto fare qualcosa "contro qualcun altro"; ma potrebbe significare "senza qualcun altro", come nel caso della signora L. fino al momento in cui il marito non s'è lasciato coinvolgere nelle sue attività. Da "perdere", le donne sulla cinquantina, hanno sicuramente l'immagine negativa ch'esse si fanno della terza età.

Per il resto, devono vivere esemplarmente per altri: le donne sulla cinquantina sono pioniere in una nuova epoca, come gli emigranti lo erano nelle nuove terre. Nessuno sa che cosa le attenda; nessuno sa quali requisiti siano richiesti da loro al di là della soglia di casa.

Mettersi in cammino esige coraggio. Il coraggio spesso altro non è che la capacità di fare le cose per le quali ci si credeva negate.

Per progredire ci vuole anche una dose di curiosità e la capacità di lasciarsi trascinare dall'entusiasmo. Queste sono proprio le facoltà di cui dispongono le donne nel bel mezzo della loro vita, le "mamme in pensione".

Esse hanno anche tempo.

Tempo che appartiene a loro soltanto.

La decisione di fruire infine del tempo liberato anche per sé stessa spetta alla singola donna.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)

Auftakt in eine neue Lebensphase

von Julia Onken

"Wie jede Blüte welkt und jede Jugend
Dem Alter weicht, blüht jede Lebensstufe,
Blüht jede Weisheit auch und jede Tugend
Zu ihrer Zeit und darf nicht ewig dauern."

Hermann Hesse

Derartige Gedanken, wie sie etwa Hermann Hesse zu Beginn seines Gedichtes "Stufen" zum Ausdruck bringt, sind in unserer heutigen Zeit schwer zu verstehen; ja, es klingt etwas eigenartig, beinahe fremd. Unsere Gegenwart lebt ausschliesslich in äusseren, materiellen Werten. Alles, was Leben ausmacht, wird in irgendwelche chemische oder physikalische Formeln gezwungen. Wer jung ist und ein hübsches Aussehen hat, wird begehrt. Wer berufliche oder körperliche Leistungen vorweisen kann, wird geschätzt und bewundert. So ähnlich lautet der Slogan von Werbung, fleissig flankiert von Medien, allen voran die Frauenzeitschriften. Lässt man dies alles auf sich einwirken, erhält man leicht den Eindruck, das menschliche Wesen, besonders die Frau, sei nichts anderes als eine weitere Spielart technischer Möglichkeiten. In sämtlichen Wertkriterien spielt die möglichst geringe Dauer der Existenz des zu Beurteilenden eine entscheidende Rolle. Das wird vor allem im Umgang mit dem Auto deutlich. "Autos" stammt aus dem Griechischen und heisst "selbst", "persönlich", "für sich selbst". Es ist sicherlich kein Zufall, dass wir dieses Wort aus dem Griechischen ent-

liehen haben, um einen Gegenstand zu bezeichnen, welchen wir mit unserem Selbst gleichsetzen. Wenn wir uns mit einem Autokauf beschäftigen, wird die Tragik noch deutlicher. Wir fragen nach dem Jahrgang, nach gefahrenen Kilometern, wir schauen nach, ob irgendwelche Kratzer oder Beulen oder sonstigen Zeugen der Vergangenheit vorhanden sind und wir beurteilen ganz klar, je jünger das "Auto" ist, je weniger gefahrene Kilometer es vorweist, je mehr es aussieht wie neu, umso besser. Zwischen der Beurteilung über den Wert des Autos und derjenigen der Frau, besteht kaum ein nennenswerter Unterschied. Welche tiefe Wahrheit in dem Begriff "Auto" verborgen liegt, wird hier deutlich. Erinnern wir uns noch an die Zeit, in welcher anstelle des Wortes Auto der Begriff Wagen gesetzt wurde? Zweifellos befanden wir uns damals sehr viel näher am Erleben eines Wagnisses, in ein Blechvehikel einzusteigen und darin herumzufahren. Ja, es war ein echtes Wagnis damals, heute sagen wir Auto und meinen damit unsere Identität. Und darin spiegelt sich die gesamte Problematik unserer heutigen Zeit: Wir sind in der Bewertung des Menschen auf die Stufe eines Autos herabgesunken. Eine weitere entscheidende Signatur unserer

Zeit ist die beinahe uneingeschränkte Handlungseuphorie. Mit einer Arroganz und Tölpelhaftigkeit sondergleichen dringt der Mensch in Bereiche ein, die sich gelegentlich verselbständigen und sich in Form von Katastrophen gegen den Menschen richten und die Lebensbedingungen zerstören. Ungeachtet dieser Lektionen treibt der Grössenwahn der menschlichen Intelligenz weiter und versucht sich der grossen Ordnung des Universums zu bemächtigen. Durchdrungen von derartigem Zeitgeist, der uns in unserer Lebensorientierung ganz nach dem Aeusseren, dem Machbaren lockt, sind wir indessen einem Lebensprozess unterworfen, der sich in völlig anderer Weise an uns vollzieht und uns unweigerlich in einen tiefgreifenden Konflikt verstrickt. Vielleicht gelingt es uns erfolgreich, den 38. Geburtstag, Markstein der Lebensmitte, ganz im Sinne unserer Zeit hinter uns zu bringen; allenfalls mit einem heimlichen Gefühlsgemisch von leiser Befürchtung und Erleichterung, dass man doch schliesslich immer noch zu den Jungen zählt, da die Schallgrenze 40 noch nicht erreicht ist. Vielleicht gelingt es uns sogar, einige Jährchen nach dem 40. Geburtstag so zu tun, als ob wir ewig leben, schauen dem Autoverkäufer seine Verkaufstricks ab, zimmern uns eine Lebensphilosophie zurecht, dass man doch schliesslich so jung sei, wie man sich fühle (analog den Argumenten der Autoverkäufer, das Auto sei zwar schon ein älteres Modell, sehe aber so gut wie neu aus und sei deshalb besonders begehrenswert). Und damit befinden wir uns in einer Sackgasse, verflochten in einem hoffnungslosen Kampf, der bereits verloren bevor er begonnen.

Die Lektion, die sich auf der Lebensbühne jedes Menschen abspielt, lehrt uns in unübersehbarer Beharrlichkeit, dass die menschliche Intelligenz vor der Unabdingbarkeit eines Lebensverlaufes kapitulieren muss. Dennoch wird dies kaum zur Kenntnis genommen und zum Kampf gegen die Windmühlen angetreten. Und das ist das Leidvolle am Aelterwerden, das ist die eigentliche Tragik. Das Altern an sich ist es keineswegs, es ist eine völlig naturgemässe Angelegenheit. Sich dagegen zu sträuben, dagegen

anzukämpfen, bedeutet gegen eine Gesetzmässigkeit des Lebens anzutreten, der Vergänglichkeit. Mit dem Eintritt in diese Welt, mit dem Moment der Geburt sind wir der Vergänglichkeit unterworfen, da nützen keine technischen Raffinessen, keine ultramoderne Medizin, kein ausgeklügelter Computer.

Wo aber und an was sollen wir uns orientieren? Wo bekommen wir eine zuverlässige Hilfe, die uns den Sinn und die Bedeutung des Aelterwerdens lehrt? Etwa über die Medien? Die Frauenzeitschriften? In der Frauenbewegung? Oder in der Religion? Wer hilft uns klären, besser den Alterungsprozess zu verstehen, vor allem ihn nicht als Feind zu sehen, als lästigen Spielverderber, den es zu überlisten gilt?

Dass wir von aussen keine Hilfe erhoffen können, wird spätestens dann bewusst, wenn wir uns darauf einlassen und dabei eine zunehmende Orientierungslosigkeit erleben. Dadurch werden wir auf uns selbst zurückgeworfen. Es bleibt uns nichts anderes übrig, als uns unsere eigenen Gedanken zu machen, uns in uns und an dem Lernen zu orientieren, was wir täglich durch die Lebensordnung der Natur in vielfacher Ausführung vor Augen vorgeführt bekommen. Machen wir die Gesetzmässigkeit, die allem Lebendigen zugrunde liegt, die in sämtlichen naturhaften Abläufen enthalten ist, zum Lehrmeister! Lernen wir aus den Verhältnissen zwischen Sonne und Mond, lernen wir von Licht und Dunkelheit. Lernen wir vom Einatmen, lernen wir vom Ausatmen. Lassen wir uns führen von der Gesetzmässigkeit des Entstehens und des Vergehens, denn dadurch gelangen wir in unser ureigenstes Wissen: Dem Wissen um die Polarität, der Entsprechung. Dies bedeutet, sich freizuschaukeln von all dem übereinandergelagerten "Wissen", dem sogenannten Bildungswissen der intellektuellen Verstandesakrobatik, mit dessen Hilfe wir niemals in das Eigentliche eindringen können, sondern das uns lediglich dazu befähigt, auf der äussersten Schicht der menschlichen Existenz einige Runden zu drehen.

Das Gesetz der Polarität lehrt uns, dass sämtliche Erscheinungsformen, Vorgänge, Gefühle usw., in einer Ergänzung, einer Entsprechung auftreten! Wie oben, so unten; wie unten, so oben. Alles ist in der Gegensätzlichkeit vorhanden. Wir kennen das Zwillingsspaar von Liebe und Hass, wir kennen wahrscheinlich aus eigenem Erleben, wie nah diese gegensätzlichen Gefühle beieinander wohnen und wie schnell das Pendel von einem zum andern ausschlagen kann. Wir entdecken die Zusammengehörigkeit von Tag und Nacht, von gut und böse, von Gott und Teufel. Es gibt das eine nicht, ohne das andere. Und wir lernen, wie sich diese Gesetzmässigkeit an uns stets vollzieht, ob wir wollen oder nicht: Wir sind alle eingebunden in Geburt und Tod.

Der Lebensverlauf eines Menschen vollzieht sich ebenfalls in zwei sich entprechenden Lebenslinien, einer äusseren und einer inneren. Die äussere Lebenskurve steigt vom Zeitpunkt der Geburt bis zur Lebensmitte, der etwa bei 38 Jahren liegt, an. Bis zum 38. Lebensjahr sind wir in der Lage unsere körperlichen Fähigkeiten zu steigern: Mit 38 Jahren haben wir unseren körperlichen Leistungszenit erreicht. Zweifellos ist es möglich mit Trimm-, Jogg- und sonstigen Leistungsprogrammen das Absinken der Kurve noch um ein paar Jährchen hinauszuzögern. Langfristig verhindern lässt es sich freilich nicht. Während nun die körperliche Lebenslinie nach der Lebensmitte allmählich absinkt, steigt die innere stetig weiter an. Sie überschneidet also zum Zeitpunkt der Lebensmitte die körperliche Lebenslinie und befindet sich in Entsprechung zur abfallenden Linie in einer steigenden Tendenz. Durch das Dahinschwinden der körperlichen Kräfte werden Energien freigegeben, die der inneren, der geistigen Entwicklung und Reifung zur Verfügung steht.

Wenn wir uns nun in der ersten Lebenshälfte ausschliesslich mit der körperlichen Lebenslinie identifizieren, dann müssen wir in der Lebensmitte zwingend eine Umorientierung vornehmen. Falls wir uns weigern eine Umorientierung vorzunehmen, uns also weiterhin mit der körperlichen Le-

benslinie identifizieren, die, auch wenn wir versuchen es zu ignorieren, absinkt, dann begrenzen wir uns freiwillig mit dem Bereich in uns, der sich reduziert. Es ist etwa zu vergleichen mit einer Reise. Die erste Hälfte der Reise bringen wir in einer bestimmten Eisenbahn hinter uns, nehmen wir an in einem Schnellzug. An der ersten Reiseetappe angekommen, müssen wir, um weiterzufahren, umsteigen. Wir müssen den uns altbekannten, schnittigen Zug verlassen, umsteigen, und einen Zug wählen, mit dem wir unsere Reise weiterführen können. Die Lebensmitte ist also gekennzeichnet durch einen Wechsel.

Wir erhalten in dieser Zeit eine bedeutungsvolle Hilfe durch die "Wechseljahre", die, wenn man nicht gegen sie ankämpft, sondern den darin enthaltenen Sinn und die Bedeutung versteht, als zuverlässigen Wegweiser nützen kann, in den richtigen Zug einzusteigen um die Reise fortzusetzen. Es ist sicher kein Zufall, dass der Beginn der Wechseljahre, der Umorientierung, in die Zeit der Lebensmitte fällt. Die Wechseljahre beginnen viel früher, als im Allgemeinen angenommen wird, nämlich 7 Jahre vor der letzten Menstruation. Laut einer niederländischen Studie haben etwa 25% der Frauen mit 47 Jahren die letzte Menstruation, sind demnach also bereits mit vierzig in den Wechseljahren. Etwa die Hälfte der Frauen haben mit 51 Jahren die letzten Menstruation, d.h., sie sind mit vierundvierzig in den Wechseljahren. Die Zeit des Wechsels ist als sinnvolle



Aus: Franziska Becker: Mein feministischer Alltag

Hilfe zu verstehen, die uns dazu auffordert, diesen Wechsel, diese Umorientierung zu vollziehen. Alle körperlichen Veränderungen, die wir mit zunehmendem Aelterwerden erleben, führen unmissverständlich in eine einzige Richtung: Das geistige Potential zu erschliessen! Ein unübersehbares Zeichen wird uns durch das Ausbleiben des Menstruation gesetzt. Auf der körperlichen Ebene ist die Möglichkeit körperlicher Mutterschaft abgeschlossen. Auf die geistige Lebenslinie übertragen bedeutet dies, dass etwas Neues beginnt: die Verwirklichung der geistigen Mutterschaft. Teilen wir ein Frauenleben in Zyklen zu 7 Jahren ein (die durchschnittliche Lebenserwartung der europäischen Frau liegt bei 78,4 Jahren), so erhalten wir 11 Zyklen, von denen lediglich drei (!) unter der Flagge körperlicher Mutterschaft stehen, und zwar die Zeit von 21 bis 42 Jahren. Während der Zeit von 14 bis 21 und von 42 bis 49 Jahren ist zwar eine körperliche Mutterschaft durchaus möglich, aber aus sozialen Gründen im einen Zyklus, resp. aus funktionalen im andern nicht als selbstverständlich anzunehmen. Nun sind drei 7-Jahreszyklen doch herzlich wenig, um die Lebensaufgabe aus dieser begrenzten Zeit zu beziehen. Es verbleiben nach der letzten Menstruation noch fünf Zyklen, die wir nicht einfach in passiv-wehmütiger Haltung in alten Erinnerungen verhaftend hinter uns bringen, sondern uns dem neuen Amt zuwenden sollten. Geistige Mutterschaft ist zweifellos um einiges schwieriger zu vollziehen als die körperliche. Wir können uns nicht einfach einem körperlichen Geschehnis hingeben und an uns vollziehen lassen, wozu wir keinerlei besondere Fähigkeiten oder Begabungen benötigen. Geistige Mutterschaft muss in sich erarbeitet werden, sie zwingt uns in grösseren, umfassenderen, weitblickenderen Dimensionen zu denken, lebensbewahrendes Prinzip in einen Rahmen zu stellen, der die eigene Person, die eigenen Kinder übersteigt. Ob wir dies in politischer, sozialer, kultureller Ebene verwirklichen, ist unwichtig. Unsere Weltsituation benötigt dringend lebensbewahrendes und lebenerhaltendes Denken! Vergessen wir nicht, dass uns der Begriff "Grossmutter" zielsicher zu dieser Aufgabe hinführt, es ist die Aufforderung, eine

grosse Mutter zu werden! Die Zeit der körperlichen Mutterschaft ist eine Lernzeit, eine Vorbereitungszeit, in der wir bildhaft veranschaulicht vorgeführt bekommen, was wir im Geistigen zu leisten haben. Ob wir nun körperliche Kinder in die Welt gesetzt haben oder nicht; das ist nicht das Entscheidende.

Eine weitere eindrucksvolle Illustration, die uns den tiefen Sinn der Bedeutung des Aelterwerdens zeigt, ist die Veränderung des Schlaf- und Nahrungsbedürfnisses. Mit zunehmendem Alter benötigen wir weniger Schlaf und Nahrung. Wir sind also in der Lage, über eine längere zeitliche Dauer, als dies vorher der Fall war, im Wachzustand zu verbringen. Wir werden dadurch aufgefordert, aufzuwachen aus einer Schläfrigkeit, einer Dämmrigkeit, die uns daran hindert, wichtige Zusammenhänge des Lebens zu erkennen. Der Bedarf an körperlicher Nahrung reduziert sich ebenfalls, denn es ist nicht mehr der Körper, der ausschliesslich nach Nahrung verlangt, sondern das Bedürfnis nach geistiger Nahrung rückt in den Vordergrund. Wenn Menschen in der zweiten Lebenshälfte unzufrieden werden, ja, sogar in eine Krise hineingeraten, dann hat dies zweifellos einen tiefen Sinn. Ist es denn nicht verständlich, wenn einem die Freuden und Vergnügen der ersten Lebenshälfte schal und unbefriedigend erscheinen und wir erleben, dass uns dies alles nicht mehr zu sättigen vermag? Der geistige Hunger kann nur durch geistige Nahrung gestillt werden; er lässt sich niemals durch irgendwelche Vortäuschungen irreführen.

Sollten wir dies übersehen oder gelegentlich vergessen, so erhalten wir noch andere wichtige Hilfen wie etwa durch die farbliche Veränderung unserer Haare. Statt uns darüber zu ärgern, wenn wir öfters zum Coiffeur gehen müssen, um die allmählich grauwerdenden Haare zu überdecken, sollten wir uns an die sprachliche Verwandtschaft zwischen weissem und weisem Haupt erinnern. Ebenso weist uns das Nachlassen unseres Seh- und Hörvermögens auf eine wichtige Veränderung hin. Anstelle des äusseren Sehens und Hörens erhalten wir die Qualität des inneren Schauens und Lauschens,

um unseren inneren Reichtum zu entdecken, in uns unsere Wahrheit zu finden, den Sinn des Menschsein zu erkennen. Die präzise Aufzeichnung durch die Sinne des Sehens und Hörens mit der Aussenwelt wird abgeschwächt, wir haben es dadurch leichter, uns aus der Verkettung und Verstrickung im Materiellen zu lösen und uns freizumachen von leidvollen Verhaftungen.

Angesichts dieser Ueberlegungen scheint es unbeschreiblich töricht, sich um jeden Preis in einer Lebensphase festzuklammern und sich selbst auf die darin enthaltene Begrenzung zu fixieren. Es bedeutet, nicht umsteigen zu wollen in einen Eisenbahnzug, der weiterfährt, der uns in neu zu Erschliessendes führt, sondern in jenem Zug sitzen bleiben zu wollen, der vielleicht noch ein Weichen im lebhaften Betrieb eines Bahnhofes stehenbleibt, danach aber ins Eisenbahndepot gerollt wird, auf ein Abstellgeleise.

Das Aelterwerden hat, genauso wie die Jugend, einen Sinn. Es ist wie eine grosse Gnade unserer Existenz, behutsam zu den Aufgaben, die wir als Menschen zu erfüllen haben, hingeführt zu werden:

"Es muss das Herz bei jedem Lebensberufe
Bereit zum Abschied sein und Neubeginne,
Um sich in Tapferkeit und ohne Trauern
In andre, neue Bindungen zu gehen.
Und jedem Anfang wohnt ein Zauber inne,
Der uns beschützt und der uns hilft zu leben".

Hermann Hesse

Un nouveau départ dans la vie
Résumé

par Julia Onken

Cette année charnière de notre vie qu'est le 38ème anniversaire, nous avons tendance, nous les femmes, à la refouler ou à l'oublier complètement. Nous agissons comme si nous étions éternelles. Et si nous commençons à être marquées physiquement par l'âge, nous usons de toutes sortes d'artifices pour interrompre un processus parfaitement naturel et finissons par nous battre contre des moulins à vent. Ce faisant, nous oublions un principe fondamental: la finitude humaine.

Nous avons de la peine à admettre notre finitude, car les médias, surtout les journaux féminins, nous inondent d'images et de slogans uniquement axés sur l'apparence extérieure. On n'est une vraie femme que si l'on est jeune, jolie, dynamique et ... sans rides. C'est donc une période particulièrement courte de notre vie qui est considérée comme le bien le plus précieux que nous possédions. Lorsque l'on a la malchance de ne plus avoir entre vingt et trente ans, il faut absolument cacher son état et continuer à avoir l'air jeune en usant de tous les stratagèmes possibles et impossibles afin d'éviter la catastrophe. Nous nous voyons assimilées à une voiture dont la valeur est fixée en fonction de l'âge et du nombre de kilomètres.

Comme nous ne pouvons attendre aucune aide de la part des autres - si ce n'est un nouveau produit contre la cellulite - il ne nous restera nos propres conclusions de ce que nous constatons dans la vie de tous les jours. Commençons par l'ordre uni-

versel; apprenons ce que nous enseignent le soleil et la lune, la lumière et l'obscurité, le fait d'aspirer et d'expirer. Découvrons que c'est de ce processus et de cette alternance que découle le principe de la polarité, l'association amour et haine, dieu et diable. Chaque médaille a son revers, chaque revers a sa médaille. Tout est dans cette opposition fondamentale. Il n'y a pas de naissance sans mort, ces deux phénomènes vont de pair, ils sont liés par le principe de la polarité. Appliquons-le au vieillissement afin de donner un sens à ce processus! La ligne de vie ne comprend-elle pas deux lignes de vie distinctes l'une de l'autre? La ligne de vie extérieure croît jusqu'à l'âge moyen (38 ans) pour s'aplatir progressivement. Jusqu'à 38 ans, en effet, nos aptitudes physiques sont intactes. Conformément au principe de la polarité, il y a une analogie entre cette ligne et la ligne intérieure de la main qui reflète notre évolution spirituelle: la ligne extérieure décroît peu à peu alors que la ligne intérieure grandit. Au moment où l'on atteint l'âge de 38 ans, cette dernière coupe la ligne de vie "physique" et se met à progresser régulièrement. Plus les forces physiques diminuent, plus l'énergie peut se concentrer sur l'évolution et la maturation intérieures.

Les changements qui affectent notre corps mettent fort bien ce phénomène en évidence. Il suffit de les observer pour saisir leur signification. Avec l'âge, on a besoin de moins de sommeil, ce qui signifie que l'on est davantage en état de veille, que l'on dispose par conséquent de plus de temps pour que notre conscience sorte de sa somnolence. La diminution de nos capacités visuelles et auditives est également symptomatique. En voyant et en entendant moins bien ce qui se passe autour de nous, nous améliorons progressivement notre écoute intérieure, nous découvrons d'autant mieux nos richesses personnelles. Dans la mesure où nous enregistrons avec

moins de précision les sons et les images de notre environnement, nous avons plus de facilité à nous extraire des mailles serrées du filet du monde matériel. En vieillissant, on a besoin de moins de nourriture. L'élan que prend la ligne de vie intérieure nécessite par contre davantage de nourriture spirituelle. Autre illustration significative du sens que prend notre vie avec les années, la ménopause qui apparaît chez la femme d'âge moyen. En fait, la ménopause commence beaucoup plus tôt que ce que l'on pense, c'est-à-dire sept ans avant les dernières règles. La ménopause est aussi appelée "âge critique"; l'âge critique implique une réorientation, une réévaluation d'éléments équivalents. C'est le moment où l'on passe des valeurs extérieures aux valeurs intérieures, où l'on tourne la page pour prendre un nouveau départ avec une nouvelle énergie.

Le vieillissement a un sens, tout comme la jeunesse. Dès que l'on a compris sa signification, toute révolte devient absurde et l'on se lance avec joie dans les multiples tâches qui nous attendent durant la seconde moitié de notre vie.

(Traduction: Lise Knöpfel)

Preludio di una nuova fase esistenziale. Riassunto

di Julia Onken

Pietra miliare nel 'mezzo del cammin di nostro vita', il 38° compleanno non riveste solitamente per noi donne alcun significato particolare. Continuiamo a comportarci come se fossimo immortali. Ma non appena si affacciano i primi sintomi del declino fisico, allora sì, ci affanniamo con trucchi e raggiri a manipolare i processi naturali in una lotta tanto disperata quanto quella contro i mulini a vento. Strada facendo dimentichiamo di essere alle prese con una legge immutabile: la fugacità dell'esistenza.

E' chiaro: non è facile accettare tale fugacità. I mezzi di comunicazione - per non parlare delle riviste destinate al pubblico femminile - ci sopraffanno con immagini e slogan inneggianti alle esteriorità. Solo chi è giovane, dinamica, priva di rughe e con un bel visino conta come donna. La vita, questo sommo bene, è un soffio: non si perde occasione per rammentarcelo. A chi è tanto sfortunata da non essere più tra le ventenni si suggerisce di correre ai ripari procurandosi tempestivamente l'assortimento di prodotti ringiovanenti. Ci ritroviamo così su per giù al livello delle automobili: quasi il nostro valore dipendesse dal millesimo e dal chilometraggio.

Visto che dagli altri non ci possiamo attendere nessun aiuto - se non qualche prodotto contro la cellulite - non ci resta che far tesoro di tutto ciò che ci cade sotto gli occhi giorno per giorno. Apriamoci al maestro del nostro ordine universale. Impariamo dal sole e dalle luna. Impariamo dalla luce e dall'

oscurità. Impariamo dall'inspirazione e dall'espiazione. Cerchiamo di capire attraverso questi processi e queste situazioni la legge delle polarità, l'indissolubilità di amore e odio, di Dio e del diavolo: come è sopra, così è sotto; come è sotto, così è sopra. Tutto è compreso negli opposti. Non c'è nascita senza morte: sono gemelle, sono legate al principio delle polarità. Penetriamo attraverso queste leggi il senso e l'importanza dell'invecchiare! La linea esistenziale della persona umana si suddivide in due tracciati di diverso andamento. La linea esterna sale fino verso la metà della vita, dunque fino verso il trentottesimo anno di età, per poi scendere gradatamente. Fino a trentotto anni la persona umana ha la capacità di migliorare la propria efficienza fisica. La linea interna, che raffigura l'evoluzione spirituale, presenta, nel rispetto del principio delle polarità, un andamento opposto. Mentre la linea esterna si appresta a scendere, quella interna continua a salire. Nel mezzo della vita interseca la linea relativa all'esistenza corporale per poi salire incessantemente. Più le forze fisiche vengono a mancare, più energia è liberata per lo sviluppo e la maturazione interni.

Utili indicatori si rivelano allora i cambiamenti cui va soggetto il corpo. Non abbiamo che da seguirli e cercare di capire il loro senso profondo. Avanzando negli anni si riduce il bisogno di sonno. Rimangono dunque svegli sempre più a lungo: perché allora non impiegare questo tempo per risvegliarci da uno stato di consapevolezza alquanto assopito? La perdita progressiva della capacità di vedere e udire ha pure il suo senso. Invece di vedere e ascoltare quanto accade intorno a noi ci è dato di sviluppare la facoltà di vedere e ascoltare quanto accade dentro di noi e di scoprire in tal modo le ricchezze di cui siamo depositari. E se non ci riesce più di vedere e

ascoltare il mondo esterno con l'accuratezza d'un tempo ci riuscirà tanto più facile il distacco da tanti incresciosi legami con il mondo materiale. Chi invecchia necessita anche di meno cibo. L'andamento ascendente della linea spirituale richiede per contro un maggiore apporto di nutrimento per lo spirito. Quale ulteriore impressionante esemplificazione del senso dell'itinerario esistenziale troviamo nel bel mezzo della vita l'inizio del climaterio, il cui avvio si situa ben prima di quanto non si tenda comunemente ad assumere, ossia già sette anni prima dell'ultima mestruazione. Il climaterio introduce un cambiamento; definisce un rapporto di scambio tra elementi equivalenti. Gli anni del climaterio sono gli anni in cui si passa dai valori esterni a quelli interni, in cui ci si congeda da una fase ormai conclusa della vita per rivolgersi con energia ed entusiasmo verso nuove aperture.

Essere giovani ha un senso, come ha un senso invecchiare. Chi ne afferra il significato non si rivolta, ma si apre con gioia agli innumerevoli compiti che caratterizzano questa seconda fase della vita.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)

Condition de la femme: une lutte permanente

par Marthe Kellerhals

Les femmes, ça existe ... même en 1920, dans une petite ville, région semi-rurale et frontalière, loin des centres universitaires et des métropoles industrielles.

Nous, les filles de ce temps-là, contemporaines de Simone de Beauvoir, de Soeur Emmanuelle, d'Ella Maillart, administratrices de Marie Curie, nous brassons de grandes idées, rêvons de performances intellectuelles, de science, d'évasion. Préparer un baccalauréat, le réussir, est une action d'éclat presque révolutionnaire... Attention, Madame, votre fille est un bas-bleu, elle ne trouvera pas de mari... Les études universitaires - défi ou soif d'éclatement - nous attirent. Hélas, contingences matérielles et début de crise économique aidant, nous devons y renoncer tout en enviant nos amies françaises et les rares privilégiées de chez nous qui préparent médecine, droit, pharmacie ou école d'ingénieur. A part les enseignantes et les infirmières, vocations humanitaires, et les femmes de service ou ouvrières de fabrique poussées par la nécessité, la femme reste à la maison et élève ses enfants.

Sans formation professionnelle stricte, sans statut de travail ni salaire définis, on aide son père au bureau, on s'initie sur le tas à la marche des affaires et aux exigences d'un métier technique. Parallèlement, il faut devenir une maîtresse de maison accomplie, participer aux bonnes oeuvres, à la vie culturelle et religieuse de la cité. Dans un pays de traditions et de qualité de vie sécurisante avec des parents relativement d'avant-garde, ce dualisme ne nous déplaît pas. La famille rest

pour nous le noyau de la société. Nous voulons fonder notre propre foyer, avoir des enfants et les élever, choisir nous-mêmes notre partenaire, et partager avec lui responsabilités et décisions tout en gardant nos idées et notre personnalité.

Le féminisme ne nous interpelle pas encore. Pendant la guerre de 14-18, nos mères ont remplacé avec compétence leurs maris mobilisés, dans la conduite des exploitations rurales ou dans les petites et moyennes entreprises. Certaines ont pris goût au pouvoir et aux affaires, mais la guerre terminée, retournent, sagement, mais non sans un peu d'amertume, à la maison.

Les revendications des ouvrières américaines, les actions des suffragettes nous paraissent très lointaines, très anglo-saxonnes, et à vrai dire un peu farfelues. Certes nous plaignons la veuve et l'orphelin, nous essayons d'aider les déshérités, la charité paternaliste nous donne bonne conscience, le cloisonnement des milieux familiaux et socio-culturels nous cachent les vrais problèmes et les injustices sociales. On parle exploitation de la classe ouvrière, révoltes et grèves, mais loin de nous et toujours au masculin. Les difficultés des femmes restent des problèmes de service, de vie quotidienne dans le ménage. La très grave crise économique des années trente commence enfin à nous ouvrir les yeux et nous nous groupons pour organiser des ateliers et procurer aux femmes de chômeurs une formation artisanale bien rudimentaire et du travail équitablement rétribué, pour remédier un peu à la perte de gain des maris.

En 1940, je suis à mon tour personnellement confrontée aux difficultés du monde du travail et à la précarité de la condition féminine. A la suite du décès

prématuré de mon mari et de la mort accidentelle de mon père, je me trouve du jour au lendemain chef de famille et responsable d'une entreprise d'électricité. Il s'agit de faire vivre une famille élargie de 8 personnes, dont mes 4 enfants en bas âge, et d'assurer l'emploi d'une vingtaine d'ouvriers. Leur survie professionnelle et familiale dépend aussi du dynamisme du patron. Pas encore d'AVS, pas de compensation familiale ni caisse de retraite professionnelle. Seule solution au problème: faire face et prendre ses responsabilités dans un domaine jusque-là réservé aux hommes.

Options primordiales, assurer la continuation du travail, convaincre les architectes, les maîtres d'ouvrage, les autorités, de la viabilité de l'entreprise, régler les questions administratives, et avant tout; passer le diplôme de maîtrise, absolument indispensable, ainsi que les concessions des téléphones. Pour m'éviter l'écueil d'une éventuelle incompatibilité féminine à la candidature de ces examens, les directions concernées et compréhensives, me considèrent comme "fils de patron". C'est un peu vexant, mais tant pis... Cela me permet de préparer en deux ans et d'obtenir le certificat de fin d'apprentissage, le diplôme de maîtrise fédérale en électricité, les examens supérieurs en téléphonie.

Ce premier obstacle franchi, les vraies difficultés commencent. Les relations internes posent relativement peu de problèmes. Le personnel accepte d'emblée la patronne et son autorité, et lui apportent le précieux concours d'une grande expérience pratique. Tous nos salariés se syndiquent, sur mon conseil, car je préfère travailler avec des hommes instruits de leurs droits et de leurs devoirs, et de ce fait, moins sujets aux manipulations. Le climat social est bon, les contrats collectifs respectés de part et d'autre, malgré les nouvelles charges patronales très lourdes et l'isolement inévitable du chef.

Au niveau des relations extérieures, tout est plus complexe. Une curiosité très ironique remplace le premier élan de solidarité: que va faire cette femme

à la tête d'une entreprise aussi spécialisée? Condescendance et peut-être méfiance faussent les relations, exigences du métier et de la gestion appliquées à la lettre, sans aucune complaisance, difficultés des transactions financières. Pas de droit de vote, donc pas de participation active et efficace à la vie de la commune, à l'étude et à la répartition des projets et des travaux officiels. Pas d'accès aux commissions d'apprentissage, au tribunal de prud'hommes - sauf pour être jugée, le cas échéant - aux comités des associations professionnelles, contacts précieux et valorisant aux confrères, citoyens à part entière. Concurrence impitoyable et manque total de collégiabilité... On ne me fait aucun cadeau...

Heureusement, l'aspect positif de la situation compense les contre-prestations. Etre chef d'entreprise, pour une femme, c'est être indépendante, c'est pouvoir planifier son travail et son temps, pour être à certaines heures disponible pour ses enfants, être à l'écoute de leurs problèmes, superviser le travail scolaire, leur inculquer le sens d'une autonomie responsable, et surtout maintenir une atmosphère de joie et de tendresse malgré les soucis, les angoisses, le chagrin et la solitude morale. C'est aussi la satisfaction de prendre confiance en soi, de gagner l'estime de ses pairs et de ses partenaires autrement que par son titre de pauvre et faible veuve..., de déjouer les pièges parfois subtils, et de fuir toute compromission. C'est encore l'oubli de soi, l'ouverture sur le monde extérieur et sur toutes les classes de la société, c'est la participation avec ses collaborateurs et l'union dans l'effort pour écarter les préjugés et améliorer la qualité de vie de tous. Lutter pour la vie, c'est aussi vouloir supprimer les injustices, conquérir pour soi et pour les autres femmes les droits fondamentaux. C'est s'intégrer, dès que les obligations professionnelles le permettent, aux groupes existants, cercles d'étude et d'instruction civique, association pour les droits de la femme, préparation et prestations actives pour l'obtention du droit de vote. Dès 1971, par l'entrée dans un parti politique, c'est militer sur le plan communal, régional et fédéral, et

participer aux travaux de l'Association féminine pour la défense du Jura. La commission politique de cette association est en effet l'instigatrice de la création du Bureau de la Condition Féminine de la République et Canton du Jura.

Et maintenant? Etant née 10 à 15 ans trop tôt pour faire une vraie carrière politique, mais ayant toujours milité, je dois, année après année, abandonner des mandats intéressants.. L'Etat Civil est sans pitié et ne saurait mentir, hélas...

C'est un peu frustrant, mais le recul permet de mieux évaluer le chemin parcouru, de faire le bilan de la réussite de nos revendications légitimes et de voir comment, hors du circuit officiel, une femme peut encore servir la cause de la justice et de l'égalité.

Nous pouvons nous réjouir de nos victoires de principe: droit de vote et d'éligibilité, reconnaissance de l'égalité des droits entre hommes et femmes, égalité des chances en instruction et en formation professionnelle, application du nouveau droit matrimonial, entre autres.

Mais la mise en pratique est plutôt décevante: à travail égal, salaire égal, oui; mais c'est à la femme de prouver l'inégalité et de faire recours, quitte à perdre son emploi ou à se faire désavouer par le Tribunal Fédéral. L'égalité des chances, les filles passent les mêmes examens, souvent mieux, que les garçons, mais accèdent rarement aux échelons supérieurs de leur profession; une amélioration du statut de la femme, à peine acceptée par les Chambres, les référendums sont lancés, voyez l'assurance maternité, et aboutissent avec un nombre impressionnant de signatures.



Tiré de: 'Le grief des femmes', p. 165

En politique, après l'enthousiasme de la conquête, c'est le désintéressement, de moins en moins de candidates sur les listes et peu d'éluës. Cela repose sur une équivoque. On a vu dans le droit de vote reconnu aux femmes une source neuve d'électeurs, et non pas une potentiabilité d'éluës. Rares étaient celles qui faisaient de bons résultats, et ces contre-performances décourageaient les suivantes. Les femmes sont moins ambitieuses que les hommes et ne cherchent pas dans la politique un tremplin pour une carrière, mais n'en sont pas moins un danger pour ces messieurs. Les femmes sont aussi moins partisans que les hommes et ne

veulent pas des petites combines. Elles pensaient sincèrement apporter un esprit nouveau, faire de la politique dans le sens noble du terme, et dans l'intérêt général. Il leur a fallu bien vite déchanter. On leur demande de faire des interventions brillantes, d'être efficaces, on ne leur concède pas le droit à l'erreur, et encore moins à la médiocrité, admise chez leurs colistiers. Pour se maintenir, elles s'impliquent si fortement dans leur rôle qu'elles prennent inconsciemment modèle sur leurs confrères, qu'elles se séparent de la base et ne peuvent plus assumer la préparation de la relève. Les quelques femmes en Europe arrivées au faire de la carrière sont plus dures et intransigeantes que les hommes et ne donnent pas l'envie d'être suivies.

Une déception encore: l'inertie d'une large couche de la population féminine qui veut bien profiter des libertés et des droits acquis, mais trouve le statu quo de la femme au foyer, sans autre préoccupation que le bien être d'une famille nucléaire, bien plus tranquillisant que toutes nos luttes et revendications. Bien sûr, les exagérations de certaines manifestations et de certains slogans ont été néfastes. Mais sans ces exagérations, aurions-nous obtenu ce dont toutes nous profitons? Le succès d'une certaine littérature prônant le "retour à la maison", le repos du guerrier, le "culte du seigneur" est irritant, de même que l'influence de l'Islam; même chez nous. Des filles qui rejetaient toute contrainte arborent maintenant le tchador, observent le Coran, pas par idéal religieux ou métaphysique, mais uniquement pour plaire à leur "homme" ou pour lui obéir...

Mais trêve de pessimisme et de jugements prématurés. Laissons à nos compagnes la liberté de choisir et demandons-leur un peu de solidarité. Qu'il n'y ait pas d'ostracisme sur les femmes au Foyer, leur rôle est primordial, noble et enviable. Mais que les femmes qui veulent ou doivent travailler le fassent avec bonne conscience. Avec du courage, de la volonté

et grâce au partage des tâches, elles sauront maintenir une famille unie, garder un compagnon de vie attentif et fier de sa femme, et élever des enfants heureux.

Une chose me frappe, parmi les femmes plus jeunes, c'est leur sens profond des réalités. Elles sont très positives, et si nous nous battions pour un idéal, pour de grandes idées, elles vont droit au but, et ont un pouvoir de création et réalisation pratique que nous ignorions.

Fréquentant, maintenant, des milieux beaucoup moins spécialisés, je me suis aperçue que beaucoup de femmes n'avaient pas le temps de se renseigner et de se tenir au courant de l'actualité politique ou sociale. Elles sont en général très réceptives, et par elles, en revalorisant la base, nous arriverons certainement à de bons résultats.

La retraite ne doit pas être un facteur d'humiliation ou de diminution de nos facultés. Au contraire, puisque l'espérance de vie est plus grande et qu'en général, nous avons conservé une santé correcte et une activité physique, nous devons entretenir notre vivacité d'esprit et de coeur et, sans prendre une attitude d'ancien combattant ou de femme désabusée, communiquer à nos filles, à nos petites-filles, à nos compagnes, notre savoir, même modeste, et surtout notre foi et notre enthousiasme.

Vergesst den Zorn nicht, Schwestern !

von Laure Wyss

Ihr wollt Auskünfte von mir, wie es so sei, im Land des Alters. Wie wenn man seinen Jahrgang als Preiszettel auf der Stirn trüge und Ihr dann sagen könnt: die ist ja noch gut auf den Beinen, trägt den Kopf hoch, jammert wenig. Grund genug, nachzufragen, wie das zu machen sei; man will Rezepte, eine Liste für das do it yourself. Ich weiss nie, was da zu sagen ist, denn von mir sind keine Ratschläge zu erwarten, höchstens kann ich Randbemerkungen zur Lage liefern; und die werden ruppig ausfallen, fürchte ich.

Damals, als ich einige Tage als Reporterin in einem Altersasyl lebte, auf dem Gelände herumliief und mit vielen alten Leuten redete, nannten sie als Erkennungszeichen meistens ihr Geburtsjahr, oder, halb entschuldigend, halb stolz: "ich bin schon im vierundneunzigsten". Einige hatten wohl schon ihren Namen vergessen, sie waren längst reduziert auf die gelebten Jahre. Mir wurde elend zumute. War eine Zahl das letzte, das blieb? Aber ich merkte auch, dass ich mechanisch auf solche Angaben reagierte und murmelte: "ach so", "ja darum" oder verwundert "hätte ich nie gedacht", immer in Bezug auf die körperliche Fitness des alten Menschen. Eine Beleidigung.

Es wäre zu untersuchen, ob das auch so ist in Weltgegenden, wo die Entlassung aus dem Erwerbsleben nicht so streng geregelt ist. Denn bei uns wird man zuerst einmal von aussen alt gemacht, es tritt die Pensionierung ein, du verlierst von einem Tag auf den andern deine soziale Umgebung. Du versuchst nun, dich an der AHV zu freuen und am Ruhegehalt, insofern es genügend hoch ist. Auf alle Fälle bist du nun eine Seniorin. So sagt man. Arbeitest

du in einem Haus, das freundlich ist zu seinen Ehemaligen, wirst du jetzt zum Pensioniertenausflug - mit Werkbesichtigung, alte Kameraden! - eingeladen, der oberste Chef ist auch anwesend, schliesslich ist man sozial eingestellt; man ist sehr freundlich zu dir, besonders, wenn du früher das Maul auftatest und unangenehm auffielst: jetzt bist du mundtot, kannst nichts mehr schaden, das Arbeitsklima nicht mehr stören. Musst jetzt dankbar sein fürs Nette, das man dir bietet, Kaffee und Kuchen gibts auch und der Ausflugsocar gratis, selbstverständlich. Sollte es dir einfallen, nicht in nur goldenen Erinnerungen zu schwelgen, sondern die Dinge, wie früher, beim Namen zu nennen, heisst es: "die hat Ressentiments". In meinem Fall habe ich sie, und ich pflege sie auch.

Haben Hausfrauen, Mütter, Grossmütter es leichter, weil ihr Uebertritt ins Alter nicht so scharf markiert wird von aussen? Frauen, die im Familienverband blieben, werden meistens von den Kindern aufgeklärt, dass sie nun alt geworden sind. Kinder sagen: "du musst beim Abwaschen die Brille aufsetzen, diese Tasse ist nicht sauber". Oder sie sagen: "genau so redete die Urgrossmutter, damals".

Für die Betroffenen sind die Uebergänge fliessend, denn man wird nicht mit einem Schlag alt. Man kann ja auch nicht jeden Tag, beim Aufwachen, sich sein Alter auf sagen und sich nach dessen Schema fühlen. Und der Abbau der körperlichen Kräfte hat schon viel früher eingesetzt, der Vergeßlichkeit ist man längst, auf schlaue Weise, mit mehr Notizpapier und einem stets griffbereiten Schreibstift nachgekommen.

Altsein ist ein Zustand, den man erst allmählich erfasst. Ein Erschrecken manchmal, auch Furcht vor Verlusten, dem Verlieren von viel lieb Gewordenem. "Ich

verwechsle Strassen und Plätze", schrieb ein Freund und erklärte sich damit bankrott. Er fand sich nicht damit ab, nicht mehr dieselbe Leistung wie früher zu erbringen, er fühlte sich unnütz in einer Welt, die nur diese fordert, nichts anderes. Er gab auf. Hätte er zugewartet, wer weiss, ob er nicht beim ruhigen Abschreiten der Stadt neue Strassen, neue Plätze gefunden und ihnen andere Namen gegeben hätte, nicht die vorgegebenen.

Ist altsein lernbar? Ich halte wenig davon. Vor Jahren fragte ich bei Dichtern an, ich lernte William Butler Yeats, des Iren, Gedicht auswendig, das anfängt:

When you are old and gray and full of sleep
And nodding by the fire...

(Bist du einst alt und grau und voller Schlaf
und nickst am Feuer ein...)

Sehr schön, nicht wahr? Aber als dann die Graueit mich überfiel, fehlte mir das Kaminfeuer, und ich stellte fest, dass es oft besser ist, schlaflos zu liegen, als einzunicken; war ja auch niemand da, der unsereins Jugend besingt und dass wir einst schön gewesen. Es heisst höchstens "die sah wohl einst ganz gut aus", da weiss man, was es geschlagen hat (und ist doch innen drin dieselbe Person geblieben!). Soll man Simone de Beauvoir lesen, die "Das Alter" in einem grossen Werk offen und grausam genau darstellte? Merkwürdigerweise hat diese Feministin in ihrer Darstellung fast ausschliesslich Männer berücksichtigt, und berühmte, denn von den andern liegen keine Zeugnisse vor. Auf beste Weise nachdenklich stimmte mich der Satz von Djuna Barnes (aus "Nachtgewächs"), der meint, alt sein heisse "das Leben rückwärts werfen". Eine deprimierende Feststellung? Diese Worte bergen aber auch viel Befreiendes, sie haben auch zu tun mit Ballast abwerfen, vieles, das unnötig wurde, darf man hinter sich lassen. Und vor uns tut sich Raum auf. Raum, den wir auf unsere Weise füllen können. Freilich sind da die Ziele erstrebter Zukunft, auf die wir früher zustrampelten, nicht mehr vorhanden. No future. Das wiederum verbindet die Alten mit den Jungen heute, diese haben längst ihre Unzukunft einsehen

müssen. Alte und Junge verstehen sich gut, so merkwürdig das scheint: die Programme sind zusammengebrochen, Träume nehmen Gestalt an, sie erweisen sich als reich und manchmal als lebbar. Haben wir nicht Zeit dazu, endlich?

Wir werden nur dauernd gestört von der Geschäftswelt, die uns aufwertet, weil sie uns etwas verkaufen will - wir sind so zahlreich geworden und bilden, auch mit unsern sehr beschränkten Mitteln, eine Marktlücke - sie bietet uns spezielle Nahrung, Kosmetika für die reife Haut und Fitness fördernde Apparate an. Und gestört werden wir auch durch die Gesinnung der Institutionen, die hilfreich sein müssen - es auch sind, zugegeben - aber uns auch Fitness versprechen und uns klassieren und einteilen, wissen, was uns frommt, es uns auch mitteilen, unsere Bedürfnisse ausgetüfelt haben - alles, in vielen Sitzungen, Bemühungen, Budgetberatungen, Planen von Alterssiedlungen - alles das, Berge das, um uns loszuwerden, abzuschieben. (Selber wissen sie es nicht, die Aermsten, sie handeln gut). In der zürcherischen Zeitung WoZ las ich den Satz über die Alten: "Sie kosten nur und bringen nichts, dazu sind sie noch lästig." Das fasst alles zusammen. Dann aber, die Fortsetzung mit Ausrufezeichen "Welch eine Chance!". Noch einmal, weil alles drin liegt: "Sie kosten nur und bringen nichts - Welch eine Chance!" Das sind wir, und wir haben Möglichkeiten. Nur sind es Möglichkeiten, die unsere Umwelt nicht gern hat. Machen wir uns noch unbeliebter.

Haben Frauen es einfacher als Männer, mit dem Altern fertig zu werden? Weil Frauen zeit ihres Lebens Diskriminierungen hautnah erfahren, weil ihre Biographien nie so geradlinig verlaufen wie die männlichen, weil sie sich anpassen, weil sie kämpfen mussten, weils für sie Frauen oft anders verläuft als geplant, deshalb brechen Frauen beim Altwerden weniger zusammen. Sie sind gestählt für die letzte Lebensperiode, die gar nicht so sehr anders verläuft als die früheren. Nur tragen die Schwierigkeiten andere Vorzeichen. Wohl ihnen, wenn sie die Schwierigkeiten schon vorher durchschaut haben, wenn sie lernten,

auszurufen, zu pfeifen, sich zu wehren. Ausrufen kann man nämlich auch, wenn der Körper schwach wird. Nie vollständig eingeübt ins Rollenspiel, wird man auch die vorgeschriebene Altersrolle nicht unbeachtet übernehmen. Denn von Altersweisheit halte ich wenig. Lieber ist mir Brechts "Unwürdige Greisin" "La vielle ingrate", die nach einem kümmerlichen dienenden aufopfernden Leben plötzlich ihre eigenen Wege geht, sich vergnügt, das bisschen Geld ausgibt, eine Freundschaft pflegt und sich nicht anfechten lässt durch Hohn und Verachtung der andern. Ist ja wohl noch erträglicher, als falsch gesteuerte Barmherzigkeit.

N'oubliez pas votre colère, mes soeurs !

Résumé

par Laure Wyss

La vieillesse, le troisième âge, ce sont des choses dont les autres vous parlent. On a soi-même souvent de la peine à se faire à son nouveau statut. Car il est soudain, le passage sur l'autre planète, la planète de la vieillesse, quand on a exercé une profession et que l'on est mise à la retraite, que l'on se retrouve rentière et que l'on ne sert plus à rien. Du point de vue personnel tout se passe très progressivement. Chez les femmes qui ont une grande famille, la transition se fait en douceur, sans à-coups. Mais cela ne veut pas forcément dire qu'il soit moins difficile d'assumer la vieillesse, de constater que l'on n'a plus de valeur marchande, que l'on fait partie de la (très vaste) catégorie de ceux dont on dit: "Ça vit aux crochets de la société et ça a le culot de réclamer". Mais après ce qui sonne comme une condamnation, il faut ajouter, avec un point d'exclamation: "Quelle chance!" De nouvelles possibilités se présentent, des possibilités ignorées jusque-là, que l'on n'a même pas cherchées... L'impression d'un "no future", commun aux vieux et aux jeunes, est un terrain idéal pour les rêves, les revendications, la colère face au cloisonnement de la société.

(Traduction: Lise Knöpfel)

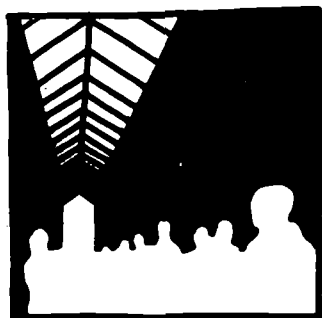
Non scordate la vostra rabbia, sorelle !

Riassunto

di Laure Wyss

A rammentarci che stiamo invecchiando ci pensano gli altri; sono loro che ci rilegano nei ranghi della "terza età". Noi stesse faticiamo non di rado a renderci conto della nuova situazione. Il passaggio all'altra sponda, territorio dei vecchi, risulta particolarmente drastico per chi svolgeva un'attività professionale dalla quale si trova d'un tratto catapultata nella condizione di pensionata e persona perfettamente superflua. Nella nostra consapevolezza, la transizione è graduale. D'altronde, per le donne inserite nella famiglia, l'invecchiamento costituisce un processo progressivo, non scandito da mutamenti netti e improvvisi. Ma anche per queste donne risulta difficile accettare di non avere più alcun valore di mercato e di essere annoverate in quel gruppo sempre più numeroso di persone delle quali si dice che "vivono a sbafo e perdipiù sono scomode". A un giudizio tanto distruttivo non ci resta che ribattere: "Che fortuna!", con tanto di punto esclamativo. Intesa è la fortuna di scoprire nuove prospettive, opportunità che un tempo manco si sarebbero percepite o semplicemente non c'erano. Il sentimento di assenza di futuro che oggi lega la vecchia e la nuova generazione crea spazio per sognare, protestare, dimostrare la propria rabbia contro l'odierno frazionamento della società.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)



Les vieillards qui ne constituent aucune force économique n'ont pas les moyens de faire valoir leurs droits : l'intérêt des exploités, c'est de briser la solidarité entre les travailleurs et les improductifs de manière que ceux-ci ne

soient défendus par personne. Les mythes et les clichés mis en circulation par la pensée bourgeoise s'attachent à montrer dans le vieillard un autre. « C'est avec des adolescents qui durent un assez grand nombre d'années que la vie fait des vieillards », remarque Proust ; ils gardent les qualités et les défauts de l'homme qu'ils continuent d'être. Cela, l'opinion veut l'ignorer. Si les vieillards manifestent les mêmes désirs, les mêmes sentiments, les mêmes revendications que les jeunes, ils scandalisent ; chez eux l'amour, la jalousie semblent odieux ou ridicules, la sexualité répugnante, la violence dérisoire. Ils doivent donner l'exemple de toutes les vertus. Avant tout on réclame d'eux la sérénité ; on affirme qu'ils la possèdent, ce qui autorise à se désintéresser de leur malheur. L'image sublimée qu'on leur propose d'eux-mêmes, c'est celle du Sage auréolé de cheveux blancs, riche d'expérience et vénérable, qui domine de très haut la condition humaine ; s'ils s'en écartent, alors ils tombent en dessous : l'image qui s'oppose à la première, c'est celle du vieux fou qui radote et extravague et dont les enfants se moquent. De toute façon, par leur vertu ou par leur abjection ils se situent hors de l'humanité. On peut donc sans scrupule leur refuser ce minimum qui est jugé nécessaire pour mener une vie d'homme.

La vieillesse n'est pas une conclusion nécessaire de l'existence humaine. Elle ne représente même pas, comme le corps, ce que Sartre a appelé la « nécessité de notre contingence ». Un grand nombre d'animaux meurent — tels les éphémères — après s'être reproduits, sans passer par un stade dégénératif. Cependant, c'est une vérité empirique et universelle qu'à partir d'un certain nombre d'années l'organisme humain subit une involution. Le processus est inéluctable. Au bout d'un certain temps, il entraîne une réduction des activités de l'individu ; très souvent, une diminution de ses facultés mentales et un changement de son attitude à l'égard du monde.

Le dernier âge a parfois été valorisé pour des raisons politiques ou sociales. Certains individus — par exemple, dans l'ancienne Chine, les femmes — ont pu y trouver un refuge contre la dureté de la condition d'adulte. D'autres s'y complaisent par une sorte de pessimisme vital : si le vouloir-vivre apparaît comme une source de malheur, il est logique de lui préférer une demi-mort. Mais l'immense majorité des hommes accueillent la vieillesse dans la tristesse ou la révolte. Elle inspire plus de répugnance que la mort même.

Et en effet, plus que la mort, c'est la vieillesse qu'il faut opposer à la vie. Elle en est la parodie. La mort transforme la vie en destin ; d'une certaine manière elle la sauve en lui conférant la dimension de l'absolu : « Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change. » Elle abolit le temps. Cet homme qu'on enterre, ses derniers jours n'ont pas plus de vérité que les autres ; son existence est devenue une totalité dont toutes les parties sont également présentes en tant que saisies par le néant. Victor Hugo, à la fois et à jamais, à 30 ans et 80. Mais quand il avait 80 ans, le présent vécu oblitérait le passé. Cette suprématie est attristante dans les cas — presque tous — où le présent est une dégradation ou même un démenti de ce qui a été. Les événements anciens, le savoir acquis gardent leur place dans une vie éteinte : ils ont été. Quand le souvenir s'effrite, ils sombrent dans une nuit dérisoire : la vie se défait maille après maille comme un tricot usé, ne laissant dans les mains du vieillard que des bouts de laine informes. Pis encore, l'indifférence qui l'a gagné conteste ses passions, ses convictions, ses activités : ainsi quand M. de Charlus ruine par un coup de chapeau l'orgueil aristocratique qui avait été sa raison d'être, quand Arina Pétrouva se réconcilie avec un fils haï. A quoi bon avoir tant travaillé si on s'aperçoit, selon le mot de Rousseau, qu'on a perdu sa peine, si on n'accorde plus aucun prix aux résultats obtenus ? Le mépris de Michel-Ange pour ses « pantins » est déchirant ; si nous l'accompagnons dans son dernier âge, nous éprouvons tristement avec lui la vanité de ses efforts. Mort, ces moments de découragement ne peuvent rien contre la grandeur de son œuvre. Tous les

vieillards ne sont pas démissionnaires. Beaucoup se distinguent au contraire par leur entêtement. Mais alors ils deviennent souvent des caricatures d'eux-mêmes. Leur volonté persévère par une espèce de force d'inertie, sans raison, ou même contre toute raison. Ils ont commencé par vouloir en vue d'une certaine fin. Maintenant ils veulent parce qu'ils ont voulu. D'une manière générale, chez eux, les habitudes, les automatismes, les scléroses se substituent aux inventions. Il y a du vrai dans ce mot de Faguet¹ : « La vieillesse est une comédie continue que joue un homme pour faire illusion aux autres et à lui-même et qui est comique par cela surtout qu'il joue mal. »

La morale prêche l'acceptation sereine des maux que la science et la technique sont impuissantes à supprimer : la douleur, la maladie, la vieillesse. Supporter courageusement cet état même qui nous diminue, ce serait, prétend-elle, une manière de nous grandir. A défaut d'autres projets, l'homme âgé pourrait s'engager dans celui-ci. Mais c'est jouer sur les mots. Les projets ne concernent que nos activités. Subir l'âge n'en est pas une. Grandir, mûrir, vieillir, mourir : le passage du temps est une fatalité.

Pour que la vieillesse ne soit pas une dérisoire parodie de notre existence antérieure, il n'y a qu'une solution, c'est de continuer à poursuivre des fins qui donnent un sens à notre vie : dévouement à des individus, des collectivités, des causes, travail social ou politique, intellectuel, créateur. Contrairement à ce que conseillent les moralistes, il faut souhaiter conserver dans le grand âge des passions assez fortes pour qu'elles nous évitent de faire un retour sur nous. La vie garde un prix tant qu'on en accorde à celle des autres, à travers l'amour, l'amitié, l'indignation, la compassion. Alors demeurent des raisons d'agir ou de parler. On conseille souvent aux gens de « préparer » leur vieillesse. Mais s'il s'agit seulement de mettre de l'argent de côté, de choisir l'endroit de sa retraite, de se ménager des *hobbies*, on ne sera, le jour venu, guère avancé. Mieux vaut ne pas trop y penser mais vivre une vie d'homme assez engagée, assez justifiée, pour qu'on continue à y adhérer même toutes illusions perdues et l'ardeur vitale refroidie.

Seulement ces possibilités ne sont accordées qu'à une poignée de privilégiés : c'est dans le dernier âge que le fossé se creuse le plus profondément entre eux-ci et l'immense majorité des hommes. En les compa-

rant, nous pourrions répondre à la question posée au début de ce livre : Qu'y a-t-il d'inéluctable dans le déclin des individus ? Dans quelle mesure la société en est-elle responsable ?

On l'a vu : l'âge où commence la déchéance sénile a toujours dépendu de la classe à laquelle on appartient. Aujourd'hui, un mineur est à 50 ans un homme fini tandis que parmi les privilégiés beaucoup portent allégrement leurs 80 ans. Amorcé plus tôt, le déclin du travailleur sera aussi beaucoup plus rapide. Pendant ses années de « survie », son corps délabré sera en proie aux maladies, aux infirmités. Tandis qu'un vieillard qui a eu la chance de ménager sa santé peut la conserver à peu près intacte jusqu'à sa mort.

Viellir, les exploités sont condamnés sinon à la misère, du moins à une grande pauvreté, à des logements incommodes, à la solitude, ce qui entraîne chez eux un sentiment de déchéance et une anxiété généralisée. Ils sombrent dans une hébétude qui se répercute dans l'organisme ; même les maladies mentales qui les affectent sont en grande partie le produit du système.

S'il conserve de la santé et de la lucidité, le retraité n'en est pas moins la proie de ce terrible fléau : l'ennui. Privé de sa prise sur le monde, il est incapable d'en retrouver une parce qu'en dehors de son travail ses loisirs étaient aliénés. L'ouvrier manuel ne réussit même pas à tuer le temps. Son oisiveté morose aboutit à une apathie qui compromet ce qui lui reste d'équilibre physique et moral.

Le dommage qu'il a subi au cours de son existence est plus radical encore. Si le retraité est désespéré par le non-sens de sa vie présente, c'est que de tout temps le sens de son existence lui a été volé. Une loi, aussi implacable que la *loi d'airain*, lui a permis seulement de reproduire sa vie et lui a refusé la possibilité d'en inventer des justifications. Quand il échappe aux contraintes de sa profession, il n'aperçoit plus autour de lui qu'un désert ; il ne lui a pas été donné de s'engager dans des projets qui auraient peuplé le monde de buts, de valeurs, de raisons d'être.

C'est là le crime de notre société. Sa « politique de la vieillesse » est scandaleuse. Mais plus scandaleux encore est le traitement qu'elle inflige à la majorité des hommes au temps de leur jeunesse et de leur maturité. Elle préfabrique la condition mutilée et misérable qui est leur lot dans leur dernier âge. C'est par sa faute que la déchéance sénile commence prématurément, qu'elle est rapide, physiquement douloureuse, moralement

1. Il a écrit contre la vieillesse un petit essai rageur : *Les Dix Commandements de la vieillesse*.

affreuse parce qu'ils l'abordent les mains vides. Des individus exploités, aliénés, quand leur force les quitte, deviennent fatalement des « rebuts », des « déchets ».

C'est pourquoi tous les remèdes qu'on propose pour pallier la détresse des vieillards sont si dérisoires : aucun d'eux ne saurait réparer la systématique destruction dont des hommes ont été victimes pendant toute leur existence. Même si on les soigne, on ne leur rendra pas la santé. Si on leur bâtit des résidences décentes, on ne leur inventera pas la culture, les intérêts, les responsabilités qui donneraient un sens à leur vie. Je ne dis pas qu'il soit tout à fait vain d'améliorer, au présent, leur condition ; mais cela n'apporte aucune solution au véritable problème du dernier âge : que devrait être une société pour que dans sa vieillesse un homme demeure un homme ?

La réponse est simple : il faudrait qu'il ait toujours été traité en homme. Par le sort qu'elle assigne à ses membres inactifs, la société se démasque ; elle les a toujours considérés comme du matériel. Elle avoue que pour elle seul le profit compte et que son « humanisme » est de pure façade. Au XIX^e siècle, les classes dominantes assimilaient explicitement le prolétariat à la barbarie. Les luttes ouvrières ont réussi à l'intégrer à l'humanité. Mais seulement en tant qu'il est productif. Les travailleurs vieillissent, la société s'en détourne comme d'une espèce étrangère.

Voilà pourquoi on ensevelit la question dans un silence concerté. La vieillesse dénonce l'échec de toute notre civilisation. C'est l'homme tout entier qu'il faut refaire, toutes les relations entre les hommes qu'il faut recréer si on veut que la condition du vieillard soit acceptable. Un homme ne devrait pas aborder la fin de sa vie les mains vides et solitaire. Si la culture n'était pas un savoir inerte, acquis une fois pour toutes puis oublié, si elle était pratique et vivante, si par elle l'individu avait sur son environnement une prise qui s'accomplirait et se renouvellerait au cours des années, à tout âge il serait un citoyen actif, utile. S'il n'était pas atomisé dès l'enfance, clos et isolé parmi d'autres atomes, s'il participait à une vie collective, aussi quotidienne et essentielle que sa propre vie, il ne connaîtrait jamais l'exil. Nulle part, en aucun temps, de telles conditions n'ont été réalisées. Les pays socialistes, s'ils s'en approchent un peu plus que les pays capitalistes, en sont encore bien éloignés.

Dans la société idéale que je viens d'évoquer, on peut rêver que la vieillesse n'existerait pour ainsi dire pas. Comme il arrive en certains cas privilégiés, l'individu, secrètement affaibli par l'âge, mais non pas apparemment diminué, serait un jour atteint d'une

maladie à laquelle il ne résisterait pas ; il mourrait sans avoir subi de dégradation. Le dernier âge serait réellement conforme à la définition qu'en donnent certains idéologues bourgeois : un moment de l'existence différent de la jeunesse et de la maturité, mais possédant son propre équilibre et laissant ouverte à l'individu une large gamme de possibilités.

Nous sommes loin de compte. La société ne se soucie de l'individu que dans la mesure où il rapporte. Les jeunes le savent. Leur anxiété au moment où ils abordent la vie sociale est symétrique de l'angoisse des vieux au moment où ils en sont exclus. Entre-temps, la routine masque les problèmes. Le jeune redoute cette machine qui va le happer, il essaie parfois de se défendre à coups de pavé ; le vieux, rejeté par elle, épuisé, nu, n'a plus que ses yeux pour pleurer. Entre les deux la machine tourne, broyeuse d'hommes qui se laissent broyer parce qu'ils n'imaginent pas même de pouvoir y échapper. Quand on a compris ce qu'est la condition des vieillards, on ne saurait se contenter de réclamer une « politique de la vieillesse » plus généreuse, un relèvement des pensions, des logements sains, des loisirs organisés. C'est tout le système qui est en jeu et la revendication ne peut être que radicale : changer la vie.



Simone de Beauvoir: La vieillesse 1+2.

Bibliographie - neuere Literatur seit 1980

- Backes, Gertrud: Frauen im Alter. Ihre besondere Benachteiligung als Resultat lebenslanger Unterprivilegierung. AJZ-Druck, Bielefeld, 1981.
- Backes, Gertrud/ Krüger, Dorothea (Hg.): Ausgedient? - Lebensperspektiven älterer Frauen. AJZ-Druck, Bielefeld, 1983.
- Backes, Gertrud/Schmachtenberg, Wolfram: Schichten- und geschlechtsspezifische Aspekte der Vorbereitung auf Alter und Ruhestand. Kohlhammer, Stuttgart, 1982.
- The Boston Women's Health Collective: Unser Körper - Unser Leben. Rowohlt, Reinbek b.Hamburg, 1980.
- Cadura-Saf, Doritt: Das unsichtbare Geschlecht. Frauen, Wechseljahre und Aelterwerden. Rowohlt, Reinbek b.Hamburg, 1983.
- Cyran, Wolfgang: Keine Angst vor den Wechseljahren. Econ, Düsseldorf, 1986.
- Coope, Jean: Wechseljahre. Orac, Wien, 1985.
- Däubler-Gmelin, Herta/Müller, Marianne: Wir sind auch noch da! Ältere Frauen zwischen Resignation und Selbstbewusstsein. Neue Gesellschaft, Bonn, 1985.
- Dehm-Hasselwander, Eva: Altwerden - ein Abenteuer. Wege zur Selbstverwirklichung. Katzmann, Tübingen, 1980.
- Dürscheid, Heinrich: Zwischen "Grauen Pantheren" und Ballsaal. Eine sozialpsychologische Studie zur Entwicklung einer "Subkultur" älterer Menschen am Beispiel selbstorganisierter Altengruppen. Profil, München, 1984.
- Eastmann, Mervyn: Gewalt gegen alte Menschen. Lambertus, Freiburg Br., 1985.
- Fischer, Erica: Jenseits der Träume. Kiepenheuer & Witsch, Köln, 1983.
- Heinemann-Knoch, Marianne/de Rijke, Johann/Schachtner, Christel: Alltag im Alter. Ueber Hilfsbedürftigkeit und Sozialisation. Campus, Frankfurt/New York, 1985.
- Keep, Pieter van/ Jaszmann, Laszlo: Die Wechseljahre der Frau. Econ, Düsseldorf, 1984.
- Klostermann, Helena: Alter als Herausforderung. Frauen über sechzig erzählen. Fischer, Frankfurt, 1985.
- Lehr, Ursula: Psychologie des Alterns. UTB, Hamburg, 1984.
- Madörin, Ernst: Wohnformen im Alter. Haupt, Bern, 1984.
- Meier, Rainer/Seemann, Hans J.: Die grauen Panther. Rebellion der Alten. Beltz, Basel/Weinheim, 1982.
- Meinhold, Marianne/Kunsemüller, Andrea: Von der Lust am Aelterwerden. Frauen nach der Midlife Crisis. Fischer, Frankfurt, 1985.
- Montet, Elisabeth: Risse. Ueber das Aelterwerden von Frauen. Focus, Giessen, 1981.

- Onken, Julia: Feuerzeichenfrau. Ein Bericht über die Wechseljahre. Alkestis Verlag, Kreuzlingen, 1987.
- Reitz, Rosetta: Wechseljahre. Ermutigung zu einem neuen Verständnis. Rowohlt, Reinbek b. Hamburg, 1980.
- Riemann, Fritz: Die Kunst des Alterns. Kreuz, Stuttgart, 1981.
- Rupp, Heinz G.: Soziale Kompetenz im Alter. Selbstsicherheit und Selbstsicherheits-training bei alleinstehenden Frauen. Münster, 1984.
- Rosenmayr, Leopold: Die späte Freiheit: das Alter, ein Stück bewusst gelebten Lebens. Severin u. Siedler, Berlin, 1983.
- Schmitt, Marianne: Fliegende Hitze. Frauen durchleben Wechseljahre. Fischer, Frankfurt, 1986.
- Weinbach, Irmgard: Alter und Altern. Zur Begründung eines gerontologischen Ansatzes. Diesterweg, Frankfurt, 1983.
- Willhauk, Lore: Frausein im Alter. Benachteiligung oder Chance. Königshausen + Neumann, Würzburg, 1986.
- Markson, Elizabeth W. (ed.): Older Women. Issues and Prospects. Lexington Books, Lexington, Mass., 1983.
- Doucet, Geneviève/Elia, David: La ménopause oubliée. Femme pour toujours. Hachette, 1985.
- Publications de la Fondation Nationale de Gérontologie:
 Education permanente au-delà de soixante ans. 1980.
 Isolement et solitude. 1983.
 Loisir et personnes âgées. 1980.
 Médias et personnes âgées. 1981.
 Politique de la vieillesse. 1980.
 Psychologie et vieillissement. 1982.
 Questions sur la retraite. 1982.
 Vieillesse et mort. 1980.
- Gilliand, Pierre: Rentiers AVS. Une autre image de la suisse. Réalités sociales, Lausanne, 1983.
- Gilliand, Pierre (ed.): Vieillir aujourd'hui et demain. Réalités sociales, Lausanne, 1982.
- Paillat, Paul: Vieillissement et vieillesse. P.U.F., 1982.
- Pequignot, Henri: Vieillir et être vieux. Vrin, 1981.
- Tamborini, Alain: La ménopause. La cinquantaine sans crainte. Marabout Allieur, 1987.
- Thiriet, Michèle/Kepes Suzanne: Femmes à 50 ans. Edition du Seuil, 1981.

Zur Revision des Pornografieartikels

von Jeanne DuBois

Der Vorschlag der Expertenkommission zur Lockerung des Veröffentlichungsverbot für Pornographie schlug 1982/1983 hohe Wellen und stiess fast einhellig auf Ablehnung bei den Vernehmlassungsadressaten. In der Folge wurde es stiller um den Entwurf, nicht aber um die Pornografie. Es setzte eine sog. Säuberungswelle ein, mit der den heute geltenden Bestimmungen des Strafgesetzbuches namentlich im Kanton Zürich vermehrt Nachachtung verschafft und Auswüchse von Sexläden und des Sexgewerbes in Wohnquartieren eingedämmt werden sollte. Die Signalwirkung auf weitere Kantone blieb nicht aus.

Die Auseinandersetzung um die Frage der Straflosigkeit der Vergewaltigung in der Ehe, d.h. die Frage nach dem Selbstbestimmungsrecht der Frau auch in der Ehe, war in den bisherigen Diskussionen zur Sexualstrafrechtsrevision - so auch in der Debatte des Ständerates im Juni dieses Jahres - Hauptthema. Die Reform des Pornografieartikels warf praktisch keine Fragen auf, galt als marginal. Eine Grundsatzerdebatte blieb aus: Das Tabu Sexualität wurde nicht enttabuisiert. Welche Diskussion hätte jedoch geführt werden können?

Nach den heute geltenden Gesetzesbestimmungen (vgl. S.61f.) umfasst das Verbot unzüchtiger Veröffentlichungen u.a. folgendes:

Art. 204 StGB

Dieses Delikt lässt sich dem Gesetzestext entsprechend auf verschiedene Weise und mit verschiedenen Mitteln, wie bspw. Schriften, Bilder, Inserate, Filme, Kassetten, Gegenstände etc. begehen. Mit "Veröffentlichung" ist gemeint, dass der unzüchtige Gegenstand oder Inhalt "beliebigen Dritten" zugänglich gemacht wird. Im Gegensatz hiezu ist das Zugänglichmachen von pornografischem Material im privaten Kreise - sei es im Familien-, Freundes- oder Bekanntenkreis (am Stammtisch) erlaubt - es sei denn, die Personen seien unter 18 Jahren.

Eine Definition des Begriffes "unzüchtig" finden wir im Gesetzestext nicht. Es handelt sich um einen unbestimmten Rechtsbegriff, der inhaltlich der Ausfüllung bedarf und vom Bundesgericht denn auch ausgelegt wurde. Bekanntlich sind die Anschauungen gerade in diesem Bereich nicht konstant, ändern sich im Laufe der Zeit. Es wird daher nachfolgend lediglich auf die vom Bundesgericht in den letzten Jahren aufgestellten Beurteilungskriterien eingegangen.

Die Entscheide erhellen, dass mit "unzüchtig" nicht nur jene Veröffentlichungen gemeint sind, die "auf den normal empfindenden Betrachter geschlechtlich aufreizend wirken oder Abscheu und Widerwillen in ihm erregen". Es geht darum, den "Anstand in geschlechtlichen Dingen überhaupt zu wahren" (BGE 89 IV 1987), d.h. um den Schutz des allgemeinen Sittlichkeits- und Schamgefühls. Unzüchtig ist demnach eine Veröffentlichung, die "in nicht leicht zu nehmender Weise gegen das Sittlichkeitsgefühl in geschlechtlichen Dingen verstösst" (BGE 96 IV 69; 100 IV 235 f).

Es hat sich eine Praxis zu einzelnen Mitteln solch unzüchtiger Veröffentlichungen entwickelt. Diese verdeutlicht die Schwierigkeit und auch Fragwürdigkeit des Umganges mit Pornografie, weshalb kurz darauf eingegangen wird:

Unzüchtige Filme:

Das Bundesgericht meint, "die für eine Gemeinschaft wesentlichen sittlichen Werte sollen nicht durch unzüchtige Veröffentlichungen nach Art der gezeigten Filme gefährdet werden, welche die Betätigung des Geschlechtstriebes aus der Intimsphäre loslösen und zum Gegenstand sexueller Schaulust machen" (BGE 100 IV 236). Massstab für die Frage, ob ein Film unzüchtig ist, sind die durchschnittlichen sittlichen Anschauungen in schweizerischen Verhältnissen. Die laxere Einstellung desjenigen, der wiederholt Sexfilme anschaut und andererseits die Ueberempfindlichkeit puritanischer Bevölkerungskreise sind nicht relevant (BGE 103 IV 98). Sodann kommt es auf den Gesamteindruck des Filmes an, nicht auf einzelne Szenen oder auf je einzelne Empfindungen, die die Darstellenden äussern.

Schliesslich ist auch der Genre der in einem Kino üblicherweise vorgeführten Filme nicht ausschlaggebend: Bestraft wurde nämlich z.B. ein Eigentümer und Leiter eines Kinos, der den fraglichen Film in einem auf Sexfilme spezialisierten Kino zeigte. Die Zuschauer wussten somit, was sie erwartete; das Publikum ist zudem in der Werbung für den Film auf den Charakter des Filmes hingewiesen, quasi 'gewarnt' worden (BGE 99 IV 249 f.).

Pornografische Hefte:

Auffassung des Bundesgerichtes ist es hier, dass das Gericht im einzelnen anzuführen hat, welche Abbildungen und Textstellen als unzüchtig gewürdigt werden. Indes ist auch da zur definitiven Beurteilung der Unzüchtigkeit des Heftes der Gesamteindruck entscheidend (BGE 89 IV 198).

Wissenschaftliche/künstlerische Werke: Nach Meinung des Bundesgerichtes ist die Darstellung resp. Beschreibung des Körpers und geschlechtlicher Vorgänge nicht unzüchtig, wenn wissenschaftliche oder künstlerische Interessen vorherrschen. In der Kunst haben gerade ästhetische Interessen zu überwiegen; es kommt dabei weniger auf die Einzelheiten an als auf den Gesamteindruck, den das Werk beim Publikum resp. der Leserschaft hinterlässt. Der Vertrieb erotischer Literatur wurde verboten, wenn diese beim Leser entweder lediglich Lust verschaffen oder Ekel und Widerwillen erregen können. Alter, Begleitumstände des Werkes sind zu berücksichtigen, sodann auch bspw. ob Witz und Ironie Teil des Inhaltes sind...die "Witzlosigkeit" sei gerade Merkmal obszöner Literatur. Daraus ist zu sehen, dass für wissenschaftliche und v.a. künstlerische Gestaltungen ein grösserer Freiraum gewährt wird.

Art. 212 StGB

Dieser Artikel (vgl. S. 61f) verdeutlicht den Jugendschutzgedanken. Er überschneidet sich teils mit und ergänzt Art. 204 Ziffer 2 StGB, indem schon unsittliche Schriften und Bilder erfasst werden, nicht erst "unzüchtige". Es genügt auch, dass die unsittlichen Schriften geeignet sind, Jugendliche bis 18 Jahren in ihrer sittlichen oder gesundheitlichen Entwicklung "durch Ueberreizung oder Irreleitung des Geschlechtsgefühls" zu gefährden. Eine eigentliche Zurkenntnisnahme durch die Jugendlichen ist gar nicht nötig.

Indes hat auch da die Aenderung in den Anschauungen Einzug gehalten. Die öffentliche Ausstellung von Fotos von Striptease-Tänzerinnen bspw. genügen nicht für ein Verbot (BGE 103 IV 173 f.).

Zu dieser Rechtsprechung der letzten Jahre sei folgendes vermerkt:

Die Rechtsprechung nimmt als Massstab für die Unzüchtigkeit das "durchschnittliche Empfinden" des Schweizerbürgers, dessen "landläufige Auffassung" (BGE 99 IV 57 f.). Das Wissen um diese Anschauung des

Schweizerbürgers entnehmen die Bundesrichter ihren eigenen Anschauungen und Lebenserfahrungen. Sie stützen sich weder auf soziologische Untersuchungen - da es nicht Aufgabe des Richters sei, die Unzüchtigkeit einer Veröffentlichung durch eine Meinungsumfrage über das sittliche Empfinden eines Durchschnittsbürgers zu ermitteln (BGE 103 IV 97) - noch ziehen sie Standardwerke der Sexualkunde bei. Diese Richtschnur ist äusserst fragwürdig. Es wundert daher nicht, dass bspw. in der Rechtsprechung ein viel strengerer Massstab bei der Beurteilung von homosexuellen oder lesbischen Darstellungen zur Anwendung gelangt mit der Begründung, die Mehrheit der Bevölkerung lehne solche Darstellungen ab... (vgl. Kriminalstatistik 1967, S. 377, 491, 541, 601, 659 f.).

Trotz der Erkenntnis, dass die zeitbedingten Anschauungen der Allgemeinheit zu Sitte und Moral sich verändert haben, und sich seit einiger Zeit ein Wandel in der Einstellung zur Sexualität vollzogen hat, ist die Rechtsprechung nicht viel toleranter geworden. Nur für Fälle, die "nicht unter die eigentliche Pornografie fallen", wird eine zurückhaltendere Anwendung des Gesetzes nahegelegt (BGE 109 IV 121 f.). Die Toleranzgrenze sei dort weiter zu ziehen, wo es sich um einen Grenzfall handelt (BGE 100 Ib 383 f.).

Zur Revision (neu Art. 197 StGB, vgl. S. 61f.)

Die Expertenkommission ging davon aus, sich mit dem Sexualstrafrecht grundsätzlich nicht in private Verhältnisse einmischen zu wollen. "Es kann sich ... nicht mehr darum handeln, sexuelles Verhalten als solches unter Strafe zu stellen oder bestimmte moralische Auffassungen mit den Mitteln des Strafrechtes durchzusetzen (Erläuternder Bericht, S. 54).

Demzufolge schlug die Kommission denn auch vor, von Strafnormen abzusehen, die das Rechtsgut "Sittlichkeit" schützen. Wohl aber führt der Gedanke des Jugendschutzes zu einer einschränkenden Strafnorm. Erst von einem bestimmten Alter an (14 Jahre, entsprechend dem Vorschlag

der Kommission - 16 Jahre laut bundesrätlichem Entwurf) soll es jeder Person freistehen zu entscheiden, was sie zur Kenntnis nehmen will oder nicht. Die von der Kommission neu aufgenommene Unterscheidung zwischen weicher und harter Pornografie übernahm auch der Bundesrat. Unter harter Pornografie fallen Darstellungen, die geschlechtliche Handlungen mit Tieren, Kindern, menschlichen Ausscheidungen und Gewalttätigkeiten verbinden. Harte Pornografie soll Jugendlichen unter 18 Jahren nicht zugänglich gemacht werden, so die Kommission. Der Bundesrat ging in seinem Entwurf weiter: Harte Pornografie soll grundsätzlich allen Personen nicht zugänglich sein (Botschaft, S. 83), auch nicht im privaten Kreise.

Der Ständerat ist in der Sommersession dem bundesrätlichen Vorschlag in bezug auf den Pornografieartikel in allen Punkten gefolgt.

Was ist damit erreicht?

Die Festlegung des Schutzalters und damit auch des Alters für den Zugang zu weichen pornografischen Artikeln ist Anschauungssache. Die Kommission hatte gute Gründe für ihren Vorschlag der Herabsetzung auf 14 Jahre. Fragwürdig ist vielmehr der Aspekt im Vorschlag von Bundesrat und Ständerat, Sitte und Anstand auf dem Gebiet der Sexualität doch noch strafrechtlich durchsetzen zu wollen: Bei der harten Pornografie hat diese Auffassung mit dem generellen Verbot wieder Einzug gehalten. Der Strafrichter sollte jedoch nicht Sittenrichter sein. Es wäre deshalb für harte Pornografie anstelle des Verbots lediglich eine Altersgrenze unter Hinweis auf den Jugendschutz (Schutzalter) zu fordern.

Fragwürdig bleibt aber noch ein ganz anderer Punkt: In all den Debatten ist kein Wort über den Sexismus in der Pornografie gefallen. Sexistische Pornografie beinhaltet, Frauen rein zur Ware zu reduzieren und als Objekt darzustellen, Frauen auf entwürdigende und frauenverachtende Weise zu behandeln. Die Darstellung von Sexualität und Pornografie

ist als solche nicht abzulehnen.

Grundsätzlich könnten sexistische Darstellungen unter dem Begriff "harter Pornografie" subsumiert werden. Indes hält da auch wieder der Strafrichter Einzug in private Verhältnisse. Es ist nach anderen Lösungsmöglichkeiten zu suchen. Die eine wäre der Weg des Persönlichkeitsschutzes (Art. 28 ZGB): Die Persönlichkeit der Frau als geschütztes Rechtsgut. Sexistische Pornografie verletzt die Persönlichkeit, die Würde der Frau. Jede Frau soll daher den Rechtsschutz von Art. 28 ZGB anrufen können. Dabei ist Frauenorganisationen (ideelle Verbände) die Möglichkeit der Verbandsklage einzuräumen. Beides ist m.E. im Rahmen von Art. 28 ZGB ohne Gesetzesänderung möglich, wird aber jeweils in der Rechtsprechung bislang verneint. Nötigenfalls kann eine Ergänzung des Gesetzes vorgenommen werden. In einem ganz andern Rechtsgebiet, in einem beschränkten Anwendungsbereich des Umweltschutzgesetzes wurde diese Erweiterung (Beschwerdemöglichkeit) für ideelle Verbände vorgenommen. Frauenverachtende Veröffentlichungen verletzen das sittliche Empfinden der Frauen, die kollektive Frauenwürde, stellen eine Diffamiation des ganzen Geschlechts dar.

Ein weiterer, endlich in die Diskussion einzuführender Weg ist der Erlass eines neuen Gesetzes, eines Anti-Sexismus-Gesetzes, das über den engen Rahmen der Pornografie hinausreichte und frauendiskriminierende Darstellungen in der Werbung und in anderen Veröffentlichungen miteinbezöge. Sexistisch-diskriminierende, privat und öffentlich zugängliche Publikationen sollen verfolgt werden können, da sie die Persönlichkeit der Frau verletzen. Vorzusehen ist für jede einzelne Frau wie auch für ideelle Verbände der Anspruch auf Feststellung der Widerrechtlichkeit der sexistischen Publikation, auf Unterlassung und Beseitigung des rechtswidrigen Zustandes (das Verbot weiterer Publikation), auf Schadenersatz und v.a. auf Genugtuung. Erfolgt die sexistische Publikation in der Presse, kann die Haftung der Presse (bspw. der verantwortliche Redaktor oder der Leiter der Inseratenabteilung) vorge-

sehen werden. Der rechtliche Schutz ist auch im Rahmen vorsorglicher Massnahmen vorzusehen. Bei der Behandlung einer entsprechenden Klage haben die zuständigen Richterinnen resp. Richter eine für das vorherrschende (männliche) Verständnis heikle Güterabwägung vorzunehmen: Die Meinungsäusserungsfreiheit der Männer (die Freiheit der Publikation sexistischer Pornografie, bzw. Werbung) versus den Anspruch auf Persönlichkeitsschutz der Frauen.

Bibliographie

Vorentwurf der Expertenkommission für die Revision des Strafgesetzbuches, Bern 1977.

Erläuternder Bericht zu den Vorentwürfen der Expertenkommission für die Revision des Strafgesetzbuches, Bern 1977.

Botschaft des Bundesrates über die Aenderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes (Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben, gegen die Sittlichkeit und gegen die Familie, vom 26.6.1985; BBl 1985 II 1073).

Ludwig A. Minelli, Obszönes vor Bundesgericht, Hecht-Verlag, Zürich 1981.

Hans-Peter Müller, Die strafrechtliche Beurteilung der unzüchtigen Veröffentlichungen (Art. 204 StGB), Diss. Zürich 1968.

Prüdografie. Diverse Artikel anonymen AutorInnen, Zürich 1984.

Günter Stratenwerth, Schweizerisches Strafrecht, Besonderer Teil II, 3. Auflage, Bern 1984, S. 66 f.

Ursula Streckeisen, Für oder gegen Pornographie? Eine falsch gestellte Frage, in: Basler Zeitung, 13.11.1982.

Ellen Willis, Feminismus, Moralismus und Pornographie, in: Snitow/Stansell/Thompson (Hg.), Die Politik des Begehrens, Sexualität, Pornographie und neuer Puritanismus in den USA, Berlin 1985.

Révision du droit pénal en matière sexuelle; l'article sur la pornographie
Résumé

de Jeanne DuBois

Très controversée en 1982/83, la proposition de la commission d'experts tendant à libéraliser l'interdiction qui frappe les publications pornographiques (obscènes) a été rejetée à la quasi-unanimité lors de la procédure de consultation. Pendant les débats au Conseil des Etats en juin 1987, la révision de l'article sur la pornographie - contrairement à la question du viol entre époux - a été fort peu discutée; elle a été considérée comme marginale, malgré les questions de principe qu'elle soulevait.

Selon la loi en vigueur, l'interdiction qui frappe les publications obscènes peut être cernée de la façon suivante:

Art. 204 CPS

Ce délit peut être commis - comme le précise la loi - de différentes manières et avec divers moyens, tels que des écrits, images, annonces, films, bandes magnétiques, objets, etc. Par "publication", on entend un objet ou un contenu obscène qui est rendu accessible "à un tiers quelconque". Chacun est toutefois libre de faire circuler du matériel pornographique au sein de sa famille, de ses amis et connaissances, à condition que ces personnes aient 18 ans révolus.

La loi ne définit pas la notion d'obscène. Selon le Tribunal fédéral, l'obscénité n'est pas uniquement applicable aux films, aux magazines pornographiques et aux livres érotiques qui donnent l'impression à un observateur de sensibilité normale d'être sexuellement provocants ou de susciter horreur et répugnance. Il s'agit aussi de protéger le sens moral et la pudeur. Une publication est donc obscène lorsqu'elle blesse le sentiment de la décence sexuelle

d'une manière non insignifiante.

Art. 212 CPS

Cet article traite de la protection des adolescents. Il reprend partiellement l'article 204, 2e alinéa, tout en le complétant, dans la mesure où il s'applique aux écrits et images "immoraux" et non pas seulement aux "publications obscènes".

La jurisprudence prend pour critère de l'obscénité l'éthique du citoyen moyen. L'avis et l'expérience personnels des juges sont déterminants en la matière; or pour se faire une opinion, ces derniers ne se basent ni sur des recherches sociologiques, ni sur des ouvrages de référence, de sorte qu'en dépit de l'évolution des moeurs, la jurisprudence n'est pas devenue beaucoup plus tolérante.

La révision (le nouvel article 197 CPS)

La commission d'experts chargée de la révision du droit pénal en matière sexuelle est partie du principe que la loi n'a pas à se mêler des relations privées. Elle a proposé de renoncer à des dispositions visant à protéger "les moeurs". C'est uniquement la volonté de protéger la jeunesse qui l'a incitée à édicter une disposition pénale restrictive: les publications obscènes ne seront librement accessibles qu'à partir d'un certain âge (selon la commission 14 ans, selon le projet du Conseil fédéral 16 ans). La distinction introduite par la commission entre la pornographie dite "douce" et celle dite "dure" a été acceptée par le Conseil fédéral. Le terme de pornographie dure s'applique à la représentation d'actes d'ordre sexuel avec des enfants, des animaux, des excréments humains ou à de tels actes associés à de la violence. Selon la commission, la pornographie "dure" ne peut être accessible aux adolescent

moins de 18 ans. Le projet du Conseil fédéral va encore plus loin: la pornographie "dure" doit être complètement interdite, même dans les cercles privés. Lors de la session de juin, le Conseil des Etats a entièrement suivi la proposition du Conseil fédéral.

A quoi aboutit la révision?

La fixation de l'âge limité le protection et, a fortiori, de l'âge auquel l'accès à la pornographie douce est autorisé, est une question d'appréciation. De nombreuses raisons justifieraient une réduction de l'âge limité à 14 ans. La proposition du Conseil fédéral et du Conseil des Etats est toutefois contestable, puisqu'elle tente de préserver, par le biais de dispositions pénales, une certaine morale et une certaine décence en matière sexualité, en interdisant complètement la pornographie "dure". Là aussi, l'introduction d'un âge minimum afin de protéger la jeunesse suffirait pour atteindre le but visé.

Il est également contestable de taire le sexisme qui s'exprime dans la pornographie. La représentation de la sexualité et de la pornographie ne doit pas être rejetée comme telle, alors que la pornographie sexiste, où la femme est réduite à un objet, est une manière dégradante et méprisante de la traiter. Mais le juge en matière pénale ne doit pas agir comme juge des mœurs ou de l'antisexisme, il ne doit pas se mêler des relations privées. Dès lors, une des solutions envisageables serait de se référer à la protection de la personnalité (art. 28 CC), de considérer la personnalité de la femme comme un bien juridiquement protégé, tout en donnant aux associations féminines la possibilité de recourir. Une autre solution consisterait dans la promulgation d'une loi contre le sexisme. Cette mesure permettrait de sortir du contexte (étroit) de la pornographie. Car la présentation de femmes-objets, réduites à leur fonction sexuelle se trouve aussi dans la publicité et dans d'autres publications.

Note riguardanti la revisione dell'articolo concernente la pornografia. Riassunto

di Jeanne DuBois

Quando venne avanzata dalla commissione peritale nel 1982/83, la proposta di ampliare i limiti di tolleranza per le pubblicazioni pornografiche suscitò immenso scalpore e finì per essere quasi unanimemente respinta in sede di consultazione. Nel corso del dibattito svoltosi nel giugno 1987 in Consiglio degli Stati, la revisione dell'articolo concernente la pornografia - contrariamente alla questione della violenza carnale nell'ambito della coppia sposata - non ha sollevato problemi ed è stata degnata di ben poca attenzione, nonostante che tangesse questioni fondamentali.

In virtù dei disposti in vigore, il divieto che colpisce le pubblicazioni oscene comprende tra l'altro quanto segue:

Art. 204 CP:

Conformemente al testo della legge, detto delitto può essere perpetrato in vario modo e con vari mezzi (p.es. scritti, immagini, inserzioni, pellicole cinematografiche, fonocassette, oggetti ecc). Il termine di "pubblicazione" sta a indicare che l'oggetto o il contenuto pornografici sono diffusi a "terzi non meglio precisati". Per contro, è lecito rendere accessibile del materiale pornografico alle persone facenti parte di una cerchia privata (famiglia, amici, conoscenti), purché tra esse non vi siano giovani di età inferiore ai 18 anni.

Il testo della legge non offre alcuna definizione del concetto di "osceno". Nell'interpretazione del Tribunale federale, il termine se addice non solo a pellicole cinematografiche, fumetti, riviste o libri aventi un contenuto erotico che "nell'osservatore di normale sensibilità

sovraeccitano l'istinto sessuale o provocano avversione e ribrezzo", ma va esteso alla tutela dei buoni costumi e della decenza generali. Oscena in questo senso sarebbe una pubblicazione che "offenda in modo grave il sentimento morale relativo alla sfera sessuale".

Art. 212 CP:

Questo articolo chiarisce il concetto della tutela dei fanciulli e degli adolescenti. In parte si sovrappone all'art. 204 cifra 2 CP, e in parte lo completa poiché contempla anche immagini e scritti che offendono la decenza, e non solo quelli "osceni".

Quale metro per giudicare del contenuto pornografico, la giurisprudenza si serve del "sentimento morale medio" del cittadino svizzero. Determinanti si rivelano in verità le opinioni e l'esperienza di vita dei giudici. Ma costoro non si fondano né su studi sociologici né su opere basilari in questo particolare campo, sicché, malgrado il mutamento degli atteggiamenti nei confronti della sessualità, la giurisprudenza non si è ancora aperta a maggiore tolleranza.

La revisione - art. 197 CP, nuovo:

La commissione peritale è partita dal presupposto di evitare per principio un'ingerenza del diritto penale in materia sessuale nei rapporti privati. Essa suggerì di rinunciare a norme penali che tutelassero il bene giuridico della "moralità". Una norma limitativa è prevista solo ai fini della tutela dei fanciulli e degli adolescenti. Le pubblicazioni pornografiche non dovrebbero pertanto essere accessibili liberamente a ogni persona che a partire da una certa età (14 anni negli intendimenti della commissione; 16 anni secondo il disegno del Consiglio federale). La distinzione tra pornografia "dolce" e "dura" avanzata dalla commissione è stata ripresa anche dal Consiglio federale. Per pornografia dura si intendono le

rappresentazioni di atti sessuali con animali, fanciulli, escrementi umani e quelle di atti di violenza. Tale forma di pornografia sarebbe dovuta rimanere, secondo la commissione, preclusa ai minori di 18 anni. Il Consiglio federale è andato oltre, vietando per tutti l'accesso alla pornografia dura, che non dovrà circolare neppure nelle cerchie private. Il Consiglio degli Stati, nella sua seduta di giugno, ha accolto tutte le proposte avanzate dal Consiglio federale.

A che punto siamo?

L'età protetta e, con essa, l'età per accedere a del materiale pornografico dolce sono fatti d'opinione. Vi sono buone ragioni a favore di un abbassamento a 14 anni. Discutibile, nella versione del Consiglio federale e del Consiglio degli Stati, rimane la volontà di tutelare moralità e decenza in materia sessuale per mezzo del divieto imposto alla diffusione della pornografia dura; mentre sarebbe bastato prevedere un limite d'età a tutela dei giovani (età protetta). Discutibile rimane inoltre il silenzio nel quale fu avvolto il sessismo in campo pornografico. La raffigurazione della sessualità e la pornografica non sono da respingere in quanto tali, bensì in quanto raffigurazioni pornografiche a carattere sessista, nelle quali la donna, ridotta allo stato di oggetto, viene trattata nel più avvilente e denigrante dei modi. Non occorre che il giudice si trasformi in custode della moralità e denunciatore del sessismo; non occorre neppure che si immischi nei rapporti privati. La soluzione va piuttosto ricercata attraverso la tutela della personalità (art. 28 CC): la personalità della donna quale bene giuridico tutelato, dove alle organizzazioni femminili andrebbe riconosciuta la facoltà di costituirsi come parte per sporgere querela collettiva. Un'altra soluzione è ravvisabile nella promulgazione di una legge contro il sessismo - un atto che mirerebbe ben oltre lo stretto limite della pornografia: la raffigurazione di donne spersonalizzate, ridotte a uso sessuale è corrente nella pubblicità e in pubblicazioni d'altro tipo.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)

Schweizerisches Strafgesetzbuch vom 21. Dezember 1937

Art. 204

Unzüchtige
Veröffent-
lichungen

1. Wer unzüchtige Schriften, Bilder, Filme oder andere unzüchtige Gegenstände herstellt oder vorrätig hält, um damit Handel zu treiben, sie zu verbreiten oder öffentlich auszustellen,

wer solche Gegenstände zu den genannten Zwecken einführt, befördert oder ausführt oder sonstwie in Verkehr bringt,

wer solche Gegenstände öffentlich oder geheim verkauft, verbreitet, öffentlich ausstellt oder gewerbsmässig ausleiht,

wer, um die verbotene Verbreitung oder den verbotenen Vertrieb zu fördern, ankündigt oder sonstwie bekannt gibt, dass sich eine Person mit den genannten strafbaren Handlungen befasst,

wer ankündigt oder bekannt gibt, wie und durch wen die genannten Gegenstände unmittelbar oder mittelbar bezogen werden können,

wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

2. Wer solche Gegenstände einer Person unter 18 Jahren übergibt oder vorzeigt, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

3. Der Richter lässt die unzüchtigen Gegenstände vernichten.

Art. 212

Wer Schriften oder Bilder, die geeignet sind, die sittliche oder gesundheitliche Entwicklung der Kinder und Jugendlichen durch Überreizung oder Irreleitung des Geschlechtsgefühls zu gefährden, in Auslagen, Schaufenstern oder andern von der Strasse aus sichtbaren Orten ausstellt,

Gefährdung
Jugendlicher
durch unsittliche
Schriften
und Bilder

wer solche Bilder oder Schriften Personen unter 18 Jahren anbietet, verkauft oder ausleiht,

wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

Art. 204

Publications
obscènes

1. Celui qui aura fabriqué ou détenu des écrits, images, films ou autres objets obscènes en vue d'en faire le commerce ou la distribution ou de les exposer en public,

celui qui, aux fins indiquées ci-dessus, aura importé, transporté, ou exporté de tels objets, ou les aura mis en circulation d'une manière quelconque,

celui qui en aura fait le commerce public ou clandestin, où les aura distribués ou exposés en public, ou fera métier de les donner en location,

celui qui aura annoncé ou fait connaître par n'importe quel moyen, en vue de favoriser la circulation ou le trafic prohibés, qu'une personne se livre à l'un quelconque des actes punissables prévus ci-dessus,

celui qui aura annoncé ou fait connaître comment et par qui de tels objets peuvent être obtenus directement ou indirectement, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. ¹⁾ Celui qui aura remis ou exhibé de tels objets à une personne âgée de moins de 18 ans sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

3. Le juge ordonnera la destruction des objets.

Art. 212

Celui qui aura exposé à un étalage, dans une vitrine ou en quelque autre lieu visible de la rue des écrits ou des images de nature à compromettre le développement moral ou physique des enfants et des adolescents en surexcitant ou en égarant leur instinct sexuel,

Mise en danger
de mineurs
par des images
ou écrits
immoraux

celui qui aura offert, vendu ou prêté de tels écrits ou images à une personne âgée de moins de 18 ans, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Entwurf des Bundesrates vom 26. Juni 1985

Art. 197 (204, 212)

4. Pornographie

1. Wer pornographische Schriften, Ton- oder Bildaufnahmen, Abbildungen, andere Gegenstände solcher Art oder pornographische Vorführungen einer Person unter 16 Jahren anbietet, zeigt, überlässt oder zugänglich macht,

oder durch Radio oder Fernsehen verbreitet, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

2. Wer Gegenstände oder Vorführungen im Sinne von Ziffer 1 öffentlich ausstellt oder zeigt oder sie sonst jemandem unaufgefordert anbietet, wird mit Busse bestraft.

Die Kantone können für Kinovorführungen einschränkendere Bestimmungen vorsehen.

3. Wer Gegenstände oder Vorführungen im Sinne von Ziffer 1, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Ausscheidungen oder Gewalttätigkeiten zum Inhalt haben, herstellt, einführt, lagert, in Verkehr bringt, anpreist, ausstellt, anbietet, zeigt, überlässt oder zugänglich macht, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

Die Gegenstände werden eingezogen.

4. Handelt der Täter aus Gewinnsucht, so ist die Strafe Gefängnis und Busse.

Projet du Conseil fédéral du 26 juin 1985

Art. 197 (204, 212)

4. Pornographie

1. Celui qui aura offert, montré, rendu accessibles à une personne de moins de 16 ans, ou mis à sa disposition des écrits, enregistrements sonores ou visuels, images ou d'autres objets de ce genre ou des représentations pornographiques,

ou les aura diffusés à la radio ou à la télévision, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Celui qui aura exposé ou montré en public des objets ou des représentations visés au chiffre 1, ou les aura offerts à une personne qui n'en voulait pas, sera puni de l'amende.

Concernant les représentations cinématographiques, les cantons peuvent édicter des dispositions plus restrictives.

3. Celui qui aura fabriqué, importé, pris en dépôt, mis en circulation, promu, exposé, offert, montré, rendu accessibles ou mis à disposition des objets ou représentations au sens du chiffre 1, ayant comme contenu des actes d'ordre sexuel avec des enfants, des animaux, des excréments humains ou comprenant des actes de violence, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Les objets seront confisqués.

4. Si l'auteur a agi dans un dessein de lucre, la peine sera l'emprisonnement et l'amende.

Pornographie - Die öffentliche Regelung persönlicher Verkehrsformen

von Danielle Limacher

Ich hatte jetzt über ein halbes Jahr Zeit, mich mit dem Thema Pornographie auseinanderzusetzen. Ab und zu bereute ich es, zugesagt zu haben, diesen Artikel zu schreiben. Bei der Auseinandersetzung mit der Pornographie in ihrem gesellschaftlichen Kontext verstrickt sich jede Person unweigerlich in eine Menge von Widersprüchen - das liegt am Gegenstand selbst. Denn die Pornographie wird dort angepriesen, wo die gesellschaftlichen Widersprüche aneinandergeraten! Sowohl die Pornographie wie der Kampf gegen sie sind beide gleichzeitig reaktionär und emanzipatorisch.

Anlass dieses Artikels ist die Aenderung des Sexualstrafrechts. Eigentlich müsste ich als Feministin zufrieden sein, wenn in Zukunft die harte Pornographie verboten bleibt, denn sie ist frauenverachtend, menschenverachtend und reproduziert immer wieder dieselbe patriarchalische Ideologie. Dasselbe gilt jedoch auch für die weiche Pornographie oder die Werbung. Warum mich die vorgesehene Regelung keineswegs begeistert, möchte ich im folgenden darstellen.

I Rechtliche Regelung

Der Begriff der Pornographie im Strafgesetzbuch (StGB)

Im geltenden Recht (Art. 204 StGB, s. S. 61f) ist von "unzüchtigen Veröffentlichungen" die Rede. Dieser Begriff soll nun durch "Pornographie" ersetzt werden, mit der Begründung, so werde klar, dass es sich um Darstellungen geschlechtlicher Handlungen, die eindeutig den von der Mehrheit des Volkes getragenen sittlichen Vor-

stellungen zuwiderlaufen, handelt. Pornographie bezeichnet Darstellungen und Darbietungen sexuellen Inhaltes. Meist ist das sexuelle Verhalten aus den menschlichen Bezügen herausgelöst und wirkt dadurch vergrößert und aufdringlich. "Als pornographisch wäre eine Darstellung sexueller Vorgänge zu bezeichnen, die Sexualität in fortschreitender Steigerung verzeichnet und auf sich selbst reduziert" (1).

Was ändert der neue StGB-Artikel?

Bei der Diskussion gehe ich von der bundesrätlichen Botschaft vom 26.6.1985 aus, die als Reaktion auf den Vorentwurf der Expertenkommission verfasst wurde. Der Ständerat hat die entsprechende Bestimmung (Art. 197, s. S.61f) unverändert verabschiedet. Die Debatte im Nationalrat hat noch nicht stattgefunden.

Eine Neuerung, nämlich die neue Bezeichnung "Pornographie", wurde schon erwähnt. Als zweites zeichnet sich eine Tendenz zur Liberalisierung ab. Ist bis heute in den Art. 204 und 212 (s. S.61f) des StGB eine unzüchtige Veröffentlichung, insbesondere, wenn sie sich an Menschen unter 18 Jahren richtet, ganz verboten, soll im neuen Gesetz kein gesonderter Artikel für den Jugendschutz geschaffen werden. Es gilt das allgemeine Schutzalter. Neu soll nun zwischen weicher und harter (geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Ausscheidungen oder Gewalttätigkeiten) Pornographie unterschieden werden. Die weiche Pornographie darf demnach ab 16 Jahren (gemäss Beschluss des Ständerats) konsumiert werden, während die harte Pornographie ganz verboten bleibt.

Welches sind die geschützten Rechtsgüter?

In erster Linie soll die Jugend geschützt werden. Aus diesem Grund darf weder am Radio noch am Fernsehen weiche Pornographie ausgestrahlt werden, denn dort kann nicht mehr kontrolliert werden, ob eine Person unter 16 Jahren zuhört oder zuschaut. Das gänzliche Verbot der harten Pornographie wird einerseits wiederum mit dem Jugendschutz begründet (z.B. Videobänder), aber auch mit dem Schutz der Erwachsenen vor sich selber. So ist auch die Einfuhr von harter Pornographie für den persönlichen Gebrauch strafbar. Welchen Schutz die Erwachsenen brauchen, wird nicht begründet. Neben diesem abstrakten Schutz gilt auch ein Individualschutz: geschützt ist das Interesse des/der Einzelnen. Dies bedeutet, dass kein Mensch gegen seinen Willen pornographische Darstellungen zur Kenntnis nehmen muss. So ist auch das öffentliche Ausstellen und der Postversand ohne Bestellung von pornographischem Material verboten.

II Persönlicher Kommentar zur rechtlichen Regelung der Pornographie

Unzüchtige Veröffentlichungen und Pornographie

Wenn den Dingen neue Namen gegeben werden, hat das seine Bedeutung. Entweder verlangen die Betroffenen eine Begriffsänderung: Neger werden zu Schwarzen, Fräuleins zu Frauen. In diesem Fall soll eine Bewusstseinsveränderung eingeleitet werden - darum braucht es auch ziemlich lange, bis die alten Namen verschwinden. Oder die Namensänderung wird von oben bestimmt. In diesem Fall werde ich misstrauisch. In den 70er Jahren richtete sich die AusländerInnenfeindlichkeit in erster Linie gegen ItalienerInnen und SpanierInnen. Damals entstanden die Ueberfremdungsinitiativen, und wurden die strengen Kontingente für die AusländerInnen geschaffen. Indem massenhaft ausländische Arbeitskräfte unser Land verlassen mussten bzw. nicht wieder kommen durften, haben wir SchweizerInnen unser Arbeitslosigkeitsproblem elegant gelöst. Genau zu dieser Zeit kam der Begriff Gastarbeiter anstelle von Fremdarbeiter

auf. Gastarbeiter erinnern an idyllische Verhältnisse, die in keiner Weise herrsch(t)en. Aehnlich ist es mit den unzüchtigen Veröffentlichungen. Unzucht bezieht sich auf eine moralisch verwerfliche sexuelle Handlung. Ich finde diesen Begriff so schön, weil er nämlich genau das sagt, was gemeint ist. Unzüchtig ist eine Handlung dann, wenn sie nicht in den sozial und rechtlich vorgegebenen Bahnen abläuft: unzüchtig ist eine aussereheliche Vergewaltigung, ist ausserehelicher Geschlechtsverkehr und sexuelle Belästigung von Kindern und Unmündigen - insbesondere die homosexuelle. Unzüchtig ist mit andern Worten all das, was nicht in der Ehe stattfindet. Der Begriff ist heute nicht mehr modern und zu eindeutig. Was eigentlich verboten ist, soll verschleiert werden. Aufrechterhalten werden soll (auch mit den neuen Gesetzen) die gute alte Geschlechter- und Eheordnung. Ueber unzüchtige Veröffentlichungen können wir heute lachen. Pornographie tönt schon sehr ernst. Und porne (griech.) bedeutet Hure. Huren, das sind die eindeutig bösen Frauen. Das sind die anderen, mit denen wir nichts zu tun haben wollen.

Wer sollte eigentlich geschützt werden?

Wenn viele Frauen ein zwiespältiges Verhältnis zur Pornographie und zu ihrem Verbot haben, hat das meiner Ansicht nach wesentlich mit der Frage zu tun, welches eigentlich das geschützte Rechtsgut ist. Der Bundesrat sagt eindeutig, dass es in erster Linie die Jugend, dann das Interesse des/der Einzelnen und zuletzt die Erwachsenen selbst sind. Mit einer solchen Begründung ist die Konfusion perfekt.

Wenn Minelli vom "Recht auf Zugang zu Pornographie" (2) spricht und gegen das Verbot der harten Pornographie ist, weil es im Widerspruch zur Europäischen Menschenrechtskonvention stehe, kommen die Widersprüche offen zu Tage. Wenn mit der Europäischen Menschenrechtskonvention die Meinungsfreiheit, die Informationsfreiheit und die Achtung des Privat- und Familienlebens geschützt werden sollen, könnte ich dem noch zustimmen. Andererseits kann ein dringendes soziales Be-

dürfnis diese Rechte einschränken. Minelli meint, dass darunter nicht der Schutz der Moral verstanden werden kann. Er ist aber z.B. einverstanden, dass Schulkinder vor Pornographie geschützt werden sollen. Auf die Idee, dass Frauen als eine Gruppe mit einem dringenden sozialen Bedürfnis gelten könnten, kommt Minelli nicht. Genau hier scheint mir der Haken des Pornographie-artikels zu sein. Erwachsene sollen ihre Sexualität (welche?) darstellen dürfen, solange Kinder nicht darunter leiden. Das Problem der Pornographie wird allein an der Sexualität festgemacht. Aber nicht die Darstellung von Sexualität ist für mich das Verhalten, das Sanktionen unterworfen werden sollte, sondern die Verletzung der Menschenwürde, insbesondere derjenigen der Frauen.

III Pornographie ausserhalb des Strafrechts

Die Freiheit und die Unfreiheit der Pornographie

Sexualität wird seit Jahrtausenden in der einen oder andern Form dargestellt. Ihre Darstellung diente unterschiedlichsten Zwecken: religiösen, befreienden und/oder einschränkenden. Pornographie wird heute als das Mittel der sexuellen Befreiung angeboten. Tatsächlich kommt sie menschlichen (meist männlichen) erotischen Bedürfnissen entgegen und kann sich deshalb so gut verkaufen. Gleichzeitig übermittelt sie ein sehr eingeschränktes Bild der Sexualität - meist auf Kosten der Frauen. Hard Pornos kommen ohne Gewalt nicht mehr aus. Und in welcher Welt wird Pornographie angeboten? Was öffentlich als freie Sexualität in den Pornos abgehandelt wird, baut auf der Unfreiheit der Frauen auf und schränkt die Sexualität auf wenige vorgegebene Schablonen ein.

Um dies etwas auszuführen, möchte ich einen kleinen historischen Exkurs machen: In den 60er und 70er Jahren spielte sich ein Vorgang ab, der als sexuelle Revolution bezeichnet wird. Sie entwickelte sich im Zusammenhang mit dem Aufbruch der Neuen Linken (vorerst vorwiegend Männer), wurde durch das Wirtschafts-

wachstum und neue Verhütungsmittel (die Pille) in Gang gehalten. Damals bedeutete sexuelle Revolution auch Kampf gegen das Bürgertum, gegen die Monogamie und ganz allgemein gegen Anpassung. "Wer zweimal mit der gleichen pennt,..." Massenhaft blieben die Frauen in den Netzen dieser Revolution hängen: wurde ihnen früher jegliche Sexualität abgesprochen, hatten sie sich nun den ständig wechselnden Partnern zur Verfügung zu stellen. Nicht von ungefähr entwickelte sich die Pornoindustrie in dieser Zeit in einem gewaltigen Ausmass. Einerseits konnten die erotischen Bedürfnisse so aufgefangen und kanalisiert werden - und mit dieser Revolution liess/lässt sich viel Geld verdienen - und die Bürgerlichen konnten sich sexuell liberal zeigen, andererseits wurde die sexuelle Ordnung in keiner Art und Weise gestört, d.h. die Frauen behielten weiterhin den ihnen zugewiesenen Platz: die einmal als anständige idealisierte Ehefrauen und Mütter - die andern als Huren.

Die öffentliche Regelung persönlicher Verkehrsformen

Je öffentlicher die Sexualität wird, umso mehr verkümmert das persönliche Sexualleben. Foucaults (3) Gedanke dazu lautet, dass der öffentliche Diskurs der Sexualität sie zum Herrschaftsinstrument mache: je mehr Sexualität öffentlich diskutiert wird, je mehr Sexualität öffentlich dargestellt wird, umso weniger haben wir die Möglichkeit, uns von vorgegebenen Bildern zu befreien. Hier spreche ich nicht nur von Pornographie sondern auch von Werbung, die mir um einiges gefährlicher als die Pornographie erscheint, da sie uns jahrelang (ohne Zensur?) eintrichtert, welchen Frauen- und Männeridealen wir nacheifern sollen. Unsre Welt ist in Bereiche aufgeteilt: in den öffentlichen Bereich des Berufslebens und der Politik, für den in erster Linie die Männer zuständig sind, und in den privaten Bereich von Haushalt und Familie, in dem vor allem Frauen wirken. Geht eine Frau einer Erwerbsarbeit nach, so kommt diese erst an zweiter Stelle. Dass die Frauen den öffentlichen Bereich noch lange nicht erobert haben, zeigt sich u.a. in den

tieferen Frauenlöhnen, in den gesonderten Frauenberufen und in ihrem Kampf um politische Sitze. Für Frauen, die nicht in erster Linie im privaten Bereich tätig sind, gibt es eine Reihe von Klischees: die alternde Jungfrau, die keinen bekommen hat; die geschiedene Frau, die selber schuld ist; die karrieresüchtige Frau etc. In diesem gesellschaftlichen Rahmen erfahren wir auch über die Pornographie, wie begrenzt unsere Sexualität zu sein hat.

Vom Frauenstandpunkt aus betrachtet ist die Pornographie nicht in erster Linie ein sexuelles oder moralisches Problem, sondern ein Mittel zur Aufrechterhaltung der patriarchalischen Ordnung. Pornographie ist nicht an und für sich ein Herrschaftsmittel, wird aber in unserem gesellschaftlichen Kontext als solches gebraucht. Mit der Pornographie (und Werbung) werden immer wieder dieselben Bilder von Frauen weitergegeben: Frauen als Sexualobjekte, Frauen als Dienerinnen der Männer, Frauen, die man verachten und treten darf, Frauen, die keine eigenen sexuellen Bedürfnisse haben, Frauen, die ausserhalb der privaten vier Wände kaum im öffentlichen Bereich vorkommen und die Welt nicht aktiv mitgestalten. In der Pornographie wird vor allem die eine Seite eines uralten Frauenbildes vermittelt: die böse, verführerische Eva (Hure), die kontrolliert und gezähmt werden muss. Die Pornographie ist die Kehrseite des realen Lebens, in dem es vor allem um die idealisierte Ehefrau und Mutter geht. In beiden Bildern werden die Frauen als passive Opfer dargestellt, deren Bestimmung im Dienste der Männergesellschaft liegt. Einmal dienen sie dem sexuellen Ausgleich, das andere Mal dem ökonomischen Ausgleich im privaten Haushalt, wo die Frau vielfältige Reproduktionsaufgaben übernehmen muss, damit die Wirtschaft so funktioniert, wie sie es tut.

Die Realität der Frauen und die Fiktionen über Frauen (in Pornographie, Werbung, Gesetz und in den Köpfen der Frauen und Männer) bilden zusammen ein dichtes Netz, in dem sich Frauen und Männer nur noch in engen Bahnen bewegen können. Für beide ist es ungemein schwierig, eigene, persönliche Wege zu finden und zu leben, um

den tausendfach übermittelten ungeschriebenen Gesetzen zu entkommen.

Wir können versuchen, gelebte Frauenrollen soziologisch und historisch zu erfassen (Arbeitsbedingungen der Frauen, Organisation des privaten Haushalts, Wechselwirkungen zwischen privaten und öffentlichen Bereichen), und wir können auch die psychologische Ebene zu begreifen versuchen. Beide Ebenen stehen immer in enger Wechselwirkung. Um aber nicht einem vorschnellen Psychologismus zu verfallen, habe ich diese Ebenen hier getrennt. Bei solchen Versuchen, z.B. in der Wirkungsforschung, hat sich die Wissenschaft seit Jahren hoffnungslos verirrt. Margrit Brückner (4) geht meines erachtens einen vielversprechenden Weg, wenn sie versucht, im Zusammenhang mit misshandelten Frauen die inneren Frauenbilder näher zu untersuchen. Es sind diese Bilder, die uns Frauen an den Rand unserer Existenz bringen. Irre geworden, glauben wir daran, dass wir perfekte Mütter werden müssen (das ewige Schuldgefühl der berufstätigen Mütter) oder Huren sind (wenn wir uns nur einmal gehen liessen). Wir glauben daran, entweder die Superfrau oder die karrierebesessene Mannfrau zu sein. Für uns ist es sehr schwierig und schmerzhaft, von den alten Frauenbildern loszukommen. Dies erklärt auch, weshalb Frauen sich jahrelang von ihrem Mann schlagen lassen (welches Frauenbild bleibt ihnen noch?) oder auch an der heute gezeigten Pornographie Freude haben und Lust empfinden - dies soll in keiner Art und Weise als Vorwurf aufgefasst werden.

Eine Alternative - das Private ist politisch

Es ist ein Widerspruch, wenn Frauen strafrechtlichen Schutz und Präventivwirkung verlangen von einem Staat, der das grösste Interesse daran hat, dass sich an der Geschlechterordnung nichts Wesentliches ändert. Derselbe Staat (Bundesrätliche Botschaft, 1985) will die eheliche Vergewaltigung für strafrei erklären; ein Vergewaltiger, der in näherer Beziehung zur vergewaltigten Frau steht, soll mit sehr milder Bestrafung rechnen können. Ein Verbot der

harten Pornographie ist höchstens Ausdruck unserer Doppelmoral. Der Bundesrat will uns vor gewissen sexuellen Veröffentlichungen schützen, weil letztlich das Sexuelle eine dämonische Kraft sei, die Ehe und Familie zerstört, während andere sexuelle Veröffentlichungen als harmlose Katharsis erlaubt sein sollen - wenn nur die Jugend geschützt bleibt. Auch heute noch gilt Freuds Satz (5): "Die Gesellschaft glaubt an keine stärkere Bedrohung ihrer Kultur, als ihr durch die Befreiung der Sexualtriebe und deren Wiederkehr zu ihren ursprünglichen Zielen erwachsen würde". Durch staatlich abgeseignete Pornographie erfährt die Gesellschaft keine Bedrohung - sondern deren Festigung.

Dennoch halte ich die Pornographie in ihrer heutigen Form als ein Symptom einer Gesellschaft, die patriarchalisch organisiert ist, in der "Sexualität" als Trostpflaster auf Kosten der Frauen konsumiert wird - ein Symptom, das durch ein Verbot nicht zu behandeln ist. Bei der Pornographie halte ich nicht das Sexuelle für uns Frauen als gefährlich, sondern die Gewalt, sei es direkte oder strukturelle Gewalt. Ich fürchte weniger die direkte Gewalt, wenn auch die Produktionsbedingungen der harten Pornographie z.T. an Sklavinnenhandel (6) erinnern. Am meisten fürchte ich die strukturelle Gewalt, die uns Frauen und Männer an frauenfeindliche Frauenbilder festnagelt und auf diese Weise eine grosse gesellschaftliche Auswirkung hat. Die Pornographie ist nur ein Bereich von vielen andern. Daher glaube ich, dass uns Frauen und Männern besser gedient wäre, wenn wir u.a. das Problem der Pornographie mit einem Antisexismusgesetz (vgl. Artikel von Jeanne Dubois, S. 61f) zu lösen versuchten. Zwar kann dieses Gesetz allein keine tiefgreifenden Veränderungen bewirken und muss daher durch jahrelange - auch ausserparlamentarische - Bewusstseinsarbeit eingeführt und begleitet werden. Wenn wir die Ansichten, die über uns Frauen herrschen - und die wir selbst auch internalisiert haben - Ansichten über unseren Körper und über unsere Rollen und Tätigkeiten, zum Thema einer grossen öffentlichen und politischen Diskussion machen könnten, hätte die Frauenbewegung

mit ihrem Anspruch "das Private ist politisch" tatsächlich grosse Früchte hervorgebracht.

Anmerkungen

- 1) Botschaft über die Aenderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes vom 26.6.85, S. 81.
- 2) Minelli, Ludwig A.: Das Recht auf Zugang zu Pornographie, Schweizerische Juristen-Zeitung, 83, Juni 1987, S. 182-183.
- 3) Foucault, Michel: Sexualität und Wahrheit, Frankfurt a.M., 1977.
- 4) Brückner, Margrit: Die Liebe der Frauen. Ueber Weiblichkeit und Miss-handlung, Verlag Neue Kritik, Frankfurt a.M., 1983.
- 5) Freud, Sigmund: Vorlesungen zur Einführung in die Psychoanalyse, in: Mitcherlich, A. et al. (Hrsg.), Studienausgabe, Band I, Fischer, Frankfurt a.M., 1982, S. 48.
- 6) Dworkin, Andrea: Brief aus einem Kriegsgebiet, Emma, Februar 1987, S. 58-67.

Im Text nicht zitierte, aber interessante Lektüre zum Thema:

- Snitow, Ann et al. (Hrsg.): Die Politik des Begehrens. Sexualität, Pornographie und neuer Puritanismus in den USA. Rotbuch Verlag, Berlin, 1985.
- Prüdographie. Selbstverlag, Zürich, 1984.

De la pornographie et de la difficulté
à réglementer les relations intimes.

Résumé

par Danielle Limacher

La pornographie n'est pas un problème d'ordre moral ou sexuel: elle doit plutôt être considérée comme le symptôme d'une société patriarcale. Car du point de vue idéologique, la pornographie, la publicité et la prostitution remplissent la même fonction; elles maintiennent femmes et hommes dans les rôles qui leur sont traditionnellement impartis et canalisent les besoins les plus divers, tout en rapportant des sommes considérables.

Les principales innovations prévues dans la révision du Code pénal sont l'introduction de la notion de pornographie à la place des "publications obscènes", une certaine libéralisation et une distinction entre la pornographie "douce" et "dure". Sont des biens juridiquement protégés la protection de la jeunesse, la protection individuelle, ainsi que la protection des adultes, ce dernier concept n'étant toutefois pas explicité. Alors que la pornographie douce est accessible à toute personne qui a dépassé l'âge limite de protection, la pornographie dure est, quant à elle, frappée d'une interdiction absolue.

Les débats sur la pornographie font inévitablement surgir la notion de liberté. Les uns associent la pornographie à la liberté d'expression, alors que les autres y voient une atteinte à la liberté personnelle et sexuelle des femmes. Ce que l'on a appelé la révolution sexuelle a, dans les mentalités, fait passer les femmes de la condition d'être asexué à celle d'objet sexuel à la disposition du

premier venu. Les hommes ont de nos jours plus facilement accès à la sexualité, tandis que les femmes doivent répondre encore mieux au désir masculin.

La pornographie ne met nullement en cause les rôles impartis à l'un et à l'autre sexe; bien au contraire, elle reproduit les comportements traditionnels et appauvrit les relations sexuelles. Les femmes se retrouvent dans une situation ambiguë face à une morale à double face: d'un côté, la mère et l'épouse, femmes rangées idéalisées, de l'autre, les putains. Les femmes restent une fois de plus à la maison, pendant que les hommes se livrent à des activités à l'extérieur du foyer. La pornographie met en évidence le pendant de l'épouse idéalisée qui assure un équilibre économique; la méchante Eve, séductrice, qui assure l'équilibre sexuel.

Interdire la pornographie ne résout pas un problème qui touche la société dans son ensemble. Une loi antidiscriminatoire suscitant une large discussion servirait beaucoup mieux la cause des femmes. Mais pour ce faire, il faudrait que les changements apportés sur le plan social reposent non seulement sur un débat politique, mais également sur l'engagement personnel de tous les intéressés.

(Traduction: Lise Knöpfel)

Pornografia - regolamentazione pubblica di rapporti privati. Riassunto

di Danielle Limacher

La pornografia non costituisce né un problema sessuale né un problema morale, ma è piuttosto da considerarsi un sintomo della società patriarcale. Dal profilo ideologico, pornografia, pubblicità e prostituzione adempiono la stessa funzione: preservano il vecchio ordinamento sociale per quanto riguarda il ruolo e la posizione riconosciuta a ciascun sesso, e canalizzano i bisogni più disparati. Inoltre, sono fonte di profitto.

Le modificazioni principali introdotte dalla prevista revisione del Codice penale sono la sostituzione del termine 'pubblicazioni oscene' con 'pornografia', una certa liberalizzazione, e la distinzione tra pornografia 'dolce' e 'dura'. Si prevede la tutela della gioventù, dell'individuo, come pure una tutela non meglio definita dell'adulto. Oltre l'età protetta, alla pornografia dolce non è imposta alcuna limitazione, mentre quella dura rimane del tutto vietata.

Nelle discussioni sulla pornografia si ripresenta invariabilmente il concetto di libertà. C'è chi vede la pornografia nell'ottica della libertà d'espressione e c'è chi ritiene che essa limiti la libertà personale e sessuale delle donne. La cosiddetta rivoluzione sessuale ha trasformato ideologicamente le donne asessuali in oggetti sessuali sempre disponibili. Gli uomini hanno oggi più facilmente accesso alla sessualità, mentre le donne devono corrispondere ancor meglio ai desideri maschili.

La pornografia non sovverte per nulla l'ordine sessuale; ben al contrario, essa continua a riprodurre il modo in cui

le persone dei due sessi devono comportarsi, e contribuisce in tal modo a impoverire la comunicazione sessuale. Le donne rimangono relegate alla loro posizione contraddittoria nel sistema della doppia morale: quelle oneste tra le mogli e madri idealizzate, le altre tra le meretrici. Le donne continuano a essere attive nel settore privato, gli uomini si espandono in quello pubblico. La pornografia mostra il rovescio della moglie idealizzata ai fini della compensazione economica: la perfida, seducente Eva, che serve alla compensazione sessuale.

Vietare la pornografia non risolve alcun problema di carattere sociologico. Se una legge contro le discriminazioni riuscisse a stimolare un ampio dibattito pubblico, essa servirebbe indubbiamente meglio la causa delle donne. Va comunque ricordato che se i cambiamenti sociali poggiano da un lato sulla discussione politica, dall'altro sono alimentati anche dall'impegno di tutte le persone coinvolte.

(Traduzione: Romana Camani-Pedrina)

Chronik der laufenden Ereignisse
Februar bis Juli 1987

von Elisabeth Kästli

Fruchtwasseranalyse ist krankenkassenpflichtig

(4.2.) Krankenkassen müssen die Kosten einer Fruchtwasseranalyse bei Schwangeren ab 35 Jahren übernehmen und zwar als Teil der routinemässigen Kontrolluntersuchungen, auf welche die Schwangere Anspruch hat. Diesen Entscheid hat das Eidg. Versicherungsgericht gefällt, im Fall einer 38jährigen Frau, welche die Bezahlung der Arztrechnung von Fr. 465 für eine Fruchtwasseranalyse durch die Krankenkasse verlangte. Die Kasse hatte sich geweigert, mit der Begründung, eine solche Untersuchung rechtfertige sich bei Schwangeren unter 40 Jahren nicht. Das Waadtländer Versicherungsgericht hiess die Beschwerde der Frau gegen die Krankenkasse gut. Die Kasse wandte sich darauf ans Eidg. Versicherungsgericht, welches jetzt in letzter Instanz zugunsten der Versicherten entschied.

Arbeitslose Hochschulabsolventinnen

(5.2.) Die Arbeitslosenraten bei Hochschulabsolventinnen und -absolventen ist höher als in anderen Berufen, und die Frauen sind stärker betroffen als die Männer. Eine Studie der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für akademische Berufs- und Studienberatung vom November 1986 zeigt, dass insbesondere bei den Studienrichtungen der Sozial- und Geisteswissenschaften die anschliessende Stellensuche schwierig ist. Gerade dort ist der Zulauf von Studentinnen aber sehr gross. Eine Befragung von Neuabsolventinnen und -absolventen der Schweizer Hochschulen ergab, dass bei der sozial- und geisteswissenschaftlichen Richtung unter den Männern 6% arbeitslos waren, unter

den Frauen gar 11%. Erwerbstätig waren 86% der Männer und 79% der Frauen (die restlichen 8% bzw. 10% standen in einer weiteren Ausbildung oder waren aus anderen Gründen nicht erwerbstätig). Interessant ist auch, dass von den erwerbstätigen Männern 34% Teilzeit arbeiteten und von den Frauen 51%.

Frauen länger arbeitslos

(10.2.) Eine Statistik von 12 Kantonen und zwei Städten zeigt, dass Frauen aller Altersklassen im Durchschnitt länger arbeitslos bleiben als ihre männlichen Arbeitskollegen. Im Schnitt dauert die Arbeitssuche bei arbeitslosen Frauen 183 Tage, bei Männern dagegen 164 Tage. Bei den 25-29jährigen dauert die durchschnittliche Arbeitslosigkeit 169 Tage für Frauen, 118 Tage für Männer; bei den ebenfalls stark betroffenen 50-54jährigen bleiben Frauen im Durchschnitt arbeitslos 234 Tage und gleichaltrige Männer 212 Tage.

St. Galler Frauenbibliothek

(10.2.) Die St. Galler Frauenbibliothek "Wyborada" (nach der St. Galler Klosterfrau und Heiligen Wyborada genannt) konnte nun doch eröffnet werden. Nachdem der St. Galler Grosse Rat eine vom Regierungsrat beantragte Subvention von 15'000 Franken aus dem Lotteriefonds für die Bibliothek ablehnte, machten sich die Initiantinnen auf die Suche nach Spendegeldern und leisteten unzählige unbezahlte Arbeitsstunden. Für den zusätzlichen Aufbau einer Dokumentationsstelle wollen sie aber bei der Stadt St. Gallen die Finanzierung einer Halbtagsstelle beantragen.

Militärische Informationschefin

(13.2.) Die Gruppe für Generalstabsdienste des EMD erhält ab 1. Juni eine Informationschefin: Marie-Theres Guggisberg, Ressortleiterin Information bei Radio DRS. Der Informationsdienst der Gruppe für Generalstabsdienste wird damit zu einem Vollamt ausgebaut, wie dies bei anderen Gruppen des EMD bereits der Fall ist.

CVP-Präsidentin

(16.2.) Die St. Galler Nationalrätin Eva Segmüller ist von der Delegiertenversammlung der Christlichdemokratischen Volkspartei (CVP) zur Parteipräsidentin gewählt worden. Sie tritt die Nachfolge des zum Bundesrat gewählten Flavio Cotti an. Die 55jährige Hausfrau und frühere Uebersetzerin und Sekretärin ist die erste Präsidentin einer Regierungspartei.

Zunahme erwerbstätiger Frauen

(19.2.) Die Zahl der Beschäftigten hat in der Schweiz auch 1987 (wie bereits 1986) zugenommen; dabei stieg die Beschäftigung der Frauen stärker als die der Männer. Laut der vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit veröffentlichten Statistik ist die Beschäftigungszunahme im Dienstleistungsbereich etwas grösser als in Industrie und Gewerbe.

Ehepaare sind nicht mehr Normalfall

(26.2.) "Pro Familia", die sich für den Schutz der Familie einsetzt, stellte an einer Pressekonferenz fest, dass Ehepaare längst nicht mehr der Normalfall sind. Laut Volkszählung von 1980 stehen den 1,4 Mio Familienhaushalten mit Ehepaaren 834'000 alleinstehende Frauen zwischen 20 und 65 Jahren gegenüber und davon sind 27'000 alleinerziehende Mütter. Von den verheirateten Frauen seien 33% erwerbstätig, was bedeute, dass bei weitem nicht nur Alleinerziehende im Clinch zwischen Familie und Beruf stehen.

Biga-Normen für Kassiererinnen

(2.3.) Rund 55% der Kassiererinnen in Selbstbedienungsläden leiden an Rückenschmerzen, 43% an Schmerzen im linken Arm und 42% haben Augenbeschwerden. Die körperlichen Belastungen werden durch die völlig asymmetrische Aktivität der Arme und die Beugungs- und Drehbewegung von Kopf und Oberkörper und durch die Sitzhaltung hervorgerufen. Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (Biga) hat nun aufgrund der Untersuchungsergebnisse des Arbeitsärztlichen Dienstes Empfehlungen für die Arbeitsplatzgestaltung, die Umgebungsbedingungen und die Arbeitsorganisation für Kassenpersonal herausgegeben.

Keine kantonale Fristenlösung

(3.3.) Mit 85 gegen 74 Stimmen hat der Nationalrat seinen früheren Beschluss umgestossen und es abgelehnt, den Kantonen die Einführung der Fristenlösung zu ermöglichen. Die Volksskammer folgte damit dem Ständerat. Mit diesem Null-Entscheid tritt die seit bald zwanzig Jahren angestrebte Liberalisierung des Schwangerschaftsabbruchs weiter an Ort.

Parkplätze für Frauen

(4.3.) Versuchsweise sollen in St. Gallen in der von der Stadt betriebenen Rathaus-Tiefgarage "einige günstig gelegene Parkplätze" für Frauen reserviert werden. Dieser Versuch wurde durch eine einfache Anfrage einer Gemeinderätin veranlasst, welche das Begehren mit der Angst vieler Frauen vor Ueberfällen in dunklen Parkhäusern begründete.

Mutterschaftsversicherung verabschiedet

(5.3.) Im Rahmen des sogenannten "Sofortprogrammes" der Krankenversicherungsrevision hat der Nationalrat die Mutterschaftsversicherung mit 124 zu 17 Stimmen gutgeheissen. Gemäss dem Vorschlag des Ständerates soll diese nach dem Modell der Erwerbersatzordnung für Wehrmänner funktionieren. Jede Frau kann bei der Geburt eines Kindes während 16 Wochen (davon mindestens 8 Wochen nach der Niederkunft) ein Taggeld zwischen 35 und 105

Franken beziehen. Frauen, die vor der Geburt nicht erwerbstätig waren, erhalten den Mindestbetrag. Finanziert wird die Versicherung durch Arbeitgeber- und Arbeitnehmerbeiträge von je 1,5 Lohnpromillen. Die Versicherung sieht weiter den Kündigungsschutz für die ganze Dauer der Schwangerschaft vor und einen Mutterschaftsurlaub von 16 Wochen.

Gleichberechtigung in Kantonsverfassung

(11.3.) In die Genfer Kantonsverfassung soll ein Artikel über die Gleichberechtigung von Mann und Frau aufgenommen werden. Weiter schlägt der Genfer Staatsrat dem Grossen Rat die Schaffung einer kantonalen Stelle für Frauenfragen sowie einer Konsultativkommission vor, welche über die Einhaltung der gleichen Rechte für Mann und Frau wachen soll. Bisher gab es nur im Kanton Jura einen entsprechenden Verfassungsartikel.

Feuerwehrpflicht für Frauen?

(19.3.) Eine ausschliessliche Feuerwehrdienstpflicht und Ersatzpflicht für Männer ist laut einem Entscheid des Bundesgerichtes verfassungswidrig. Dieses Urteil fällte das oberste Gericht im Falle eines feuerwehrdienstpflichtigen Baslers, der die Ersatzpflicht mit Hinweis auf den Gleichheitsartikel in der Bundesverfassung anfocht.

"Beobachter"-Initiative zustande gekommen

(14.4.) Die vom "Schweizerischen Beobachter" lancierte Volksinitiative gegen Missbräuche der Fortpflanzungs- und Gentechnologie beim Menschen ist eingereicht worden. Mit einem ausformulierten Verfassungsartikel verlangt die Initiative, dass der Bund Gesetze erlässt über den künstlerischen Umgang mit menschlichem Keim- und Erbgut. So soll u.a. untersagt werden, Keime ausserhalb des Mutterleibes aufzuziehen; weiter verbietet der vorgeschlagene Verfassungsartikel, gewerbsmässig Keime auf Vorrat zu halten und an Dritte zu vermitteln oder gewerbsmässig Personen zu vermitteln, die für Dritte Kinder zeugen und austragen.

Frauen in Männerberufen

(18.4.) Der Frauenanteil bei den Lehrverträgen im grafischen Gewerbe, dem Gastgewerbe, in Gartenbau, Körperpflege und künstlerischen Berufen nahm in den letzten zwanzig Jahren stark zu. Wie der Verband für Berufsberatung aufgrund einer Studie der Universität Basel mitteilt, stieg beispielsweise der Anteil der Herrencoiffeusen von 1955 bis 1984 von 2% auf 87% und jener der Schriftsetzerinnen von 0% auf 50%. Allerdings sei in den technischen Berufen der Metall- und Maschinenindustrie die Zunahme der weiblichen Lehrlinge nur gering.

Luzerner Regierungsrätin

(4.5.) Als erste Frau in einer Inner-schweizer Regierung ist die 43jährige Luzernerin Brigitte Mürner-Gilli (CVP) gewählt worden. Unter den sieben zu wählenden Exekutivmitgliedern erreichte sie mit 83'885 Stimmen den sechsten Rang. Für die Wahl des siebenten Regierungsgliedes ist ein zweiter Wahlgang erforderlich, da weder der SP-Kandidat noch der Kandidat der Grünen das absolute Mehr erreichte.

Sappho für Frauenforschung

(5.5.) Der neu gegründete Verein "Sappho" will sich um die Förderung von Frauenforschungsprojekten kümmern. Vorrang sollen dabei Projekte geniessen, die die Situation lesbischer Frauen erforschen und zum Abbau ihrer Diskriminierung beitragen. Als erstes Projekt, das durch den Verein finanziell unterstützt werden soll, ist die Erforschung der Geschichte lesbischer Frauen in der Schweiz geplant, unter der Projektleitung der Wissenschaftlerin Ilse Kokula. (Sappho-Verein, Postfach 234, 3000 Bern 9).

Zürcher Frauenstelle

(5.5.) Die Zürcher Stadtverwaltung will im städtischen Personalamt eine Stelle für die Behandlung von Frauenfragen schaffen. Die Stabsstelle für Frauenfragen soll einen Aktionsplan zur Förderung der Frauen in der Stadtverwaltung ausarbeiten und dessen Durchsetzung überwachen. Unter anderem sollen Frauen

rechtlich und faktisch die gleichen Aufstiegschancen erhalten wie Männer.

Weiterer Etappensieg der Krankenschwestern

(15.5.) Das Bundesgericht hat zum zweiten Mal einer Beschwerde von sechs Zürcher Krankenschwestern stattgegeben, welche wegen fehlender Lohngleichheit Klage erhoben hatten. Nachdem das Zürcher Verwaltungsgericht 1983 nicht auf die Klage der Krankenschwestern eingetreten war, wurde es vom Bundesgericht verpflichtet, das Verfahren noch einmal aufzunehmen. Aufgrund einer Expertise des Zürcher Instituts für Angewandte Psychologie kam das Verwaltungsgericht darauf zum Schluss, es sei gerechtfertigt, Sanitätsmänner mit einer einjährigen Grundausbildung höher zu entlönnen als Krankenschwestern. Die Klägerinnen erhoben gegen diesen Entscheid staatsrechtliche Beschwerde und forderten einen Lohnvergleich mit typischen Männerberufen, z.B. Hilfspolizist, Abwart, Wagenführer der VBZ, weil sich sonst die geschlechtsbedingte Diskriminierung in Frauenberufen gar nicht feststellen lasse. Das Bundesgericht hiess die Beschwerde gut, weil das Verwaltungsgericht den Klägerinnen das rechtliche Gehör verweigert habe.

Neue BSF-Präsidentin

(16.5.) An der diesjährigen Delegiertenversammlung des Bundes Schweizerischer Frauenorganisationen (BSF) in Genf ist die Genfer Biologin Huguette de Haller-Bernheim zur neuen Verbandspräsidentin gewählt worden. Sie tritt an die Spitze dieses Dachverbandes die Nachfolge von Lisa Bener-Wittwer an.

Ombudsstelle für Gleichberechtigung

(16.6.) Um den Grundsatz der Gleichberechtigung von Mann und Frau zu realisieren, soll eine Bundesstelle für Gleichberechtigung geschaffen werden. Dies gab der Bundesrat in Beantwortung einer Motion von Nationalrätin Judith Stamm bekannt. Während die bestehende Eidg. Kommission für Frauenfragen ein beratendes Organ des Bundesrates ist mit einer politischen Funktion, soll die neu zu schaffende Stelle ein Durchsetzungsorgan

sein, welches Ombudsfunktion übernimmt und Frauenförderungsmassnahmen entwickelt. Der Bundesrat sieht vor, in einer ersten Phase das Tätigkeitsfeld des Bundesamtes für Kulturpflege (welches bereits das Sekretariat der Eidg. Kommission für Frauenfragen führt) durch ein solches Organ zu erweitern. Dies sei auf dem Verordnungswege möglich.

Erste Swissair Pilotin

(19.6.) Die 26jährige Gabriela Lüthi ist als erste Frau ins Pilotenkorps der Swissair aufgenommen worden. Damit sind in der Schweiz sechs Frauen bei Charter- und Liniengesellschaften als Pilotinnen tätig.

Vergewaltigung in Ehe nicht strafbar

(19.6.) Der Ständerat hat es abgelehnt, bei der Revision des Sexualstrafrechtes die Vergewaltigung in der Ehe gemäss dem Vorschlag der Expertenkommission unter Strafe zu stellen. Mit 25:7 Stimmen folgte er damit dem Bundesrat. Nur Frauen, die von ihrem Ehemann getrennt leben, sollen nach Meinung der Kleinen Kammer wegen Vergewaltigung klagen können. Diesen Antrag hatte Josi Meier (CVP) gestellt, nachdem der Rat sich mit 25:7 Stimmen dagegen ausgesprochen hatte, Vergewaltigung in der Ehe generell unter Strafe zu stellen.

Schülerinnen haben bessere Noten

(19.6.) Im dritten und vierten Schuljahr weisen Mädchen bessere Schulnoten auf als Knaben. Dies geht aus einer Untersuchung des Waadtländer Erziehungsdepartementes hervor, die in vier Jahrgängen an fünf Schulen durchgeführt wurde. Den grössten Notenunterschied erzielen die Mädchen in den Fächern Muttersprache und Mathematik.

BVG-Gelder bei Heirat

(22.6.) Auf Wunsch können Frauen, die bei der Heirat die Berufstätigkeit aufgeben, die Auszahlung der Pensionskassengelder verlangen. Nachdem die Pensionskasse des Kantons Waadt einer Lehrerin die Auszahlung mit dem Hinweis auf die Gleichberechtigung von Mann und Frau verweigert hatte, gab nun das Eidg. Versicherungsgericht der Versicherten recht. Ohne sich über den Gleichberechtigungsgrundsatz zu äussern (das oberste Gericht darf Bundesgesetze nicht auf ihre Verfassungsmässigkeit prüfen), wies das Eidg. Versicherungsgericht darauf hin, dass das Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge die Möglichkeit der Auszahlung für diesen Fall ausdrücklich vorsieht.

aus dem Kanton Zürich sowie Lehrkräfte aus anderen Kantonen beabsichtigen, eine Lohnklage einzureichen.

Referendum gegen Mutterschaftstaggeld

(30.6.) Das vom Schweizerischen Gewerbeverband ergriffene Referendum gegen das "Sofortprogramm" der Krankenversicherungsrevision ist mit rund 105'000 Unterschriften zustande gekommen und bei der Bundeskanzlei eingereicht worden. Das Referendum richtet sich gegen die Einführung eines Mutterschaftstaggeldes für alle Frauen bei der Geburt eines Kindes. Dieses Taggeld wird auch vom Zentralverband schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen bekämpft; er schloss sich dem Referendum an.

KrankenpflegelehrerInnen fordern gleichen Lohn

(4.7.) Lehrerinnen und Lehrer der Krankenpflegeschulen wollen gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit. In diesem Lehrberuf, in dem zu 80% Frauen tätig sind, beträgt der Lohn nach abgeschlossener Ausbildung 45'000 Franken im Jahr, während die übrigen Berufsschullehrerinnen und -lehrer für Kanton Zürich 70'000 Franken verdienen. Diese Lohnunterschiede in Berufen mit ebenbürdigen Anforderungen und Ausbildungen lassen sich nach Ueberzeugung der Vereinigung der Lehrerinnen und Lehrer für Krankenpflege umso weniger als in der Krankenpflege die Lehrkräfte in der Regel nur 4 Wochen Ferien haben, gegenüber 13 Wochen in anderen Berufsschulen. Mindestens fünf Vereinsmitglieder

L'actualité au féminin
février - mi-juillet 1987

par Martine Chaponnière

EGALITE

Ce sont surtout la création d'organismes favorisant l'égalité, d'une part, et l'égalité de salaires, d'autre part, qui ont retenu l'attention au cours de ces derniers mois.

Au terme d'un très long débat sur l'égalité des droits entre hommes et femmes, le Conseil national a balayé, le 19 mars, toutes les tentatives d'accélérer le mouvement: loi anti-discrimination (70 voix contre, 39 pour), d'une part, et possibilité pour les associations d'agir en justice contre les inégalités de droit au travail d'autre part (61 voix contre, 50 voix pour). Tous les parlementaires qui se sont exprimés et qui ont voté contre les mesures proposées se sont déclarés très favorables à l'égalité des droits entre hommes et femmes avant d'avancer leurs raisons pour en refuser la concrétisation.

Après six années de travail des associations féminines et des députées féministes au Grand Conseil genevois, un "Bureau de l'égalité des droits entre hommes et femmes" va prochainement être créé à Genève. Un appel d'offres a été lancé en avril cherchant un juriste pour remplir le nouveau poste de "délégué" (sic) à l'égalité. Le budget du nouveau bureau, rattaché au Département de Justice et Police, reste encore assez mystérieux (entre 300'000 et 500'000 francs selon les rumeurs).

Un bureau de la condition féminine pourrait être créé dans le canton de Berne. Et c'est l'Union démocratique de centre (UDC) qui, par son poids politique considérable, a fait pencher la balance en faveur de la cause des femmes. Deux motions

semblables ont été soumises le 12 février au Législatif bernois. Déposées par la Biennoise Sylviane Zulauf (PSO) et la députée de Berne Joy Matter (Jeune Berne), elles demandaient la création d'un bureau cantonal de la condition féminine. Le gouvernement a accueilli favorablement leurs motions mais avec une importante restriction: transformer ces textes en postulats. Le Grand Conseil les a acceptés tous les deux par respectivement 89 voix contre 50 et 77 contre 58. La question d'un bureau de la condition féminine est également en discussion à Bienne.

Les six infirmières zurichoises qui avaient fait recours au Tribunal administratif de Zurich pour inégalité de salaires par rapport à d'autres fonctions comparables, et qui ont vu leur recours rejeté par ce dernier, ont fait appel au Tribunal fédéral. Celui-ci a annulé, le 14 mai, l'arrêt du tribunal zurichois, qui sera dès lors obligé de procéder à une expertise neutre pour établir ou non la discrimination de la profession d'infirmière. Voilà maintenant 5 ans que dure cette affaire.

Le Tribunal fédéral (TF) a cassé le 30 juin le jugement du Tribunal cantonal vaudois qui avait donné raison à une comédienne qui se plaignait que le principe "à travail égal, salaire égal" n'avait pas été respecté dans son cas. En cassant le jugement du Tribunal vaudois, le Tribunal fédéral vient implicitement d'ajouter une condition à l'article 4, alinéa 2 de la Constitution. Les femmes qui s'estiment lésées doivent non seulement prouver qu'elles le sont, mais prouver aussi que l'inégalité est due uniquement au sexe a dit en substance le TF. "Ce n'est pas seulement une défaite pour moi, mais une défaite pour toutes les femmes" a déclaré avec raison la comédienne déboutée.

MATERNITE, AVORTEMENT, FAMILLE

Les femmes enceintes devraient toucher des allocations pendant 16 semaines dès le 1er janvier 1989. Quarante-deux ans après l'adoption par le peuple d'un article constitutionnel sur l'assurance-maternité, le Conseil national a approuvé, le 4 mars, à une forte majorité, ces nouvelles prestations. Les Etats en avaient fait autant en décembre 1986. Mais l'Union suisse des Arts et Métiers (USAM) a lancé un référendum contre la révision de l'assurance-maladie qui inclut justement ces nouvelles prestations. Les 60'000 signatures récoltées dépassent largement les 50'000 nécessaires. Le peuple devra donc voter. Les associations féminines, le Parti socialiste vaudois, le parti démocrate-chrétien, le Syndicat du Bois et du Bâtiment, parmi d'autres, ont été unanimes à dénoncer l'organisation de ce référendum, susceptible de mettre en échec l'aboutissement de 42 ans d'attente.

Les caisses-maladie doivent prendre en charge, pour les femmes enceintes à partir de 35 ans, les frais d'amniocentèse, un examen qui permet de déceler d'éventuelles malformations de l'enfant et qui indique son sexe. C'est ce qu'a jugé, dans un arrêt publié le 3 février, le Tribunal fédéral des assurances. A l'origine de ce jugement: le refus d'une caisse-maladie de payer la somme de 465 francs facturée par un hôpital à une femme-enceinte âgée de 38 ans.

Pour renforcer leur efficacité, les sept centres valaisans de consultation en matière de grossesse se sont réunis en une fédération des associations et des centres de consultation de grossesse, de planning et de consultation conjugale. Le Valais est le premier canton suisse à avoir officiellement reconnu ces centres maintenant regroupés en une fédération cantonale. Les consultations sont gratuites et financées par les associations, les communes et l'Etat.

En matière d'avortement, le Conseil national a refusé de justesse, le 2 mars, une solution qui aurait permis aux cantons qui le souhaitent d'adopter la solution dite du délai. Le Conseil des Etats

en avait fait autant en 1981. C'est donc le statu quo, dans lequel les cantons interprètent comme bon leur semble la loi du Code pénal en vigueur. Pour sa part, l'Union suisse pour décriminaliser l'avortement (USPDA) a décidé le 28 mars de préparer les bases d'une initiative pour la solution du délai, qui sera lancée au printemps 1988. D'ici là, l'USPDA entend mobiliser les énergies, car l'Union est d'avis que, après le blocage de la situation au Parlement, le débat sur l'interruption de grossesse doit être lancé au niveau du peuple.

L'initiative contre l'abus de techniques reproductives et les manipulations génétiques lancée par la revue Beobachter a abouti avec plus de 129'000 signatures. Le projet vise, en particulier, à interdire tout commerce avec des banques de sperme et des mères porteuses, ainsi que les expériences sur des embryons conçus en éprouvette. La Conseillère fédérale Elisabeth Kopp, a, pour sa part, dans une interview donnée au Solothurner Zeitung, exprimé son opposition à la pratique des mères porteuses et à celle de manipulations génétiques ne visant pas à prévenir des maladies. Dans le canton de Saint-Gall, enfin, l'insémination artificielle, avec le sperme d'un donneur anonyme, risque d'être interdite. La commission compétente du Grand Conseil s'est en effet prononcée, le 7 juillet, en faveur d'une telle interdiction, dans un projet de loi au gouvernement. Cette décision, si elle devait aboutir, serait unique en Suisse.

Le problème de la garde des enfants en bas âge se pose dans bien des endroits de façon aiguë. A Nyon, ville vaudoise de 14'000 habitants, il n'existe que deux crèches partiellement subventionnées par la commune, pouvant accueillir en tout moins de 100 enfants. A Nyon, comme à Lausanne, comme à Genève, les listes d'attente sont longues pour les parents désirant faire garder leur enfant la journée.

L'Union des associations patronales genevoises a fait savoir en mai que le problème de la garde des enfants malades ne saurait être résolu, selon elle, ni par la loi, ni même par le biais de conven-

tions collectives. Il importe donc, toujours selon l'Union patronale, que la question soit examinée au sein des entreprises, cas par cas, et de laisser aux entreprises le soin de juger si l'absentéisme des mères doit entraîner une retenue sur le salaire ou non.

Il existe à Genève depuis trois ans maintenant une agence professionnelle de baby-sitting. Au départ, l'agence avait un but essentiellement social, mais l'augmentation de la demande a amené l'agence à se structurer mieux et à se professionnaliser. Une trentaine de personnes (étudiantes, mères de famille, femmes travaillant à mi-temps) mettent leurs heures libres à disposition de l'agence pour gagner un salaire d'appoint en faisant du baby-sitting. Une succursale pourrait être ouverte à Lausanne.

"Pères en quête de repères", tel est le nom d'un nouveau groupe constitué à Genève à l'Ecole des Parents. Sorte de groupe de conscience version masculine, où des hommes désireux d'opérer un changement osent parler entre eux de sujets personnels, il s'agit là d'une innovation dans le mode de communication dit typiquement masculin, où les hommes n'ont guère l'habitude de s'interroger sur eux-mêmes en tant qu'hommes.

Simplifier la procédure de divorce, limiter les pensions alimentaires, sanctionner l'obstruction au droit de visite, telles sont les revendications présentées en mars par les pères divorcés, réunis dans le Mouvement de la condition paternelle (MCP). Leurs préoccupations sont en partie celles d'experts fédéraux attachés à un avant-projet de révision du droit du divorce, cinquième étape de la révision du droit de la famille, qui devra attendre encore plusieurs années avant de déboucher sur des décisions parlementaires.

Les couples mariés pourraient, cette année encore, bénéficier d'un dégrèvement fiscal sur l'impôt fédéral direct avec effet rétroactif au début de 1987. Le Conseil des Etats, malgré l'opposition du Conseiller fédéral Otto Stich, a en effet accepté le 5 mars une motion qui entendait

corriger ainsi les inégalités de traitement entre couples mariés et concubins. Le Conseil national devra encore confirmer cette décision. L'abattement pour couples mariés variera entre 10 et 70 francs, ce qui ne permettra en aucun cas de parvenir à l'égalité de traitement entre couples mariés et concubins.

Les contribuables mariés, parents de deux enfants et disposant d'un revenu de 50'000 francs, ont tout intérêt, fiscalement parlant, à éviter les cantons du Jura, de Vaud, Berne, Neuchâtel, Lucerne, Genève, du Valais et de Fribourg. La charge fiscale dans les chefs-lieux cantonaux dépasse en effet 10% du revenu, selon un compte publié le 13 avril par l'Office fédéral de la statistique et portant sur les impôts de 1986.

TRAVAIL

L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) a publié le 27 février les résultats d'une enquête sur les conditions de travail des caissières de grands magasins. Outre des douleurs diverses surtout dues à la manipulation des marchandises, les caissières se plaignent des courants d'air, de l'éclairage insuffisant, du bruit et de la mauvaise qualité de l'air. Un mois et demi plus tard, l'OFIAMT publiait une enquête similaire sur les vendeuses et vendeurs. Résultats: le personnel se plaint des mêmes difficultés d'environnement (qualité de l'éclairage et de l'air) et surtout de l'excessive fatigue - pour les femmes en particulier - de la station debout prolongée. L'OFIAMT a émis des recommandations pour un meilleur traitement du personnel (mise à disposition de sièges pour alterner station debout et assise) mais une interpellation de la socialiste Françoise Vannay au Conseil d'Etat valaisan à ce propos montre que nous sommes encore, dans bien des cas, dans les domaines des vœux pieux. La situation salariale des vendeuses dans le canton du Valais est cependant sur le point de s'améliorer puisque le gouvernement valaisan a enfin mis au point (voir cette chronique, no 3/86) un nouveau contrat-type de travail pour le personnel au service de la vente

dans le commerce de détail, qui amène des améliorations substantielles par rapport aux salaires en vigueur jusqu'à maintenant.

Les maîtresses enfantines jurassiennes s'estiment discriminées par rapport à leurs collègues de l'enseignement primaire et le disent. En février, elles se sont plaintes du changement d'appellation qui leur a été imposé sans qu'on leur demande leur avis: de maîtresses enfantines elles sont devenues maîtresses maternelles, terme connotant la garderie d'enfants, ce qui n'est pas leur métier. En outre, les maîtresses enfantines ne voient pas pourquoi elles sont évaluées en classe 1 alors que les enseignants primaires sont placés en classe 3. La durée de formation pour les deux métiers est la même et le nombre d'heures est identique, même si les horaires sont différents.

Le licenciement abusif d'une femme enceinte à Genève a fait passablement de bruit, la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) ayant aidé à défendre le cas de la jeune femme devant les prud'hommes le 25 mai. Les avocats de la plaignante espéraient sa réintégration dans l'entreprise ou, à défaut, le versement intégral du salaire pendant une période de neuf mois. Ils n'ont obtenu que la condamnation de l'entreprise concernée à payer un mois supplémentaire à la femme licenciée. Les avocats ayant décidé de faire appel, l'affaire n'est pas encore terminée.

Le canton du Valais compte 19 agentes de police attachées à la sûreté, et qui, armées, ne sont donc pas affectées au règlement de la circulation comme la majorité des femmes agentes de police. C'est ce qui a été rappelé à la suite de l'annonce publique et satisfaite faite par le canton de Berne, d'avoir ouvert, pour la première fois en Suisse, une brèche en matière d'égalité des sexes. Quatre femmes du canton de Berne ont en effet suivi une formation réservée jusqu'ici aux hommes au sein de la police. Elles seront astreintes aux mêmes devoirs que leurs collègues masculins, dont, par exemple, un service de nuit de douze heu-

res tous les quatre jours.

Au chapitre des activités masculines occupées par des femmes, mentionnons qu'une jeune femme de Winterthour a, pour la première fois en Suisse, obtenu une maîtrise de mécanique automobile. Depuis quelques années déjà, on compte une dizaine de jeunes filles parmi les quelque 2200 mécaniciens en automobile qui terminent chaque année leur apprentissage. Mais jamais aucune d'entre elles n'avait été jusqu'à la maîtrise, qui permet de former des apprentis.

Autre bastion masculin convoité par les femmes: le hockey. Il a été très légèrement entamé par une jeune Jurassienne qui a pu devenir arbitre dans les matches... entre jeunes adolescents ou entre vétérans. Il est plutôt utopique pour l'instant d'imaginer qu'elle ou ses cinq consœurs de Suisse romande puissent un jour accéder à l'arbitrage en ligue supérieure, sans parler de la création d'équipes mixtes.

FORMATION

Dans plusieurs cantons romands, les filles sont désormais plus nombreuses que les garçons à obtenir une maturité. En 1985, 12'611 certificats ont été accordés en Suisse, soit une progression de 100% par rapport à 1970. En 1970, les filles constituaient 31% environ des maturités sur le plan national, proportion passée à 44,6% en 1984 et 44,3% en 1985. Ce sont surtout les Romandes qui font monter les pourcentages, avec Neuchâtel en tête, où 56,6% des maturités obtenues en 1985 sont féminines. Ce sont trois autres cantons romands qui suivent: Genève (53,4%), Jura (51,5%) et Vaud (51,3%).

La maturité est une chose, ce qu'on peut en faire en est une autre. Plusieurs associations féministes vaudoises se sont regroupées pour dénoncer, par conférence de presse le 9 juin, la difficulté faite aux femmes d'accéder aux postes de professeurs à l'Université. Les femmes ne forment que le 3,7% du corps professoral (la moyenne suisse est de 2,2%).

Cinq jeunes filles de l'Ecole normale de Fribourg ont remporté la plus haute mention au concours "La science appelle les jeunes", ainsi que le prix "Général Guisan" en mars pour leur étude sur la construction du barrage de Rossens entre 1944 et 1948.

POLITIQUE

Les élections fédérales d'automne bouleversent quelque peu le tableau politique suisse où les femmes prennent soudain une importance à laquelle nous étions peu habitués.

Le mensuel alémanique Bilanz a effectué un sondage en mai: les résultats des prochaines élections fédérales dépendront en grande partie de la participation féminine au scrutin. Les Verts pourraient gagner le plus de sièges, et cela grâce aux femmes, qui s'opposent beaucoup plus massivement que les hommes à la construction de nouvelles routes, aux centrales nucléaires, et sont nettement plus favorables que les hommes à la limitation de vitesse sur l'autoroute ainsi qu'au rationnement de carburant.

Deux partis suisses, le Parti socialiste (PS) et le POCH ont, pour la première fois en Suisse, introduit cette année le système des quotas de femmes. Les POCH ont institué une règle selon laquelle 60% de femmes doivent siéger à leur comité directeur ainsi qu'à leur comité central. Quant au PS, il exige la présence d'au moins un tiers de femmes dans toutes les instances dirigeantes du parti et recommande la même proportion sur les listes pour les élections au système proportionnel.

En vue des prochaines élections d'automne au Conseil national, le canton de Berne innove. Pour la première fois, un grand parti - le parti socialiste - présentera une "liste féminine". Quant à l'UDC (Union démocratique du centre), elle a décidé d'inscrire ses candidates (5 sur 30) en tête de liste.

Réuni en Congrès à la fin du mois de janvier, le Parti ouvrier populaire vaudois (POP) a placé la cause des femmes au centre de sa campagne en vue des élections fé-

dérales d'automne. Une femme a été désignée comme tête de liste tant pour le National que pour les Etats et la liste du POP sera majoritairement féminine.

Eva Segmüller a été élue présidente du parti démocrate-chrétien (PDC) suisse le 14 février. "Ménagère de profession", comme l'a présentée le PDC, elle est la première femme à accéder à la présidence d'un parti sur le plan national.

Lors des élections cantonales de mai, les Lucernoises ont déposé une liste de femmes et ont constitué un comité de "matronage" visant à créer un réseau de contacts entre les femmes et à favoriser les candidatures féminines. Une femme a été élue au Conseil d'Etat, en la personne de Brigitte Murner (parti démocrate-chrétien). Une première, bien sûr, pour le gouvernement lucernois.

Quelque 230 femmes valaisannes du parti démocrate-chrétien se sont réunies le 11 avril à Sion avec la visée immédiate de faire le point sur le nouveau droit matrimonial qui entrera en vigueur le 1er janvier 1988, et la visée à plus long terme d'intégrer mieux les femmes dans la vie politique. A cet effet, un groupe de réflexion permanent a été proposé, qui aurait pour tâche de fournir aux femmes le bagage politique nécessaire pour bien travailler au conseil communal ou assumer une autre charge politique.

VIOLENCE

Poursuivant l'examen de la révision du Code pénal entamé le 16 juin, le Conseil des Etats a clairement dit non à l'abaissement de 16 à 15 ans de la majorité sexuelle de même qu'il a accepté de réprimer, par l'amende ou par l'emprisonnement, la représentation d'actes violents. Et surtout, la Chambre des cantons a accepté l'inscription dans le Code pénal du caractère punissable du viol entre époux vivant séparés, refusant, parallèlement, de considérer de la même façon de viol commis entre époux vivant ensemble. Le Conseil des Etats a,

en outre, refusé une aggravation de la peine pour les auteurs d'un viol commis en bande.

Au moment où le Conseil d'Etat débattait de la question du viol, le Service social de la Ville de Zurich publiait un rapport sur les femmes violées. Pour l'auteur, Liliane Waldner, le viol est répréhensible également dans le cadre conjugal si plainte il y a. Briser le silence et cette chape de culpabilité dont on recouvre les femmes qui ont le courage de dénoncer le viol subi: voilà l'un des premiers objectifs du rapport.

A Berne, les mesures proposées par la députée progressiste Regula Fischer - visant à faciliter aux femmes violées l'engagement et le processus d'une action pénale - n'ont été que partiellement acceptées par l'Exécutif bernois. Si des assistantes de police ont été mises en place l'année dernière pour recevoir les femmes violées, la demande qu'en cas de viol, le juge d'instruction soit une femme, a été refusée tant pour des raisons pratiques (une seule femme juge d'instruction à Berne) que de principe.

Sur le plan national, le Conseil fédéral a autorisé le 1er juillet le Département fédéral du justice et police (DFJP) à ouvrir une procédure de consultation au sujet d'un avant-projet de loi fédérale allant dans le sens d'une amélioration de l'aide aux victimes d'actes de violence à la fois au niveau de l'assistance, du système pénal et de la réparation du préjudice subi.

L'Exécutif communal saint-gallois a décidé, en mars, de créer la nuit des places de stationnement spécialement réservées aux femmes dans le garage de l'Hôtel de Ville. L'idée vient de l'exemple d'Aix-la-Chapelle, où tout un étage de parking est attribué aux femmes, avec force lumières et caméras vidéo. Pour rassurer, d'abord, mais aussi pour alerter rapidement le surveillant en cas d'agression.

ASSOCIATIONS

Ces derniers mois ont été marqués par le très grand nombre de réunions de femmes ou de femmes et d'hommes intéressés aux questions féministes ou féminines, sans compter les très nombreuses assemblées générales de toutes les grandes et petites associations féminines.

Le 8 mars, Journée Internationale des Femmes, a été célébré cette année sur le plan national à Zurich, où quelque 700 à 1'000 femmes, selon les estimations, ont défilé, parachevant une semaine zurichoise riche en manifestations féminines, dont un festival de cinéma et une conférence d'Alice Schwarzer, rédactrice en chef du journal féministe allemand Emma. A Genève, la journée du 8 mars s'est déroulée sous le triple signe de la paix, désarmement et environnement, et la soirée a été consacrée à l'histoire du féminisme suisse et de la pionnière Emilie Gourd. Les Jurassiennes, quant à elles, avaient invité la Française Catherine Valabrègue à faire une conférence sur l'éducation non sexiste. Les Valaisannes se sont penchées, à l'occasion du 8 mars, sur les nouvelles techniques de reproduction, et les Lausannoises sur l'AVS.

Un grand symposium de femmes organisé principalement par les "Femmes pour la Paix" a réuni plus de 500 femmes pendant deux jours à Bâle les 25 et 26 avril sur le thème: "Vers un futur au féminin".

A l'initiative de plusieurs groupements féministes, un Forum Egalité a eu lieu à Bienne le 13 juin. Par ailleurs, un colloque juridique sur l'égalité entre les sexes organisé par le professeur Ch.-Albert Morand (Université de Genève) s'est tenu à Martigny du 7 au 9 mai.

Le deuxième congrès féminin du Rigi s'est terminé le 14 mai. Trois jours durant, une septantaine de femmes cadres ont débattu de trois grands thèmes: "Femme, politique et société", "économie et environnement", "médiats et désinformation". On ne trouvait d'hommes que parmi les conférenciers.

Le Dispensaire des femmes, centre alternatif de soins gynécologiques et obstétriques fondé en 1978 dans la mouvance féministe, a fermé ses portes en mars. Un nouveau centre de santé des femmes, "Rosa Canina", a été ouvert le 6 avril en lieu et place de l'ancien Dispensaire, avec des objectifs assez semblables. En fait, plus que les aléas financiers, c'est la gestion collective difficile du Dispensaire qui a amené à des dissensions internes et à la fermeture de ce dernier.

La police a recensé 14 viols à Genève en 1986 et l'association Viol-Secours a affirmé, le 14 mai, que l'on pouvait multiplier ce nombre par 5 ou 10. Les femmes agressées n'osent pas déposer plainte et l'association s'efforce autant de les accompagner dans une éventuelle procédure pénale que de les aider dans la prévention des actes de viol. Notons encore qu'à Zurich, la permanence téléphonique de secours pour femmes agressées sexuellement a augmenté ses heures de permanence pour mieux répondre aux besoins des femmes dans ce domaine.

L'Alliance de Sociétés féminines suisses (ASF) s'est donnée en mai une nouvelle présidente en la personne de Huguette de Haller, ancienne présidente de l'Association suisse des femmes universitaires (élue pour un mandat de trois ans).

Zeichenerklärung:

Erste Zahl = Ordnungsnummern
für die Session

Zweite Zahl = fortlaufende Kontroll-
nummern der Geschäfte

- N behandelt vom Nationalrat
S behandelt vom Ständerat
n Erstbehandlung beim Nationalrat
s Erstbehandlung beim Ständerat
D Dringlich
SV Schriftliches Verfahren
* neue Geschäfte
x erledigt

Übersicht über die Verhandlungen der Bundesversammlung

Frühjahrssession 1987

(17. Tagung der 42. Legislaturperiode)

vom Montag, 2. bis Freitag, 20. März 1987

Sitzungen des Nationalrates: 2., 3., 4. (II), 5., 9., 10., 11. (II), 12., 16., 17., 18. (II), 19. (II) und 20. März (17 Sitzungen)

Sitzungen des Ständerates: 2., 3., 4., 5., 9., 10., 11., 17., 18., 19. und 20. März (11 Sitzungen)

Sitzung der Vereinigten Bundesversammlung: 11. März

Standesinitiativen

× 18/81.202 n **Genf. Schutz der Mutterschaft**, vom 1. Juli 1981

Der Kanton Genf beantragt, die gesetzlichen Bestimmungen für einen wirksamen Mutterschaftsschutz zu verbessern.

N *Eggl-Winterthur*, Allenspach, Ammann-Bern, Basler, Berger, Bonny, Borel, Bratschi, Butty, Columberg, Darbellay, Dirren, Dupont, Eisenring, Frey, Früh, Gautier, Gloor, Günter, Hari, Hösli, Landolt, Massy, Neukomm, Pfund, Reimann, Schüle, Segmüller, Spälti, Vannay, Zehnder (31)

1984 13. Dezember. **Beschluss des Nationalrates:** Die Initiative wird erst nach Abschluss der Beratung des Geschäftes Nr. 76/81.044 behandelt.

1986 4. Dezember. **Beschluss des Ständerates:** Die Standesinitiative wird abgeschrieben (siehe Geschäft Nr. 74/81.044).

1987 4. März. **Beschluss des Nationalrates:** Die Standesinitiative wird abgeschrieben (siehe Geschäft Nr. 81/81.044).

22/87.203 – **St. Gallen. Künstliche Befruchtung beim Menschen**, vom 20. März 1987

Der Grosse Rat des Kantons St. Gallen beauftragte am 16. Februar 1987 den Regierungsrat, der Bundesversammlung eine Standesinitiative mit dem Begehren einzureichen, die Bundesversammlung möge unverzüglich Vorschriften über die künstliche Befruchtung beim Menschen erlassen.

22/87.203 – **Saint-Gall. Fécondation artificielle chez l'être humain**, du 20 mars 1987

Le Grand Conseil du canton de Saint-Gall a chargé le Conseil d'Etat, le 16 février 1987, de présenter aux Chambres fédérales une initiative cantonale demandant que l'Assemblée fédérale édicte sans tarder des prescriptions concernant la fécondation artificielle chez l'être humain.

× 18/81.202 n **Genève. Protection de la maternité**, du 1^{er} juillet 1981

Le canton de Genève propose d'améliorer les dispositions légales visant à protéger efficacement la maternité.

N *Eggl-Winterthur*, Allenspach, Ammann-Berne, Basler, Berger, Bonny, Borel, Bratschi, Butty, Columberg, Darbellay, Dirren, Dupont, Eisenring, Frey, Früh, Gautier, Gloor, Günter, Hari, Hösli, Landolt, Massy, Neukomm, Pfund, Reimann, Schüle, Segmüller, Spälti, Vannay, Zehnder (31)

1984 13 décembre. **Décision du Conseil national:** L'initiative sera traitée à la fin des délibérations sur la révision partielle de la loi sur l'assurance-maladie (objet n° 76/81.044).

1986 4 décembre: Le Conseil des Etats décide de classer l'initiative (voir objet n° 74/81.044).

1987 4 mars. **Décision du Conseil national:** L'initiative est classée (voir objet n° 81/81.044).

Parlamentarische Initiativen

× 27/77.231 n Familienpolitik (Nanchen),
vom 13. Dezember 1977

Gemäss Artikel 21^{sexies} des Geschäftsverkehrsgesetzes und Artikel 27 des Geschäftsreglements des Nationalrats reiche ich folgende Initiative in der Form der allgemeinen Anregung ein:

In Anwendung von Artikel 34^{quingies} und gestützt auf Artikel 34^{ter} Absatz 1 Buchstaben a und g, Artikel 34^{novies} Absatz 3 und Artikel 64 der Bundesverfassung erlässt der Bund gesetzliche Bestimmungen zur Schaffung eines wirklichen Familienschutzes.

Diese Bestimmungen sollen insbesondere die folgenden Massnahmen vorsehen:

1. Die Einrichtung einer obligatorischen Mutterschaftsversicherung, die nach dem Modell der AHV finanziert wird.
 - 1.1 Diese Versicherung deckt die durch Schwangerschaft und Niederkunft entstandenen Kosten für die Pflege durch den Arzt und medizinische Hilfspersonen sowie für Arzneimittel und Spitalaufenthalt.
 - 1.2 Sie gewährt während eines 16wöchigen Mutterschaftsurlaubs, von dem 10 Wochen auf die Zeit nach der Niederkunft entfallen, ein Taggeld. Dieses beträgt für Arbeitnehmerinnen mindestens 80 Prozent des entgangenen Lohns und für nichterwerbstätige Frauen gleich viel wie der Erwerbssatz für Nichterwerbstätige im Militärdienst.
 - 1.3 Ein solches Taggeld erhält auch die erwerbstätige Mutter oder der erwerbstätige Vater, wenn sie oder er zur Pflege eines kranken Kindes zu Hause bleiben muss.
 - 1.4 Ist der Mutterschaftsurlaub abgelaufen oder wird ein Kleinkind zur späteren Adoption in Pflege genommen, so kann, wenn beide Eltern erwerbstätig sind, der Mutter oder dem Vater ein Elternurlaub gewährt werden. Dieser Urlaub dauert höchstens neun Monate und gibt Anspruch auf eine Entschädigung, die grundsätzlich 80 Prozent des entgangenen Lohns ausmacht.
2. Den Schutz der schwangeren Frau vor Kündigung des Arbeitsvertrags. Der Kündigungsschutz wird auch Frauen und Männern in den Fällen der Ziffern 1.2, 1.3 und 1.4 gewährt, und die aufgrund des Arbeitsvertrags erworbenen Rechte bleiben in diesen Fällen gewahrt.
3. Die Förderung der beruflichen Wiedereingliederung und der Umschulung der Frauen, die aus familiären Gründen ihre Erwerbstätigkeit für mehrere Jahre unterbrochen haben.
4. Die Einrichtung einer eidgenössischen Familienzulageordnung für die Erwerbstätigen, die insbesondere einen interkantonalen Ausgleich vorsieht.

N Eggli-Winterthur, Aliesch, Allenspach, Ammann-St. Gallen, Candaux, Darbellay, Dupont, Eppenberger-Nesslau, Fischer-Hägglings, Gautier, Hösli, Jung, Keller, Kühne, Morf, Nauer, Nef, Neukomm, Schnyder-Bern, Segmüller, Vannay, Weber Monika, Zbinden (23)

1978 18. April: Die Kommission setzt ihre Beratungen aus bis zum Erscheinen der Botschaft über die Volksinitiative.

1983 16. März: Der Nationalrat beschliesst, die Punkte 1 und 2 abzuschreiben, den Punkten 3 und 4 jedoch Folge zu geben (siehe auch Geschäft Nr. 72/82.074).

Motion I der Kommission des Nationalrates, vom 25. April 1985

Familienzulagengesetz in der Landwirtschaft

Der Bundesrat wird beauftragt, eine Vorlage zu unterbreiten, wonach der Anwendungsbereich des Familienzulagengesetzes in der Landwirtschaft ausgedehnt wird auf Selbständigerwerbende ausserhalb der Landwirtschaft und Nichterwerbstätige, die eine bestimmte Einkommensgrenze nicht übersteigen.

Postulat II der Kommission des Nationalrates, vom 25. April 1985

Kinderzulagen für Arbeitnehmer

Der Bundesrat wird eingeladen, in Zusammenarbeit mit den kantonalen Behörden seine Bemühungen zu verstärken, mit denen das Kinderzulagewesen unter den Kantonen koordiniert werden kann. Dabei sind die nachfolgend genannten Punkte zu beachten:

1. Beitragspflicht der Arbeitgeber zu einer kantonalen, beruflichen oder zwischenberuflichen Ausgleichskasse.
2. Anspruchsvoraussetzungen und Klärung der Begriffe:
 - Altersgrenze «Kind»
 - Geltungsbereich
 - Obhutprinzip (Kinder von unverheirateten, getrennten oder geschiedenen Eltern)
 - Rechtsstellung des ausländischen Arbeitnehmers
3. Bezugsberechtigung bei
 - Teilzeitarbeit
 - Doppelverdiener
 - Vermeidung von Doppelbezug
4. Koordination des Kinderzulagewesens mit den übrigen Sozialversicherungen bei:
 - Teilarbeitslosigkeit
 - voller Arbeitslosigkeit
 - Unfall
 - Krankheit
 - Todesfall
5. Koordination mit ausländischen Kinder- resp. Familienzulagenordnungen

1986 10. März: Der Nationalrat beschliesst, Punkt 4 keine Folge zu geben. Die Motion der Kommission wird abgelehnt; das Postulat der Kommission wird angenommen.

Postulat III der Kommission des Nationalrates, vom 31. Oktober 1986

Berufsbildung. Rechte der Frauen

Der Bundesrat wird beauftragt, eine Informationsbroschüre zwecks Weiterverbreitung zu erstellen, in welcher alle Bestimmungen zusammengefasst sind, die den Frauen insbesondere Aufschluss gibt über ihre Rechte und über die gesetzlichen Möglichkeiten in den Bereichen der Berufsbildung, der Umschulung und der beruflichen Wiedereingliederung.

Postulat IV der Kommission des Nationalrates, vom 31. Oktober 1986

Berufliche Wiedereingliederung der Frauen

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen und Bericht zu erstatten, wie Punkt 3 der Parlamentarischen Initiative Nanchen zur Familienpolitik

- Die Förderung der beruflichen Wiedereingliederung und der Umschulung der Frauen, die aus familiären Gründen ihre Erwerbstätigkeit für mehrere Jahre unterbrochen haben; Rechnung getragen werden kann im Berufsbildungsgesetz, im Gesetz über die Arbeitslosenversicherung oder allenfalls in anderen Erlassen.

Motion V der Kommissionsminderheit (Fankhauser, ...), vom 31. Oktober 1986

Familienpflichten und Erwerbstätigkeit

Der Bundesrat wird eingeladen, die nötigen Massnahmen zu treffen, um die berufliche Eingliederung und die Umschulung von Personen, die aus familiären Gründen ihre Erwerbstätigkeit für mehrere Jahre unterbrochen haben, zu fördern.

Insbesondere sollen

- a. besondere Stipendien zu diesem Zwecke vorgesehen werden;
- b. die Möglichkeiten von Artikel 50 des Berufsbildungsgesetzes angepasst werden;
- c. da, wo vorhanden, die hinderlichen Altersgrenzen bei der Zulassung zu Ausbildungsgängen aufgehoben werden;
- d. die Vermittlungsfähigkeiten (Art. 15 AVIG) von Personen mit Familienpflichten differenziert beurteilt werden.

1987 11. März: Der Nationalrat beschliesst, Punkt 3 keine Folge zu geben. Die Postulate III und IV der Kommission werden angenommen. Die Buchstaben a und d der Motion der Minderheit der Kommission werden in nachstehender Form eines Postulates angenommen (die Buchstaben b und c sind abgelehnt):

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob es nicht angezeigt wäre, die nötigen Massnahmen ...

Insbesondere sollen

- a. ...
- b. die Vermittlungsfähigkeiten (Art. 15 AVIG) von Personen mit Familienpflichten differenziert beurteilt werden.

× 27/77.231 n **Politique familiale** (Nanchen),
du 13 décembre 1977

Conformément à l'article 21^{sexies} de la loi sur les rapports entre les conseils et à l'article 27 du règlement du Conseil national, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'une proposition conçue en termes généraux.

En application de l'article 34^{quinquies} et sur la base des articles 34^{ter}, 1^{er} alinéa, lettres a et g, 34^{novies}, 3^e alinéa, et 64 de la constitution fédérale, des dispositions légales seront édictées en vue de la mise en œuvre d'une protection réelle de la famille.

Ces dispositions comprendront notamment les mesures suivantes:

1. La création d'une assurance-maternité obligatoire, qui sera financée selon le modèle de l'AVS.
 - 1.1 Cette assurance couvrira les frais médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques et hospitaliers occasionnés par la grossesse et l'accouchement.
 - 1.2 Durant un congé de maternité de 16 semaines dont 10 après l'accouchement, elle garantira le versement d'une indemnité journalière qui correspondra, pour les travailleuses, au moins à 80% du salaire perdu, et, pour les femmes n'exerçant pas d'activité lucrative, qui sera égale au montant de l'allocation pour perte de gain revenant aux personnes non actives qui effectuent un service militaire.
 - 1.3 Une même indemnité sera également versée à l'un des parents salariés lorsque la présence de la mère ou du père est requise auprès d'un enfant malade.
 - 1.4 A l'échéance du congé de maternité ou lors de la prise en charge d'un enfant en bas âge en vue d'adoption, un congé parental pourra être accordé à la mère ou au père lorsque chacun d'eux est salarié. Ce congé pourra s'étendre au plus sur une durée de 9 mois et donnera droit à une indemnité correspondant en principe à 80% du salaire perdu.
2. La protection des femmes enceintes contre la résiliation du contrat de travail, la même protection étant accordée aux femmes et aux hommes dans les cas mentionnés sous chiffre 1.2, 1.3 et 1.4, ainsi que le maintien dans les mêmes cas des droits acquis découlant du contrat de travail.
3. L'encouragement de la réinsertion professionnelle et du recyclage des femmes ayant interrompu leur activité lucrative pendant plusieurs années pour des raisons familiales.
4. L'institution d'un régime fédéral d'allocations familiales aux salariés prévoyant notamment une compensation intercantonale.

N *Eggli-Winterthour, Aliesch, Allenspach, Ammann-Saint-Gall, Candaux, Darbellay, Dupont, Eppenberger-Nesslau, Fischer-Häggligen, Gautier, Hösl, Jung, Keller, Kühne, Morf, Nauer, Nef, Neukomm, Schnyder-Berne, Segmüller, Vannay, Weber Monika, Zbinden* (23)

1978 18 avril: La commission suspend ses travaux jusqu'au dépôt du message sur l'initiative populaire.

1983 16 mars: Le Conseil national décide de classer les points 1 et 2, mais de donner suite aux points 3 et 4 (voir objet n° 72/82.074).

Motion I de la commission du Conseil national, du 25 avril 1985

Loi sur les allocations familiales dans l'agriculture

Le Conseil fédéral est invité à présenter un projet de loi par lequel le champ d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture serait étendu aux indépendants n'appartenant pas à l'agriculture ainsi qu'aux personnes sans activité lucrative dont le revenu n'excéderait pas une certaine limite.

Postulat II de la commission du Conseil national, du 25 avril 1985

Allocations pour enfants allouées aux salariés

Le Conseil fédéral est invité à intensifier son action pour obtenir que les cantons coordonnent leurs régimes d'allocations pour enfants. A cet effet, il collaborera avec les autorités cantonales. La coordination en question portera sur les points suivants:

1. Obligation pour les employeurs de cotiser à une caisse de compensation cantonale, professionnelle ou interprofessionnelle.

2. Conditions d'octroi des allocations et clarification des notions:
 - Limite d'âge «Enfant»
 - Champ d'application
 - Principe de la garde (enfants de parents non mariés, séparés ou divorcés)
 - Statut du salarié étranger
3. Droit aux allocations
 - en cas d'activité à temps partiel
 - en cas d'activité double
 - empêchement du cumul d'allocations
4. Coordination du régime des allocations pour enfants avec les autres branches des assurances sociales dans les cas suivants:
 - chômage partiel
 - chômage complet
 - accident
 - maladie
 - décès
5. Coordination des régimes d'allocations familiales avec les systèmes étrangers d'allocations pour enfants ou d'allocations familiales

1986 10 mars: Le Conseil national décide de ne pas donner suite au point 4 de l'initiative; la motion de la commission est rejetée, le postulat est adopté.

Postulat III de la commission du Conseil national, du 31 octobre 1986

Formation professionnelle. Droits des femmes

Le Conseil fédéral est chargé de mettre au point un document explicatif destiné à une large diffusion, rassemblant toutes les dispositions qui permettraient aux femmes notamment de connaître leurs droits et les possibilités légales offertes en matière professionnelle, de recyclage et d'encouragement à la réinsertion professionnelle.

Postulat IV de la commission du Conseil national, du 31 octobre 1986

Réinsertion professionnelle des femmes

Le Conseil fédéral est invité à examiner et à établir un rapport sur la manière dont on peut tenir compte dans la loi sur la formation professionnelle, la loi sur l'assurance-chômage et le cas échéant, dans d'autres instruments, du point 3 de l'initiative parlementaire Nanchen sur la politique familiale portant sur la promotion de la réinsertion professionnelle et du recyclage des femmes qui, pour des raisons familiales, ont interrompu leur activité pendant plusieurs années.

Motion V de la minorité de la commission du Conseil national (Fankhauser, Deneys, Eggli-Winterthour, Reimann, Stappung, Zehnder) du 31 octobre 1986

Responsabilités familiales et activité professionnelle

Le Conseil fédéral est invité à prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir la réinsertion et le recyclage professionnel des personnes qui pour des raisons familiales ont interrompu leur activité pendant plusieurs années.

Il faudrait en particulier:

- a. prévoir à cette fin l'octroi de bourses spéciales,
- b. adapter les possibilités offertes par l'article 50 de la loi fédérale sur la formation professionnelle,
- c. lever, là où elles existent, les limites d'âge restreignant l'admission à une formation professionnelle,
- d. apprécier de manière nuancée, l'aptitude au placement (art. 15 LACI) des personnes ayant des responsabilités familiales.

1987 11 mars: Le Conseil national décide de ne pas donner suite au point 3 de l'initiative; les postulats III et IV de la commission sont adoptés; les lettres a et d de la motion V de la minorité de la commission sont adoptées sous la forme d'un postulat ainsi conçu:

Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne serait pas indiqué de prendre les mesures...

Les lettres b et c sont rejetées.

× 29/81.222 n **Schwangerschaftsabbruch** (Nationalrat), vom 10. März 1981 (siehe Geschäft Nr. 78.222).

Bericht und Anträge der Kommission des Nationalrates vom 27. August 1979 (BBI II, 1037) zu den parlamentarischen Initiativen und Standesinitiativen zum Schwangerschaftsabbruch.

Stellungnahme und Gesetzesentwurf des Bundesrates vom 29. September 1980 (BBI III, 1047).

N *Christinat, Blocher, Blunschy, de Chastonay, Deneys, Eppenberger-Nesslau, Frey, Gäutier, Grassi, Hösli, Jaggi, Jung, Longet, Mauch, Müller-Wiliberg, Nef, Pidoux, Segmüller, Spoerry, Wagner, Wanner, Weber Monika, Ziegler*

(23)

S *Bührer, Bauer, Brahier, Dobler, Flückiger, Gadiant, Genoud, Jagmetti, Matossi, Moll, Piller, Reichmuth, Schmid, Schönenberger, Zumbühl*

(15)

A. Schweizerisches Strafgesetzbuch

Änderung vom

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

gestützt auf Artikel 64^{bis} der Bundesverfassung, nach Prüfung verschiedener parlamentarischer Initiativen und Standesinitiativen,

nach Einsicht in den Bericht der Kommission des Nationalrates vom 27. August 1979¹⁾

und die Stellungnahme des Bundesrates vom 29. September 1980²⁾,

beschliesst:

I
Das Schweizerische Strafgesetzbuch³⁾ wird wie folgt geändert:

Art. 121^{bis} Abbruch der Schwangerschaft innert der ersten zwölf Wochen

¹ Die Kantone können durch ein Gesetz bestimmen, dass der Abbruch der Schwangerschaft nicht strafbar ist, wenn er innerhalb der ersten zwölf Wochen nach der letzten Periode ausgeführt wird.

² Ausserdem müssen folgende Voraussetzungen gegeben sein:

- a. Der Eingriff muss durch einen diplomierten, in der Schweiz zur Ausübung seines Berufes zugelassenen Arzt ausgeführt werden;
- b. Die Schwangere muss dem Eingriff schriftlich zustimmen; ist sie nicht urteilsfähig, so ist die schriftliche Zustimmung ihres gesetzlichen Vertreters erforderlich;
- c. Die Schwangere hat sich mindestens eine Woche vor einem allfälligen Eingriff durch einen diplomierten, in der Schweiz zur Ausübung seines Berufes zugelassenen Arzt oder durch eine kantonal anerkannte Beratungsstelle beraten zu lassen.

³ Der nach den Absätzen 1 und 2 straflose Schwangerschaftsabbruch bleibt auf dem ganzen Gebiet der Schweiz straflos.

Art. 121^{ter} Nichtbeachtung des Artikels 121^{bis}

1. Der Arzt, der aus einem der gesetzlich anerkannten Gründe die Schwangerschaft abbricht, ohne dass die Zustimmung der Schwangeren oder ihres gesetzlichen Vertreters schriftlich vorliegt, ohne diplomiert und in der Schweiz zur Ausübung des Berufes zugelassen zu sein, ohne die gesetzlichen Bestimmungen des Artikels 121^{bis} Absatz 2 Buchstabe c zu beachten, wird, wenn er vorsätzlich handelt, mit Haft oder Busse bestraft. Bei Rückfall kann er mit Gefängnis bestraft werden.
2. Der Arzt, der grob fahrlässig annimmt, es liege ein gesetzlich anerkannter Grund vor, und die Schwangerschaft zu Unrecht abbricht, wird mit Gefängnis oder Busse bestraft.

Art. 121^{quater} Meldung der Eingriffe

Der Bundesrat erlässt nach Anhören der Kantone Bestimmungen über die Meldung der Eingriffe an das Bundesamt für Statistik.

Art. 121^{quinquies} Weigerung aus Gewissensgründen

Niemand ist verpflichtet, bei der Durchführung eines Schwangerschaftsabbruches mitzuwirken, wenn er dies aus Gewissensgründen nicht verantworten kann. Die Weigerung ist ohne Verzug bekanntzugeben.

Art. 211

Streichen

II

¹ Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.

² Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

¹⁾ BBI 1979 II 1037

²⁾ BBI 1980 III 1047

³⁾ SR 311.0

1981 23. September: Der Ständerat beschliesst, auf dieses Bundesgesetz nicht einzutreten.

B. Bundesgesetz über die Schwangerschaftsberatungsstellen

Bundesblatt 1981 III; 242; Ablauf der Referendumsfrist: 18. Januar 1982

C. Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung

Bundesblatt 1981 III, 240; Ablauf der Referendumsfrist: 18. Januar 1982

1982 21. Juni: Die Kommission des Nationalrates beschliesst, ihre Beratungen vorläufig auszusetzen (s. Bericht der Kommission, Amtl. Bull. NR S. 1384).

Motion der Kommissionsminderheit (Hösli, Hari, Nef, Spoerry) vom 16. Januar 1986

Schwangerschaftsabbruch. Indikationenlösung

Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament eine neue Botenschaft zur Lösung der Frage des Schwangerschaftsabbruchs zu unterbreiten. Er soll dabei eine Indikationenlösung anstreben, welche den bisherigen Volksabstimmungen Rechnung trägt.

1987 2. März. Beschluss des Nationalrates: Nichteintreten.

Die Motion der Kommissionsminderheit wird (auch in der Form eines Postulates) abgelehnt.

× 29/81.222 n **Interruption de la grossesse** (Conseil national), du 10 mars 1981 (voir objet n° 78.222).

Rapport et propositions de la commission du Conseil national du 27 août 1979 (FF II, 1021) concernant les initiatives parlementaires et initiatives des cantons sur l'interruption de la grossesse.

Avis du Conseil fédéral et projet de loi du 29 septembre 1980 (FF III, 1050).

N *Christinat, Blocher, Blunschy, de Chastonay, Deneys, Eppenberger-Nesslau, Frey, Gautier, Grassi, Hösli, Jaggi, Jung, Longet, Mauch, Müller-Wiliberg, Nef, Pidoux, Segmüller, Spoerry, Wagner, Wanner, Weber Monika, Ziegler*

(23)

E *Bührer, Bauer, Brahier, Dobler, Flückiger, Gadiant, Genoud, Jagmetti, Matossi, Moll, Piller, Reichmuth, Schmid, Schönenberger, Zumbühl*

(15)

A. Code pénal suisse

Modification du

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 64^{bis} de la constitution;

après examen de diverses initiatives parlementaires et cantonales;

vu le rapport du 27 août 1979 d'une commission du Conseil national¹⁾;

vu l'avis du Conseil fédéral du 29 septembre 1980²⁾,

arrête:

I

Le code pénal suisse³⁾ est modifié comme il suit:

Art. 121^{bis} Interruption de la grossesse pendant les douze premières semaines

¹ Les cantons peuvent prévoir par une loi que l'interruption de la grossesse n'est pas punissable lorsqu'elle est pratiquée dans les douze semaines après le début des dernières règles.

² En outre, les conditions suivantes doivent être remplies:

¹⁾ FF 1979 II 1021

²⁾ FF 1980 III 1050

³⁾ RS 311.0

- L'interruption doit être pratiquée par un médecin diplômé et autorisé à exercer sa profession en Suisse;
- La personne enceinte doit consentir par écrit à l'intervention; si elle est incapable de discernement, le consentement écrit de son représentant légal est requis;
- La personne enceinte doit consulter, au moins une semaine avant l'éventuelle intervention, un médecin diplômé et autorisé à exercer sa profession en Suisse ou un centre de consultation reconnu par un canton.

³ Une interruption de grossesse qui n'est pas punissable selon les alinéas 1 et 2 ne peut faire l'objet de poursuite en Suisse.

Art. 121^{er} Inobservation de l'article 121^{bis}

- Le médecin qui, dans l'un des cas prévus par la loi, aura interrompu une grossesse, sans que le consentement de la personne enceinte ou de son représentant légal n'ait été donné par écrit, sans être diplômé et autorisé à exercer sa profession en Suisse, sans respecter les conditions prévues à l'article 121^{bis} alinéa 2 lettre c, sera puni, s'il a agi intentionnellement, des arrêts ou de l'amende. En cas de récidive, il pourra être puni de l'emprisonnement.
- Le médecin qui aura admis, par une négligence grave, qu'il existe un motif reconnu par la loi et aura indûment interrompu la grossesse sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Art. 121^{quater} Communication des interventions

Après consultations des cantons, le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant la communication des interventions à l'Office fédéral de la statistique.

Art. 121^{quinquies} Refus pour des raisons de conscience

Nul n'a l'obligation de collaborer à l'exécution d'une interruption de grossesse lorsqu'il ne peut en prendre la responsabilité pour des raisons de conscience. Le refus doit être annoncé sans délai.

Art. 211

Biffer

II

¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

1981 23 septembre: Le Conseil des Etats décide de ne pas entrer en matière sur cette loi.

B. Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse

Feuille fédérale 1981 III, 218; délai d'opposition: 18 janvier 1982

C. Loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents

Feuille fédérale 1981 III, 216; délai d'opposition: 18 janvier 1982

1982 21 juin: La commission du Conseil national décide de suspendre provisoirement ses délibérations (v. Rapport de la commission, BO, CN p. 1384).

Motion de la minorité de la commission (Hösli, Hari, Nef, Sperry), du 16 janvier 1986

Interruption de la grossesse. Solution des indications

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement un nouveau message sur la solution à apporter à la question de l'interruption de la grossesse, qui, en tenant compte des votations populaires, propose une solution des indications.

1987 2 mars: Le Conseil national décide de ne pas entrer en matière; la **motion de la minorité de la commission** est rejetée, même sous forme de postulat.

34/85.239 n Bundespersonal im Ausland. Politische Rechte der Ehegatten (Gautier), vom 26. September 1985

Gemäss Artikel 21^{bis} des Geschäftsverkehrsgesetzes und Artikel 27 des Geschäftsreglements des Nationalrates reiche ich folgende parlamentarische Initiative ein:

Das Bundesgesetz vom 19. Dezember 1975 über die politischen Rechte der Auslandschweizer wird wie folgt geändert:

Art. 7^{bis} (neu)

Die Bediensteten des Bundes, die der Beamten- oder Angestelltenordnung unterstehen und im Ausland eingesetzt sind, sowie ihre Ehegatten können von dort aus brieflich stimmen. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten regelt die Einzelheiten.

Art. 8 Abs. 3

Streichen

N Petitions- und Gewährleistungskommission

1986 20. Juni: Der Nationalrat beschliesst, der Initiative Folge zu geben.

34/85.239 n Agents de la Confédération à l'étranger. Droits politiques des conjoints (Gautier), du 26 septembre 1985

En vertu de l'article 21^{bis} de la loi sur les rapports entre les conseils et de l'article 27 du règlement du conseil, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les droits politiques des Suisses de l'étranger, du 19 décembre 1975, est modifiée comme il suit:

Art. 7^{bis} (nouveau)

L'agent de la Confédération soumis au règlement des fonctionnaires ou à celui des employés, qui est en service à l'étranger, ainsi que son conjoint, peuvent voter par correspondance de l'étranger. Le Département fédéral des affaires étrangères règle les détails.

Art. 8, al. 3

Biffer

N Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales

1986 20 juin: Le Conseil national décide de donner suite à l'initiative.

x 40/86.223 n Gesetz gegen die Diskriminierung der Frau (Fetz), vom 6. März 1986

Frau Fetz beantragt, ein Antidiskriminierungsgesetz auszuarbeiten.

(Die Initiative kann beim Sekretariat der Bundesversammlung bezogen werden.)

N Petitions- und Gewährleistungskommission

Postulat der Petitions- und Gewährleistungskommission, vom 9. März 1987:

Gleichstellung von Mann und Frau. Verwirklichung

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob zusätzlich zu den im Rechtsetzungsprogramm «Gleiche Rechte für Mann und Frau» vom 25. Februar 1986 angekündigten Arbeiten Massnahmen zu treffen sind, welche die Verwirklichung der Gleichstellung von Mann und Frau beschleunigen und insbesondere folgendes vorsehen:

- die Förderung der tatsächlichen Gleichstellung in den vom Rechtsetzungsprogramm behandelten Bereichen, vor allem in Arbeit, Familie, sozialer Sicherheit und im Steuerwesen;
- die Einrichtung einer Amtsstelle mit klar geregelten Kompetenzen.

Motion der Kommissionsminderheit, (Dencys, ...), vom 9. März 1987:

Gleiche Rechte für Mann und Frau, Massnahmen

Der Bundesrat wird beauftragt, neben dem im Bericht über das Rechtsetzungsprogramm «Gleiche Rechte für Mann und Frau» vom 25. Februar 1986 laufenden Arbeiten, praktische Massnahmen zur Gleichstellung der Geschlechter vorzusehen und dem Parlament zu unterbreiten.

Diese sollen insbesondere umfassen:

- die Förderung der tatsächlichen Gleichstellung in den vom Rechtsetzungsprogramm behandelten Bereichen, vor allem in Arbeit, Familie, sozialer Sicherheit und im Steuerwesen;
- die Einrichtung einer Arbeitsstelle, zu deren Aufgaben es gehört, die Öffentlichkeit über Fragen der Gleichstellung von Mann und Frau zu orientieren, Empfehlungen und Massnahmen zur Durchsetzung von Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung zu erarbeiten, Betroffene in Gleichberechtigungsfragen zu beraten, sowie die Verwirklichung der Gleichstellung in der Praxis.
- die Einführung eines Klagerechts bei arbeitsrechtlichen Verfahren für Vereine und Verbände, die ihren Statuten gemäss die Gleichberechtigung der Geschlechter zu fördern haben.

Die Kommission legt Gewicht auf die Beschleunigung der gesetzgeberischen Arbeiten zur Gleichstellung von Frau und Mann.

1987 19. März: Der Nationalrat beschliesst, der Initiative keine Folge zu geben.

Das **Postulat der Kommission** wird angenommen, die **Motion der Kommissionsminderheit** wird abgelehnt.

× **40/86.223 n Loi contre la discrimination de la femme (Fetz)**, du 6 mars 1986

M^{me} Fetz propose d'élaborer une loi contre la discrimination de la femme. (Le texte de l'initiative peut être obtenu au Secrétariat de l'Assemblée fédérale)

N Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales

Postulat de la commission, du 9 mars 1987

Egalité des droits entre hommes et femmes

Le Conseil fédéral est prié de prévoir des mesures pratiques de nature à instaurer l'égalité des droits entre les sexes parallèlement aux travaux en cours en relation avec le programme législatif «Egalité des droits entre hommes et femmes» du 25 février 1986. Celles-ci devront notamment permettre:

- De promouvoir une égalité effective des droits dans les domaines examinés dans le programme législatif, soit en priorité le travail, la famille, la sécurité sociale et la fiscalité.
- De créer un service ayant des compétences clairement définies.

Motion de la minorité de la commission (Deneys, Leuenberger Moritz, Maeder-Appenzell; Nauer, Petitpierre, Stamm Judith, Vannay, Weber-Arbon), du 9 mars 1987.

Egalité des droits entre hommes et femmes

Le Conseil fédéral est chargé de prévoir des mesures pratiques de nature à instaurer l'égalité des droits entre les sexes parallèlement aux travaux en cours en relation avec le programme législatif «Egalité des droits entre hommes et femmes» du 25 février 1986. Celles-ci devront notamment permettre:

- De promouvoir une égalité effective des droits dans les domaines examinés dans le programme législatif, soit en priorité le travail, la famille, la sécurité sociale et la fiscalité;
- De créer un service qui serait en particulier chargé de renseigner le public sur les questions touchant à l'égalité des droits entre hommes et femmes, de préparer des recommandations et des mesures visant à la mise en œuvre de l'article 4, 2^e alinéa, de la Constitution fédérale, de conseiller les intéressés au sujet de l'égalité des droits et d'en évaluer la réalisation concrète;
- D'introduire le droit d'agir en justice dans des litiges concernant le droit du travail pour les associations et organisations qui selon leurs statuts s'efforcent de promouvoir l'égalité des droits entre les sexes.

La commission attache du prix à l'accélération des travaux législatifs concernant l'égalité des droits entre hommes et femmes.

1987 19 mars: Le Conseil national décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Le **postulat de la commission** est adopté; la **motion de la minorité** est rejetée.

53/86.239 n Schutz der schwangeren Frauen und Mütter (Christinat), vom 10. Dezember 1986

Gestützt auf Artikel 21^{bis} des Geschäftsverkehrsgesetzes und Artikel 27 des Geschäftsreglementes des Nationalrates reiche ich folgende Initiative in der Form des ausgearbeiteten Entwurfes ein:

Arbeitsgesetz (822.11)

Art. 35 Abs. 2 (neu)

² Der Mutterschaftsurlaub dauert 16 Wochen, wovon mindestens 10 Wochen nach der Geburt bezogen werden müssen.

N Kommission für soziale Sicherheit

53/86.239 n Protection des femmes enceintes et des mères (Christinat), du 10 décembre 1986

Conformément à l'article 21^{bis} de la loi sur les rapports entre les Conseils et à l'article 27 du règlement du Conseil national, je dépose l'initiative individuelle suivante sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

Loi fédérale sur le travail (822.11)

Art. 35, 2^e al. (nouveau)

² Le congé maternité est de 16 semaines dont 10 semaines au moins après l'accouchement.

N Commission de la sécurité sociale

62/87.222 n Gleiche Krankenkassenprämien für Männer und Frauen (Borel), vom 20. März 1987

Gestützt auf Artikel 93 der Bundesverfassung und Artikel 21^{bis} des Geschäftsverkehrsgesetzes schlage ich vor, dass das Bundesgesetz über die Kranken- und Mutterschaftsversicherung wie folgt abgeändert wird:

Art. 6^{bis} Abs. 2

² Die Mitgliederbeiträge können nach Eintrittsalter und nach örtlich bedingten Kostenunterschieden abgestuft werden (Rest gleich).

62/87.222 n Egalité des cotisations d'assurance-maladie entre hommes et femmes (Borel), du 20 mars 1987

Me fondant sur l'article 93 de la constitution fédérale et sur l'article 21^{bis} de la loi sur les rapports entre les conseils, je propose que la loi sur l'assurance-maladie et maternité soit modifiée de la manière suivante:

Art. 6^{bis}, 2^e alinéa:

² Les cotisations peuvent être échelonnées d'après l'âge d'entrée et les différences de frais dues aux conditions locales. (reste inchangé)

66/85.240 s Bundespersonal im Ausland. Politische Rechte der Ehegatten (Bauer), vom 26. September 1985

Gemäss Artikel 21^{bis} des Geschäftsverkehrsgesetzes und Arti-

kel 23 des Geschäftsreglements des Ständerates reiche ich folgende parlamentarische Initiative ein:

Das Bundesgesetz vom 19. Dezember 1975 über die politischen Rechte der Auslandschweizer wird wie folgt geändert:

Art. 7^{bis} (neu)

Die Bediensteten des Bundes, die der Beamten- oder Angestelltenordnung unterstehen und im Ausland eingesetzt sind, sowie ihre Ehegatten können von dort aus brieflich stimmen. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten regelt die Einzelheiten.

Art. 8 Abs. 3

Streichen

S Petitionskommission

1986 18. Juni: Der Ständerat beschliesst, der Initiative Folge zu geben.

66/85.240 é Agents de la Confédération à l'étranger. Droits politiques des conjoints (Bauer), du 26 septembre 1985

En vertu de l'article 21^{bis} de la loi sur les rapports entre les conseils et de l'article 23 du règlement du conseil, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les droits politiques des Suisses de l'étranger, du 19 décembre 1975, est modifiée comme il suit:

Art. 7^{bis} (nouveau)

L'agent de la Confédération soumis au règlement des fonctionnaires ou à celui des employés, qui est en service à l'étranger, ainsi que son conjoint, peuvent voter par correspondance de l'étranger. Le Département fédéral des affaires étrangères règle les détails.

Art. 8, al. 3

Biffer

E Commission des pétitions

1986 18 juin: Le Conseil des Etats décide de donner suite à l'initiative.

Eidg. Departement des Innern

× **81/81.044 n Krankenversicherung. Teilrevision**

Botschaft und Gesetzesentwurf vom 19. August 1981 (BBI II, 1117) über die Teilrevision der Krankenversicherung.

N *Eggl-Winterthur, Allenspach, Ammann-Bern, Basler, Berger, Bonny, Borel, Bratschi, Butty, Columberg, Darbellay, Dirren, Dupont, Eisenring, Frey, Früh, Gautier, Gloor, Günther, Hari, Hösl, Landolt, Masy, Neukomm, Pfund, Reimann, Schüle, Segmüller, Spälti, Vannay, Zehnder* (31)

S *Hänsenberger, Andermatt, Arnold, Bauer, Binder, Bühler, Debétaz, Kündig, Masoni, Matossi, Meier Josi, Schmid, Schönenberger, Steiner, Weber* (15)

1984 4. Oktober: Der Nationalrat hat die Artikel 1-34 durchberaten.

Motion I der Kommission des Nationalrates, vom 6. Juli 1984:

Ärzteüberfluss

Der Bundesrat wird eingeladen, im Rahmen der Bildungs- und Gesundheitspolitik in Zusammenarbeit mit den Kantonen Massnahmen zu treffen, um die Ursachen und Auswirkungen des Ärzteüberflusses wirksam anzugehen; dabei muss eine ausreichende Gesundheitsversorgung gewährleistet bleiben.

Motion II der Kommission des Nationalrates, vom 6. Juli 1984:

Krankenversicherung. Finanzierung

Der Bundesrat wird eingeladen, dem Parlament eine Vorlage über die Finanzierung der Krankenversicherung (Krankenpflege) zu unterbreiten, mit dem Ziel, die Bundesbeiträge nach den wirtschaftlichen Verhältnissen der Versicherten auszurichten.

Motion III der Kommissionsminderheit (Günter) des Nationalrates, vom 6. Juli 1984:

Alkoholsteuer zugunsten der Krankenkassen

Die vorliegende Revision des Krankenversicherungsgesetzes wird erhöhte Ausgaben für die Krankenkassen mit sich bringen. Der Bundesrat wird daher aufgefordert, zu deren teilweisen Deckung eine Alkoholsteuer auf allen alkoholhaltigen Getränken, abgestuft nach dem Gehalt an Alkohol, dem Nationalrat vorzulegen. Der Ertrag dieser Steuer ist zweckgebunden für die Senkung der Krankenkassenprämien zu verwenden.

Motion IV der Kommissionsminderheit (Zehnder) des Nationalrates, vom 6. Juli 1984:

Soziale Krankenversicherung. Arztrecht

Der Bundesrat wird ersucht, den eidgenössischen Räten unverzüglich eine Vorlage zur Änderung des in der Sozialen Krankenversicherung geltenden Arztrechtes zu unterbreiten. Insbesondere ist zu gewährleisten, dass bei Fehlen eines Vertrages zwischen Ärzten und Krankenkassen

1. alle Versicherten während unbeschränkter Dauer Anspruch auf Rechnungsstellung nach dem behördlich festgesetzten Arzttarif haben;
2. die Weiterführung der Kosten- und Leistungskontrollen für die Krankenkassen ohne besondere Erschwernisse möglich ist;
3. der einzelne Arzt den Verzicht auf jegliche Tätigkeit im Rahmen der Sozialen Krankenversicherung nur bei Vorliegen besonderer persönlicher oder beruflicher Gründe bei der zuständigen Behörde erklären kann, eine kollektive Verweigerung des Tarifschutzes gegenüber den Versicherten somit nicht mehr möglich ist.

A. Bundesgesetz über die Krankenpflegeversicherung inkl. Erweiterung der Leistungen bei Mutterschaft

1984 12. Dezember. Beschluss des Nationalrates abweichend vom Entwurf des Bundesrates.

1986 4. Dezember. Beschluss des Ständerates abweichend vom Beschluss des Nationalrates.

1987 4. März. Beschluss des Nationalrates abweichend vom Beschluss des Ständerates.

1987 10. März. Beschluss des Ständerates abweichend vom Beschluss des Nationalrates.

- 1987 12. März. Beschluss des Nationalrates:** Zustimmung.
- 1987 20. März. Beschluss des Nationalrates:** Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.
- 1987 20. März. Beschluss des Ständerates:** Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.
- Bundesblatt I, 985 und 1169; Ablauf der Referendumsfrist: 29. Juni 1987

B. Bundesgesetz über die Krankengeldversicherung inklusive Taggeld bei Mutterschaft

- 1984 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates** abweichend vom Entwurf des Bundesrates.
- 1986 4. Dezember:** Der Ständerat beschliesst, auf die Vorlage nicht einzutreten.
- 1987 4. März:** Der Nationalrat beschliesst, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Motion I der Kommission

- 1984 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates:** Die Motion wird in nachstehender Form eines **Postulates** angenommen: Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob es nicht angezeigt wäre, im Rahmen der ...

Motion II der Kommission

- 1984 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates:** Die Motion wird angenommen. – An den Ständerat.
- 1986 4. Dezember. Beschluss des Ständerates:** Die Motion wird angenommen.

Motionen III und IV der Kommissionsminderheiten

- 1984 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates:** Die beiden Motionen werden abgelehnt.

× 81/81.044 n **Assurance-maladie. Révision partielle**

Message et projet de loi du 19 août 1981 (FF II, 1069) sur la révision partielle de l'assurance-maladie.

N Eggli-Winterthour, Allenspach, Ammann-Berne, Basler, Berger, Bonny, Borel, Bratschi, Butty, Columberg, Darbellay, Dirren, Dupont, Eisenring, Frey, Früh, Gautier, Gloor, Günter, Hari, Hösli, Landolt, Massy, Neukomm, Pfund, Reimann, Schüle, Segmüller, Spälti, Vannay, Zehnder (31)

E Hänzenberger, Andermatt, Arnold, Bauer, Binder, Bühner, Debétaz, Kündig, Masoni, Matossi, Meier Josi, Schmid, Schönenberger, Steiner, Weber (15)

1984 4 octobre: Le Conseil national suspend ses travaux après l'examen des articles I à 34.

Motion I de la commission du Conseil national, du 6 juillet 1984

Nombre de médecins

Le Conseil fédéral est invité à prendre des mesures, avec le concours des cantons, dans le cadre de la politique de formation et de santé, afin de s'attaquer efficacement aux causes et aux conséquences du nombre excessif de médecins; toutefois ce faisant, un service de santé suffisant doit être garanti.

Motion II de la commission du Conseil national, du 6 juillet 1984

Assurance-maladie. Financement

Le Conseil fédéral est invité à présenter au Parlement un projet sur le financement de l'assurance-maladie (soins médicaux et pharmaceutiques) prévoyant que les subventions fédérales seront réparties en fonction de la situation économique des assurés.

Motion III de la minorité de la commission (Günter) du Conseil national, du 6 juillet 1984

Impôt général sur l'alcool en faveur des caisses-maladie

La présente révision de la loi sur l'assurance-maladie entraînera une augmentation des dépenses pour les caisses-maladie. Le Conseil fédéral est, dès lors, invité à proposer au Conseil national le prélèvement d'un impôt sur l'alcool, et cela sur toutes les boissons contenant de l'alcool; cet impôt serait échelonné en fonction de la teneur en alcool et couvrirait partiellement l'augmentation des dépenses précitée. Le montant ainsi perçu devra être utilisé pour réduire les cotisations des caisses-maladie.

Motion IV de la minorité de la commission (Zehnder) du Conseil national, du 6 juillet 1984

Assurance-maladie sociale. Droit médical

Le Conseil fédéral est prié de soumettre immédiatement aux Chambres fédérales un projet modifiant le droit médical en vigueur dans l'assurance-maladie sociale. Ce faisant; il conviendra de garantir qu'au cas où aucune convention ne peut être passée entre médecins et caisses-maladie

1. tous les assurés ont droit, pendant une période illimitée, à ce que les factures soient établies d'après le tarif médical fixé par l'autorité compétente;
2. les caisses-maladie peuvent continuer à contrôler les coûts et les prestations, sans complications;
3. le médecin individuel ne peut déclarer à l'autorité compétente qu'il renonce à exercer son activité à la charge de l'assurance-maladie sociale que s'il dispose, pour ce faire, de motifs personnels ou professionnels; un refus collectif de la protection tarifaire accordée aux assurés n'est par conséquent plus possible.

Projet de la commission du Conseil national, du 6 juillet 1984

A. Loi fédérale sur l'assurance des soins médico-pharmaceutiques, y compris l'extension des prestations en cas de maternité

1984 12 décembre. Décision du Conseil national modifiant le projet du Conseil fédéral.

1986 4 décembre. Décision du Conseil des Etats avec des diver-

1987 4 mars. Décision du Conseil national avec des divergences.

1987 10 mars. Décision du Conseil des Etats avec des divergences.

1987 12 mars. Décision du Conseil national: Adhésion.

1987 20 mars. Décision du Conseil national: La loi est adoptée en votation finale.

1987 20 mars. Décision du Conseil des Etats: La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale I, 971; délai d'opposition: 29 juin 1987

B. Loi fédérale sur l'assurance d'une indemnité journalière, y compris l'indemnité journalière en cas de maternité

1984 13 décembre. Décision du Conseil national modifiant le projet du Conseil fédéral.

1986 4 décembre: Le Conseil des Etats décide de ne pas entrer en matière.

1987 4 mars: Le Conseil national décide de ne pas entrer en matière.

Ainsi, l'objet est rayé de la liste des objets en délibération.

Motion I de la commission

1984 13 décembre. Décision du Conseil national: La motion est adoptée sous la forme d'un **postulat** ainsi conçu:

Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne serait pas indiqué de prendre des mesures, ...

Motion II de la commission

1984 13 décembre. Décision du Conseil national: La motion est adoptée. – Au Conseil des Etats.

1986 4 décembre. Décision du Conseil des Etats: La motion est adoptée.

Motions III et IV de la minorité de la commission

1984 13 décembre. Décision du Conseil national: Les deux motions sont rejetées.

Eidg. Justiz- und PolizeidepartementPersönliche Vorstösse**105/86.008 n «Gleiche Rechte für Mann und Frau».
Rechtsetzungsprogramm**

Bericht vom 26. Februar 1986 (BBI I, 1144) über das Rechtsetzungsprogramm «Gleiche Rechte für Mann und Frau».

N *Petitions- und Gewährleistungskommission*

S *Bührer, Bauer, Belser, Dreyer, Hänsenberger, Jagmetti, Meier Josi, Schaffter, Schmid, Schoch, Steiner* (11)

1987 19. März. Beschluss des Nationalrates: Vom Bericht wird Kenntnis genommen.

105/86.008 n «Egalité des droits entre hommes et femmes». Programme législatif

Rapport du Conseil fédéral du 26 février 1986, (FF I, 1132) sur le programme législatif «Egalité des droits entre hommes et femmes».

N *Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales*

E *Bührer, Bauer, Belser, Dreyer, Hänsenberger, Jagmetti, Meier Josi, Schaffter, Schmid, Schoch, Steiner* (11)

1987 19 mars: Le Conseil national prend acte du rapport.

Nationalrat

× 195/Zu86.223 P *Petitions- und Gewährleistungskommission – Gleichstellung von Mann und Frau. Verwirklichung* (26. November 1986) (siehe Geschäft Nr. 40/86.223)

× 195/Ad86.223 P *Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales – Egalité des droits entre hommes et femmes* (9 mars 1987) (voir objet n° 40/86.223)

× 196/Zu86.223 M *Minderheit der Petitions- und Gewährleistungskommission – Gleiche Rechte für Mann und Frau. Massnahmen* (26. November 1986) (siehe Geschäft Nr. 40/86.223)

× 196/Ad86.223 M *Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales – Egalité des droits entre hommes et femmes* (9 mars 1987) (voir objet n° 40/86.223)

× 213/Zu81.222 M *Kommissionsminderheit des Nationalrates – Schwangerschaftsabbruch. Indikationenlösung* (16. Januar 1986) (siehe Geschäft Nr. 29/81.222)

× 213/Ad81.222 M *Minorité de la commission – Interruption de la grossesse. Solution des indications*, (16 janvier 1986) (voir objet n° 29/81.222)

× 214/Zu77.231 III P *Kommission des Nationalrates – Berufsbildung. Rechte der Frauen* (31. Oktober 1986) (siehe Geschäft Nr. 27/77.231)

× 214/Ad77.231 III P *Commission du Conseil national – Formation professionnelle. Droits des femmes* (31 octobre 1986) (voir objet n° 27/77.231)

× 215/Zu77.231 IV P *Kommission des Nationalrates – Berufliche Wiedereingliederung der Frauen* (31. Oktober 1986) (siehe Geschäft Nr. 27/77.231)

× 215/Ad77.231 IV P *Commission du Conseil national – Réinsertion professionnelle des femmes* (31 octobre 1986) (voir objet n° 27/77.231)

× 216/Zu77.231 V M *Kommissionsminderheit des Nationalrates – Familienpflichten und Erwerbstätigkeit* (31. Oktober 1986) (siehe Geschäft Nr. 27/77.231)

× 216/Ad77.231 V M *Minorité de la commission – Responsabilités familiales et activité professionnelle* (31 octobre 1986) (voir objet n° 27/77.231)

227/87.330 I Aubry – Krankenkassen der Bundesbetriebe. Zugehörigkeit geschiedener Frauen (10. März 1987)

In einem Artikel der Wochenzeitung «Berner Bär» vom 4. Februar 1987 stand folgendes: Eine verheiratete Frau bezahlte bis zu ihrer Scheidung ihre Beiträge an die Krankenkasse eines grossen Regiebetriebes (SBB). Infolge der Scheidung wurde sie aus der Krankenkasse ausgeschlossen und verlor ihre Ansprüche. Versichert sie sich bei einer andern Krankenkasse, so kommt sie nicht mehr in den Genuss der finanziellen Vorteile, die sie als Ehefrau hatte.

Ab 55 Jahren muss sie beim Eintritt in eine andere Krankenkasse sehr hohe Prämien bezahlen, die ihrer finanziellen Situation nicht entsprechen.

Ich stelle dem Bundesrat die Frage, ob es nicht möglich wäre, dass geschiedene Frauen von Bundesangestellten in der Krankenkasse eines Regiebetriebes bleiben können. Um dies zu ermöglichen, würde eine Abänderung des Krankenkassenreglements der Regiebetriebe genügen.

277/87.330 I Aubry – Caisses-maladie des régies fédérales. Maintien de l'affiliation des femmes divorcées (10 mars 1987)

Selon un article paru le 4 février 1987 dans l'hebdomadaire «Berner Bär», l'information suivante a été donnée: Une femme mariée jusqu'à son divorce payait ses cotisations dans une caisse d'assurance-maladie d'une grande régie (les CFF). Elle s'en retrouve exclue à la suite d'un divorce et fut privée de ses droits. En voulant s'assurer auprès d'une autre caisse-maladie, elle perd les avantages financiers dont elle jouissait en qualité d'épouse.

Si elle a atteint l'âge de 55 ans, son entrée dans une autre caisse l'obligera à payer des primes très élevées qui ne correspondent pas à sa situation financière.

Je demande au Conseil fédéral s'il ne serait pas possible de maintenir l'affiliation à la caisse-maladie des femmes divorcées dont l'époux travaille dans l'une des régies fédérales. Il suffirait de faire modifier le règlement des caisses-maladie des régies fédérales.

254/86.592 I Borel – Unterschiedliches Rentenalter für Männer und Frauen (1. Oktober 1986)

Ein Entscheid des Bundesgerichts verlangt von den Kantonen, unverzüglich ihre Gesetzgebung im Bereich der beruflichen Vorsorge in den öffentlichen Diensten zu ändern, um die Gleichberechtigung zwischen Mann und Frau in bezug auf das Rentenalter herzustellen. Wenn die Bundesgesetzgebung in der Folge nicht modifiziert wird, wird die Beseitigung der Ungleichheit zwischen Mann und Frau im öffentlichen Dienst von Kantonen und Gemeinden zu einer neuen Ungleichbehandlung zwischen den Angestellten dieser Kategorie und allen andern Angestellten des öffentlichen und des privaten Sektors führen.

Mitunterzeichner: Ammann-St. Gallen, Bircher, Christinat, Clivaz, Fankhauser, Fehr, Friedli, Gloor, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Mauch, Meyer-Bern, Morf, Nauer, Neukomm, Pitteloud, Rechsteiner, Reimann, Renschler, Robbiani, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber-Arbon (26)

1987 20. März: Die Interpellation ist schriftlich begründet und vom Bundesrat beantwortet; die Diskussion wird verschoben.

254/86.592 I Borel – Différence de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes (1^{er} octobre 1986)

Une décision du Tribunal fédéral impose aux cantons de modifier sans retard leur législation en matière de prévoyance professionnelle des salariés du secteur public, de manière à établir l'égalité entre hommes et femmes au niveau de l'âge donnant le droit à la retraite. Si la législation fédérale n'est pas modifiée en conséquence, la suppression d'une inégalité entre hommes et femmes travaillant dans le secteur public cantonal et communal créera une nouvelle inégalité entre cette catégorie et tous les autres salariés du secteur privé et public.

Quelles sont les intentions du Conseil fédéral pour résoudre ce problème?

Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, Bircher, Christinat, Clivaz, Fankhauser, Fehr, Friedli, Gloor, Lanz, Leuenberger-Soleure, Mauch, Meyer-Berne, Morf, Nauer, Neukomm, Pitteloud, Rechsteiner, Reimann, Renschler, Robbiani, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber-Arbon (26)

1987 20 mars: L'interpellation est développée par écrit, le Conseil fédéral donne sa réponse; la discussion est renvoyée.

257/85.903 M Braunschweig – Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau. Ratifikation des Übereinkommens (3. Oktober 1985)

Nach der eindrücklichen Annahme des neuen Eherechts durch das Schweizer Volk vom 22. September 1985 ersuchen wir den Bundesrat, die Ratifikation des «Übereinkommens über die Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau» vom 18. Dezember 1979 sobald als möglich in die Wege zu leiten, nachdem der Bundesrat dies sowohl im Bericht über die schweizerische Menschenrechtspolitik als auch in der UNO-Botschaft in Aussicht gestellt hat.

Ursprünglich machte der Bundesrat die Ratifikation des Übereinkommens vor allem vom Gleichheitsartikel 4 Absatz 2 in der Bundesverfassung abhängig. Etwas enttäuschend erwähnte der Bundesrat in der Fragestunde vom 10. Dezember 1984 neben der Annahme des neuen Eherechts weitere Gesetzesrevisionen (Bundesgesetz über Erwerb und Verlust des Schweizer Bürgerrechts, Arbeits- und Sozialgesetzgebung) als Voraussetzung für die Ratifikation des Übereinkommens. Demgegenüber

ersuchen wir den Bundesrat, die Ratifikation nicht auf unbestimmte Zeit zu verschieben. Die absolute Gleichberechtigung zwischen den Geschlechtern im philosophischen Sinn wird ohnehin immer eine Utopie sein. Das Schweizer Volk hat in diesen Jahren 1971 bis 1985 in etlichen Volksabstimmungen den Willen zur Gleichberechtigung zwischen Frau und Mann zum Ausdruck gebracht. Mit dieser demokratischen Willensbildung ist die wichtigste Voraussetzung für die Ratifikation des Übereinkommens über die Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau vom 18. Dezember 1979 erfüllt.

Mitunterzeichner: Ammann-St. Gallen, Bäumlin, Bircher, Blunschy, Borel, Bundi, Chopard, Christinat, Clivaz, Deneys, Eggenberg-Thun, Eggli-Winterthur, Euler, Fankhauser, Fehr, Fetz, Friedli, Gloor, Grendelmeier, Gurtner, Hubacher, Humbel, Jaggi, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Meizoz, Meyer-Bern, Müller-Bachs, Nauer, Neukomm, Ott, Pitteloud, Reimann, Renschler, Robbiani, (Robert, Rohrer), Rubi, Ruch-Zuchwil, Ruffy, Seiler, Stamm Judith, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber Monika, Weber-Arbon, Weder-Basel, Zehnder, Ziegler (55)

257/85.903 M Braunschweig – Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ratification de la convention (3 octobre 1985)

Le 22 septembre 1985, une majorité impressionnante du peuple suisse a accepté le nouveau droit matrimonial; nous chargeons par conséquent le Conseil fédéral d'engager, le plus rapidement possible, la procédure de ratification de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cela est d'autant plus nécessaire que le Conseil fédéral l'a promis lui-même et dans le rapport sur la politique suisse en matière de droits de l'homme, et dans son message concernant l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Initialement, le Conseil fédéral faisait dépendre la ratification de la Convention avant tout de l'article sur l'égalité des hommes et des femmes (constitution fédérale, art. 4, al. 2). A notre déception, il a, lors de l'heure des questions du 10 décembre 1984, posé des conditions supplémentaires à cette ratification, soit, l'acceptation du nouveau droit matrimonial, ainsi que la révision d'autres lois encore (Loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse et législation dans le domaine social et en matière de travail). C'est pourquoi nous

attendons du Conseil fédéral qu'il cesse de renvoyer cette ratification aux calendes grecques! Nous savons que l'égalité absolue entre les sexes – l'égalité telle que l'entendent les philosophes – sera toujours une utopie. Il n'en reste pas moins que le peuple suisse a exprimé plusieurs fois, à l'occasion des votations organisées entre 1971 et 1985, sa volonté de traduire cette égalité dans les faits. Et cette évolution de l'opinion publique satisfait à la condition sine qua non de la ratification de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, Bäumlín, Bircher, Blunschy, Borel, Bundi, Chopard, Christinat, Clivaz, Deneys, Eggenberg-Thoune, Eggli-Winterthour, Euler, Fankhauser, Fehr, Fetz, Friedli, Gloor, Grendelmeier, Gurtner, Hubacher, Humbel, Jaggi, Lanz, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Meizoz, Meyer-Berne, Müller-Bachs, Nauer, Neukomm, Ott, Pitteloud, Reimann, Renschler, Robbiani, Robert, (Rohrer), Rubi, Ruch-Zuchwil, Ruffy, Seiler, Stamm Judith, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber Monika, Weber-Arbon, Weder-Bále, Zehnder, Ziegler

(55)

267/86.403 M Butty – Besteuerung der Ehepaare (20. März 1986)

Die Besteuerung muss den Grundsätzen der Gerechtigkeit und der Gleichberechtigung genügen, damit alle Steuerpflichtigen in vergleichbarer Weise belastet werden.

Ehepaare sollen folglich gleich besteuert werden wie im Konkubinats lebende Paare.

Diese Grundsätze der Gleichbehandlung, die im Interesse der Familie liegen, sollten auch auf die Kinder ausgedehnt werden, damit eine echte Familienpolitik geführt werden kann. Das Bundesgericht hat den Grundsatz der Gleichbehandlung für die Besteuerung der Ehepaare anerkannt und die Kantone gezwungen, sich danach zu richten.

Die Bundesgesetzgebung über die direkte Bundessteuer muss deshalb diesen Grundsätzen auch genügen, denn sie betrifft ja die gleichen Steuerpflichtigen.

Da die Steuerharmonisierung und die Revision der direkten Bundessteuer sicher noch mehrere Jahre auf sich warten lassen werden, ist eine Revision in diesem Punkt dringend notwendig. Angesichts der weitreichenden finanziellen Auswirkungen dieses Vorschlags auf die Bundesfinanzen, wird eine Übergangsregelung für zwei Jahre vorgeschlagen.

Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament folgende Änderung des BdBSt vorzulegen:

- Art. 25 Abs. 1 Bst. a: aufgehoben.
- Art. 40 Abs. 1 zweiter Satz (neu):
Für die verheirateten Personen, deren Steuerfaktoren zusammengerechnet werden (Art. 13), sind für die Festlegung des Steuersatzes drei Fünftel des steuerbaren Einkommens massgebend. Artikel 157 bleibt vorbehalten.
- Art. 157 (neu):
Für die Veranlagungsperiode 1989/90 werden für die Berechnung des Steuersatzes vier Fünftel des steuerbaren Einkommens berücksichtigt.

267/86.403 M Butty – Imposition des couples (20 mars 1986)

L'imposition fiscale doit répondre à des principes de justice et d'équité qui placent chaque contribuable dans une situation comparable.

Les couples mariés doivent dès lors être taxés comme les personnes qui vivent en concubinage.

Il est évident que ces principes d'équité sont dans l'intérêt de la famille et ils devraient même s'étendre aux enfants pour assurer une authentique politique familiale. Le Tribunal fédéral a reconnu ce principe d'égalité pour l'imposition des couples et a contraint les cantons à s'y conformer.

La législation fédérale de l'impôt fédéral direct doit donc également se soumettre à ces principes puisqu'elle s'applique aux mêmes contribuables.

L'harmonisation fiscale et la révision de l'impôt fédéral direct devant durer encore plusieurs années, il est urgent de procéder à une révision sur ce point. Etant donné l'ampleur des conséquences financières que cette proposition a sur les finances fédérales, je propose un régime transitoire de deux ans.

Le Conseil fédéral est chargé de présenter une révision de l'AIFD comme suit:

- Art. 25, 1^{er} al., let. a: abrogé.
- Art. 40, 1^{er} al., 2^e phrase (nouvelle):
Pour les personnes mariées dont les éléments imposables sont taxés ensemble (art. 13), les trois cinquièmes du revenu imposable sont déterminants pour la fixation du taux d'imposition. L'article 157 est réservé.
- Art. 157 (nouveau):
Pour la période de taxation 1989/90, la réduction du taux prévue à l'article 40, 1^{er} alinéa, 2^e phrase, est fixée aux quatre cinquièmes du revenu imposable.

291/86.158 P Christinat – Adoption und Mutterschaftsurlaub (15. Dezember 1986)

Der Bundesrat wird eingeladen, gesetzliche Bestimmungen vorzusehen, wonach ein Ehepaar, das im Hinblick auf eine Adoption ein Kleinkind aufnimmt, einen Mutterschaftsurlaub beanspruchen kann.

Mitunterzeichner: Ammann-St. Gallen, Bircher, Blunschy, Borel, Braunschweig, Bundi, de Chastonay, Clivaz, Deneys, Fankhauser, Fehr, Fetz, Friedli, Gautier, Gloor, Grassi, Gurtner, Herzog, Jaggi, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Longet, Magnin, Mauch, Meizoz, Petitpierre, Rechsteiner, Revaclier, Riesen-Freiburg, Robbiani, Ruffy, Schmidhalter, Stamm Judith, Stamm Walter, Thévoz, Uchtenhagen, Vannay, Weber Monika

(38)

291/86.158 P Christinat – Adoption et congé-maternité (15 décembre 1986)

Le Conseil fédéral est prié d'envisager l'introduction dans la loi de dispositions permettant aux couples qui accueillent un enfant en bas âge en vue de l'adoption de pouvoir bénéficier d'un congé-maternité.

Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, Bircher, Blunschy, Borel, Braunschweig, Bundi, de Chastonay, Clivaz, Deneys, Fankhauser, Fehr, Fetz, Friedli, Gautier, Gloor, Grassi, Gurtner, Herzog, Jaggi, Lanz, Leuenberger-Soleure, Longet, Magnin, Mauch, Meizoz, Petitpierre, Rechsteiner, Revaclier, Riesen-Fribourg, Robbiani, Ruffy, Schmidhalter, Stamm Judith, Stamm Walter, Thévoz, Uchtenhagen, Vannay, Weber Monika

(38)

× 375/85.369 M Gurtner – Schweizerisches Frauenmuseum (7. März 1985)

Der Bundesrat wird beauftragt, ein Konzept für ein Frauenmuseum in der Schweiz ausarbeiten zu lassen. In diesem Konzept müssen

1. Vorschläge zur Darstellung und Erforschung der Geschichte, Kultur und Stellung der Frau in der Schweiz enthalten sein;
2. sollen strukturelle, finanzielle und räumliche Vorstellungen entwickelt werden und
3. soll ein Betriebskonzept erarbeitet werden.

Mitunterzeichner: Blunschy, Christinat, Deneys, Friedli, Grendelmeier, Jaggi, (Mascarin), Mauch, Morf, Pitteloud, (Robert), Stamm Judith, Uchtenhagen, Vannay

(14)

1987 20. März: Die Motion wird abgeschrieben, weil seit mehr als zwei Jahren hängig.

× 375/85.369 M Gurtner – Maison suisse de la femme (7 mars 1985)

Le Conseil fédéral est chargé de faire élaborer un projet de musée suisse de la femme. Ce projet devra inclure:

1. des propositions quant à la façon de rechercher et de présenter des faits relatifs à l'histoire, la culture et la situation de la femme en Suisse;
2. des propositions concernant la structure, le financement et la configuration d'un tel musée;
3. des principes de gestion.

Cosignataires: Blunschy, Christinat, Deneys, Friedli, Grendelmeier, Jaggi, (Mascarin), Mauch, Morf, Pitteloud, (Robert), Stamm Judith, Uchtenhagen, Vannay

(14)

1987 20 mars: En suspens depuis plus de deux ans, la motion est classée.

562/86.407 M Ruf-Bern – Heiratsvermittlung und Scheinehen mit Ausländern (20. März 1986)

Der Bundesrat wird ersucht, die erforderlichen Massnahmen zu treffen bzw. die nötigen Gesetzesänderungen vorzubereiten, damit:

- a. öffentliche Heiratsvermittlungen (Heiratsanzeigen usw.) zu Gunsten ausländischer Frauen (Männer), für welche keine Niederlassungsbewilligung vorliegt, gesetzlich unter Strafanordnung (mindestens Gefängnis) verboten werden;
- b. Artikel 120 Absatz 4 ZGB betreffend der Nichtigkeit von Scheinehen vermehrt Nachachtung verschafft wird.

Mitunterzeichner: Steffen (1)

562/86.407 M Ruf-Berne – Mariages fictifs d'étrangers (20 mars 1986)

Le Conseil fédéral est chargé de prendre les mesures nécessaires ou de présenter des projets de modification de loi dans le but

- a. d'interdire les annonces matrimoniales ou tout autre moyen de proposer publiquement le mariage à des femmes ou hommes étrangers qui n'ont pas d'autorisation de séjour en Suisse; en cas d'infraction, la loi doit prévoir des peines (d'emprisonnement au moins);
- b. de faire mieux respecter l'article 120, 4^e alinéa, CC concernant la nullité des mariages fictifs.

Cosignataire: Steffen (1)

611/86.917 M Stamm Judith – Gleichstellung von Mann und Frau. Bundesstelle (7. Oktober 1986)

Der Bundesrat wird beauftragt, zur Durchsetzung des Verfassungsartikels «Gleiche Rechte für Mann und Frau» (BV Art. 4 Abs. 2) auf Bundesebene eine mit den notwendigen Kompetenzen ausgestattete Stelle zu schaffen.

Zum Aufgabenbereich dieser Stelle gehört insbesondere:

- a. Förderung der Gleichstellung mit positiven Massnahmen;
- b. Verwaltungsinterne Beratung der Bundesstellen zur Prüfung von Fragen der Gleichstellung;
- c. Beratung von Einzelpersonen, Gruppen, Institutionen des öffentlichen und privaten Bereichs im Sinne einer Ombuds-funktion;
- d. Einholen und Verfassen von Gutachten zu Fragen der Gleichstellung;
- e. Untersuchung von Fällen direkter und indirekter Geschlechterdiskriminierung;
- f. Öffentlichkeitsarbeit.

Mitunterzeichner: Blunschy, Camenzind, Christinat, Deneys, Fankhauser, Fetz, Friedli, Grendelmeier, Gurtner, Jaggi, Mauch, Morf, Pitteloud, Segmüller, Uchtenhagen, Vannay, Weber Monika (17)

611/86.917 M Stamm Judith – Egalité des droits entre hommes et femmes. Création d'un service fédéral (7 octobre 1986)

Le Conseil fédéral est chargé de créer un service fédéral qui aurait compétence pour faire appliquer au niveau de la Confédération l'article constitutionnel établissant l'égalité des droits entre l'homme et la femme (art. 4, 2^e al. cst.).

Ce service aura notamment pour tâches:

- a. d'encourager l'application du principe d'égalité par la mise en œuvre de mesures concrètes;
- b. de conseiller les services fédéraux dans les questions ayant trait à l'égalité au sein même de l'administration;
- c. de jouer un rôle de médiateur en conseillant les individus, les groupes d'individus, ainsi que les institutions du secteur public et du secteur privé;
- d. de demander et de faire rédiger par des experts des rapports détaillés sur les problèmes liés à l'égalité;
- e. d'examiner les cas de discrimination sexiste directe et indirecte;

f. d'informer l'opinion publique en matière d'égalité des droits.

Cosignataires: Blunschy, Camenzind, Christinat, Deneys, Fankhauser, Fetz, Friedli, Grendelmeier, Gurtner, Jaggi, Mauch, Morf, Pitteloud, Segmüller, Uchtenhagen, Vannay, Weber Monika (17)

Ständerat

× 683/86.803 P Bauer – Verein alleinstehender Mütter und Väter. Bundesbeiträge (18. Dezember 1986)

Wegen Scheidung, Trennung, ausserhehlicher Geburten und Tod eines Ehepartners ist die Zahl der alleinerziehenden Väter und Mütter in den letzten 20 Jahren ständig gestiegen. 1980 gab es in der Schweiz fast 80 000 alleinerziehende Mütter oder Väter mit insgesamt 122 931 Kindern. In neun von zehn Fällen ist es die Mutter, die als Haupt der Familie die Kinder allein aufzieht. Da das Haupt der Familie gezwungen ist, erwerbstätig zu sein, und da der Durchschnitt der Frauenlöhne bescheiden ist, stehen diese Familien häufig vor grossen wirtschaftlichen und sozialen Schwierigkeiten. Seit rund zehn Jahren haben sich in mehreren Schweizer Kantonen (Biel, Bern, Genf, Luzern, Neuenburg, St. Gallen, Lausanne und Zürich) Vereine alleinerziehender Mütter und Väter gebildet und in allen Regionen der Schweiz werden in nächster Zeit andere entstehen. Die Vielzahl der angebotenen Leistungen bezeugt die Notwendigkeit dieser Vereine. Vor zwei Jahren ist ein Verband gegründet worden, der die Aufgabe hat, die rechtlichen, sozialen und wirtschaftlichen Interessen alleinstehender Väter und Mütter auf Bundesebene zu vertreten und zu verteidigen sowie die Kontakte zwischen den Mitgliedervereinen zu fördern und zu verbessern.

Bis heute sind alle diese Aufgaben ehrenamtlich von Familienoberhäuptern wahrgenommen worden, die bereits mit ausserordentlichen beruflichen und familiären Verpflichtungen belastet sind. Um die Effizienz sicherzustellen und den wachsenden Bedürfnissen gerecht zu werden, muss der Schweizerische Verband alleinerziehender Mütter und Väter künftig ein Sekretariat mit einem zweisprachigen Sekretär haben.

Der Bundesrat wird daher eingeladen, die Möglichkeit zu prüfen, dem Schweizerischen Verein alleinstehender Mütter und Väter Beiträge auszurichten, wie er es für «Pro Familia» und die «Association suisse des organisations d'aide familiale» getan hat. Die Beiträge könnten dem Fonds für gemeinnützige Institutionen (Rubrik 318.453.30 Elementarschadensfonds und gemeinnützige Institutionen) entnommen werden, der namentlich aus dem Anteil des Bundes an den Erträgen aus Glücksspielen (Einnahmen Rubrik 318.903.30 Spielbetrieb in Kursälen, Bundesanteil) gespeist wird.

1987 10. März. Beschluss des Ständerates: Das Postulat wird angenommen.

× 683/86.803 P Bauer – Subvention fédérale à la Fédération suisse des familles monoparentales (18 décembre 1986)

En raison des divorces, des séparations, des naissances hors mariage et du décès d'un des conjoints, le nombre des familles monoparentales n'a cessé d'augmenter au cours des 20 dernières années.

En 1980 on comptait en Suisse près de 80 000 familles monoparentales totalisant 122 931 enfants.

Dans 9 cas sur 10, le chef de famille est la mère qui élève seule ses enfants.

Dès lors que le chef de famille est forcé d'exercer une activité professionnelle et que la moyenne des salaires féminins est modeste, ces familles sont souvent confrontées à de grandes difficultés d'ordre économique et social.

Depuis une dizaine d'années, des associations de famille monoparentales se sont constituées, dans plusieurs cantons suisses à Bienne, Berne, Genève, Lucerne, Neuchâtel, Saint-Gall, Lausanne, Zurich et d'autres sont en train de se constituer dans toutes les régions de la Suisse. La multiplicité des services rendus témoigne de leur nécessité. Il y a 2 ans a été créée une fédération dont les buts sont de représenter et de défendre les intérêts juridiques sociaux et économiques des familles monoparentales sur le plan fédéral et de promouvoir et améliorer les contacts entre les associations membres.

A ce jour toutes ces tâches ont été assurées bénévolement par des chefs de famille astreints à des obligations familiales et professionnelles déjà fort lourdes. Par souci d'efficacité et pour répondre aux besoins croissants, il importe désormais que la Fédération suisse des familles monoparentales dispose d'un secrétariat avec secrétaire bilingue.

C'est pourquoi je prie le Conseil fédéral d'étudier la possibilité d'allouer une subvention à la «Fédération suisse des familles monoparentales», ainsi qu'il l'a fait pour la Fédération suisse «Pro Familia» et pour l'Association suisse des organisations d'aide familiale.

Elle pourrait être prélevée sur le «Fonds pour institutions d'utilité publique» du Département de l'intérieur (Office fédéral des assurances sociales 318, poste 30) alimenté notamment par la part de la Confédération sur les jeux dans les Kursälen (Recettes, poste 903.30).

1987 10 mars. Décision du Conseil des Etats: Le postulat est adopté.

694/86.121 M Gadiant – Direkte Bundessteuer. Steuerrabatt für Verheiratete (4. Dezember 1986)

Der Stand der Gesetzgebung über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden sowie über die direkten Bundessteuern zeigt zwingend auf, dass Steuerentlastungen für den weitaus grössten Teil der Steuerpflichtigen frühestens im Frühjahr 1990 wirksam werden. Damit kann auch die Neuordnung der Ehegattenbesteuerung, die aufgrund eines Bundesgerichtsentscheides in den Kantonen in die Wege geleitet ist, beim Bund noch längere Zeit nicht wirksam werden.

Der Bundesrat wird deshalb beauftragt, den eidgenössischen Räten einen Beschlusessentwurf zu unterbreiten, der einen Rabatt für Verheiratete auf der direkten Bundessteuer vorsieht. Die Ausgestaltung des Rabattes soll sich an den Rahmen halten, der im Bundesbeschluss betreffend Erhöhung der Steuereinnahmen 1976 vom 31. Januar 1975 von Volk und Ständen am 8. Juni 1975 beschlossen wurde. In Artikel 8 Absatz 3 Buchstabe a war in diesem Beschluss für die Verheirateten eine nach Steuerbetrag abgestufte Ermässigung festgelegt, die mit der Finanzordnung 1981 wieder aufgehoben wurde. Zusätzlich sollen Ehepaare mit Kindern einen erhöhten Rabatt erhalten.

Der beantragte Bundesbeschluss ist so vorzubereiten, dass er rückwirkend auf den 1. Januar 1987 in Kraft gesetzt werden kann. Er ist auf das Inkrafttreten der in Vorbereitung befindlichen, ordentlichen Gesetzgebung zu befristen.

Mitunterzeichner: Arnold, Bauer, Belser, Binder, Bürgi, Cavelti, Gerber, Knüsel, Masoni, Matossi, Meier Hans, Meier Josi, Schoch, Steiner, Stucki, Weber (16)

1987 5. März. Beschluss des Ständerates: Die Motion wird angenommen. – An den Nationalrat.

N Reichling, Auer, Biel, Blunschy, Bundi, Butty, de Chastonnay, Cölungberg, Coutau, Feigenwinter, Jaggi, Martignoni, Nauer, Nebiker, Pidoux, Reich, Rubi, Salvioni, Sperry, Stucky, Uchtenhagen, Vannay, Weber Leo (23)

694/86.121 M Gadiant – Impôt fédéral. Abattement pour les contribuables mariés (4 décembre 1986)

L'avancement des travaux législatifs sur l'harmonisation des impôts directs perçus par les communes et les cantons, et sur l'impôt fédéral direct, est tel que les mesures d'allègements fiscaux dont devraient bénéficier la majeure partie des contribuables ne pourront pas prendre effet avant le printemps 1990. De ce fait, il faudra attendre encore longtemps avant que n'entre en vigueur au plan fédéral le nouveau régime relatif à l'imposition des contribuables mariés, qui sera introduit dans les cantons suite à un arrêt du Tribunal fédéral.

C'est pourquoi le Conseil fédéral est chargé de présenter aux Chambres un projet d'arrêté prévoyant un dégrèvement fiscal sur l'impôt fédéral direct pour les contribuables mariés. Les modalités de ce dégrèvement doivent s'inscrire dans le cadre de l'arrêté fédéral du 31 janvier 1975 relatif à l'augmentation des recettes fiscales dès 1976, approuvé par le peuple et par les cantons le 8 juin 1975. L'article 8, alinéa 3, lettre a de cet arrêté prévoyait une réduction échelonnée selon le montant de l'impôt, disposition abrogée par l'arrêté fédéral sur le régime financier de 1981. Ce projet doit prévoir également un dégrèvement plus élevé pour les couples mariés ayant des enfants.

L'arrêté fédéral devra entrer en vigueur en même temps que la législation ordinaire actuellement en cours de préparation, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1987.

Cosignataires: Arnold, Bauer, Belser, Binder, Bürgi, Cavelti, Gerber, Knüsel, Masoni, Matossi, Meier Hans, Meier Josi, Schoch, Steiner, Stucki, Weber (16)

1987 5 mars. Décision du Conseil des Etats: La motion est adoptée. – Va au Conseil national.

N Reichling, Auer, Biel, Blunschy, Bundi, Butty, de Chastonnay, Cölungberg, Coutau, Feigenwinter, Jaggi, Martignoni, Nauer, Nebiker, Pidoux, Reich, Rubi, Salvioni, Sperry, Stucky, Uchtenhagen, Vannay, Weber Leo (23)

Adressen der Autoren und Autorinnen

Martine Keller
Lic.soc., MA Phil., MBA
Rue de Zurich 32, 1201 Genève

Cecilia Yul Brons
Gerontologin
Pflugstrasse 17, 8006 Zürich

Julia Onken
Dipl. Psychologin AAP
Hauptstrasse 23, 8280 Kreuzlingen

Marthe Kellerhals
Anc. chef d'entreprise
St. Michel 1, 2900 Porrentruy

Laure Wyss
Journalistin / Schriftstellerin
Winkelwiese 6, 8001 Zürich

Jeanne DuBois
Rechtsanwältin
Ankerstrasse 61, 8026 Zürich

Danielle Limacher
Lic.phil. I, Psychologin
Thundorferstrasse 7, 8500 Frauenfeld

Elisabeth Kästli
Journalistin BR
Quart-Dessus 1, 2606 Corgémont

Martine Chaponnière
lic.ès.sc.pol.
15, rue de l'Hôtel-de-Ville, 1204 Genève